



Les bourses d'études européennes encouragent les talents

Évaluation des bourses octroyées pour des études au Collège d'Europe et à l'Institut universitaire européen de Florence ainsi que de la coopération entre la Suisse et ces deux institutions

INTERFACE Politikstudien
Forschung Beratung AG

Rapport final à l'intention du SEFRI



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
**Secrétariat d'Etat à la formation,
à la recherche et à l'innovation SEFRI**

Dans sa collection « Dossiers SEFRI », le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation publie des études prospectives, des résultats de recherche, des rapports sur des thèmes d'actualité dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de l'innovation. Mis ainsi à la disposition d'un large public, ces textes participeront au débat sur ces questions. Les textes publiés n'engagent pas nécessairement le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation.

ISSN 2296-3847

Mandant

Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI)

Auteurs

Stefan Rieder, Dr rer. pol. (Gestion du projet)

Amélie Pestoni, MA (Collaboration au projet)

David Fischer, MA (Collaboration au projet)

INTERFACE Politikstudien Forschung Beratung AG

www.interface-pol.ch

Proposition de citation

Rieder, Stefan; Pestoni, Amélie; Fischer, David (2023): Les bourses d'études européennes encouragent les talents. Évaluation des bourses octroyées pour des études au Collège d'Europe et à l'Institut universitaire européen de Florence ainsi que de la coopération entre la Suisse et ces deux institutions. Rapport final à l'intention du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (éd.). Lucerne, Lausanne et Berne: Interface Politikstudien Forschung Beratung

Durée

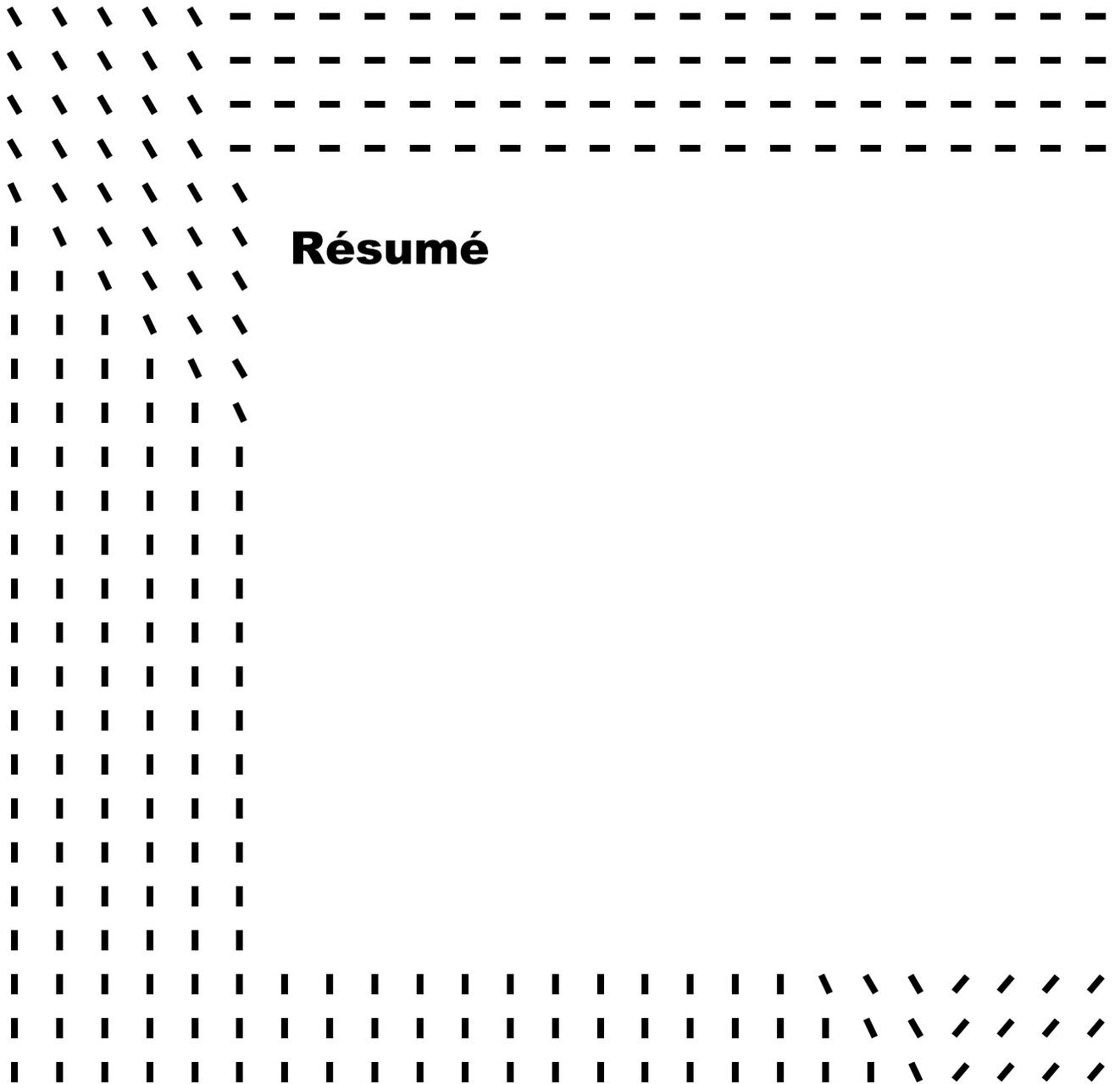
D'octobre 2022 à juin 2023

Référence du projet

Numéro du projet : 22-066

Photo de couverture

College of Europe in Natolin



Objet de l'évaluation : les bourses octroyées à l'IUE et au CdE par le SEFRI

Le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) octroie chaque année des bourses à des étudiants qui souhaitent intégrer un programme d'études doctorales à l'Institut universitaire européen (IUE) à Florence (Italie) et à ceux qui souhaitent suivre un programme de formation postgrade d'un an au Collège d'Europe (CdE) de Bruges (Belgique) ou de Natolin (Varsovie, Pologne). Par année académique, ce soutien du SEFRI bénéficie à six étudiants au maximum à l'IUE et à quatre étudiants au maximum au CdE. En attribuant ces bourses, le SEFRI poursuit trois objectifs : *premièrement*, promouvoir la relève scientifique selon le critère de l'excellence ; *deuxièmement*, encourager la participation à des plateformes de réflexion sur les enjeux de l'intégration européenne ; *troisièmement*, contribuer au renforcement des relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE).

Le SEFRI a chargé le bureau d'études Interface Politikstudien Forschung und Beratung AG de procéder à une évaluation des deux systèmes de bourses du point de vue de leur conception, de leur mise en œuvre et de leurs effets. La *méthodologie* d'évaluation appliquée par Interface repose sur des entretiens, une enquête auprès des bénéficiaires d'une bourse et une comparaison internationale.

Évaluation de la conception et de la mise en œuvre des systèmes de bourses

Les bourses sont allouées pour des formations postgrades dans deux institutions qui jouissent chacune d'une excellente réputation tant à l'échelle nationale que sur le plan international. L'IUE et le CdE n'ont pour ainsi dire pas d'équivalents en Europe. La procédure d'octroi des bourses est conçue de manière pertinente. Seul le montant des bourses pour l'IUE est considéré comme étant trop bas. Les procédures de sélection des candidats et d'octroi des bourses sont claires et transparentes pour les deux institutions.

L'un des points faibles dans la mise en œuvre est le fait que les bourses soient relativement méconnues des groupes cibles. Les mesures actuelles du SEFRI en matière de diffusion des informations au sein des universités par le biais des services des relations internationales (SRI) et des coordinateurs des études ne parviennent pas à toucher suffisamment les groupes cibles. La raison principale est la trop grande dispersion des informations. Dans le même temps, le SEFRI ne dispose pas de ressources suffisantes pour mettre en place une publicité ciblée.

Effets sur le plan individuel

Les bourses sont synonymes de retombées très positives pour les personnes qui en bénéficient. Mentionner dans son curriculum vitae que l'on a suivi un cursus à l'IUE ou au CdE est un atout non négligeable. Les bénéficiaires d'une bourse acquièrent en effet un savoir spécifique qui a une influence très bénéfique sur leur carrière, qu'elle soit académique (IUE) ou qu'elle se déroule dans les milieux économiques et administratifs (CdE).

L'autre point fort de leur formation est la possibilité qui leur est donnée de se créer un réseau de contacts avec des spécialistes de l'UE.

Réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs

Le SEFRI s'est fixé des objectifs élevés dans le contexte de l'octroi de ces bourses (voir le premier paragraphe). Sur le *plan qualitatif*, les objectifs ont pu être complètement atteints. Les bénéficiaires d'une bourse qui préparent un doctorat à l'IUE restent, pour un grand nombre d'entre eux, dans le système académique et y font carrière. Le CdE et l'IUE forment des spécialistes de l'Europe, qui occupent aujourd'hui près de 60 % de postes en lien étroit avec les relations entre la Suisse et l'Europe.

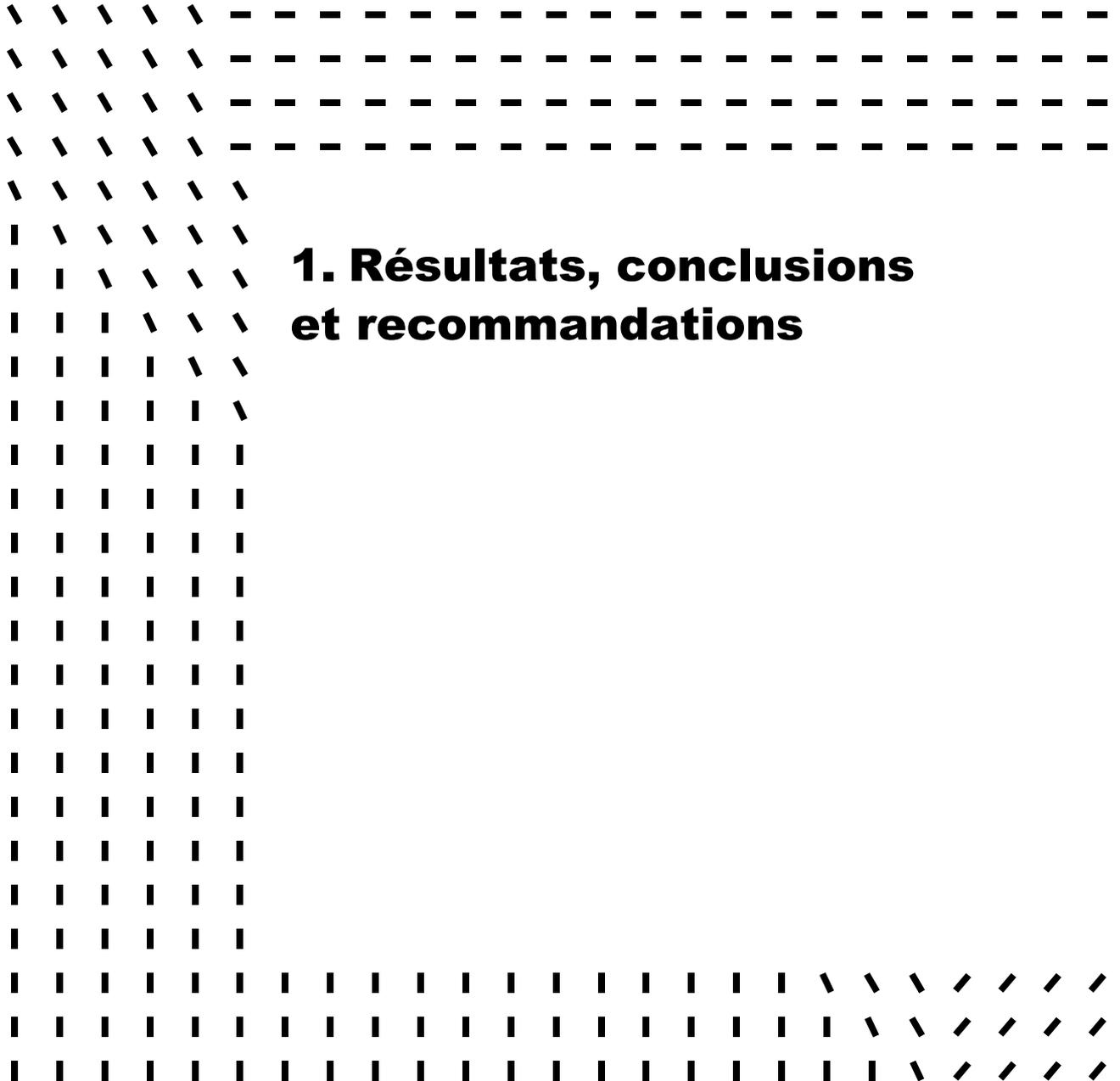
Sur le *plan quantitatif*, les objectifs ne sont pas atteints. Le nombre de bourses est trop faible pour réaliser ce type d'objectifs. De plus, la Confédération ne retire guère d'avantages du savoir et du savoir-faire qui sont acquis et des réseaux qui sont développés. Le CdE étant trop peu connu au sein de l'administration fédérale, les personnes ayant bénéficié d'une bourse ne sont pas spécialement recherchées et ne sont pas non plus avantagées lors des procédures de recrutement.

Recommandations

L'une des recommandations formulées à l'issue de l'évaluation porte sur l'*augmentation du montant des aides financières*, principalement pour les personnes souhaitant suivre un programme d'études à l'IUE, le but étant de rendre les bourses du SEFRI plus intéressantes. Une autre série de recommandations concerne l'*adaptation des mesures de communication*, avec à la clé plusieurs options : le corps professoral des hautes écoles pourrait informer directement la population estudiantine dans le cadre des cours dans les différentes disciplines (en premier lieu le droit, l'économie et les sciences politiques). Le réseau des anciens boursiers pourrait également être utilisé pour faire mieux connaître les bourses. La participation d'organisations de la société civile à des activités de communication doit aussi être envisagée. La dernière option à considérer est la délégation de l'octroi des bourses à des tiers sur le modèle de ce qui se fait actuellement en Allemagne et en Autriche. Les objectifs qui sont actuellement reliés aux bourses sont trop ambitieux. S'ils sont maintenus tels quels, le nombre de bourses octroyées doit être augmenté. Si cette augmentation s'avère impossible, il est nécessaire de revoir les objectifs.

| | |
|--|-----------|
| Résumé | 3 |
| Objet de l'évaluation : les bourses octroyées à l'IUE et au CdE par le SEFRI | 4 |
| Évaluation de la conception et de la mise en œuvre des systèmes de bourses | 4 |
| Effets sur le plan individuel | 4 |
| Réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs | 5 |
| Recommandations | 5 |
| | |
| 1. Résultats, conclusions et recommandations | 8 |
| 1.1 Introduction | 9 |
| 1.2 Principaux résultats | 10 |
| 1.3 Réalisation des objectifs | 14 |
| 1.4 Conclusions, évaluation globale et recommandations | 16 |
| | |
| 2. Einleitung | 21 |
| 2.1 Ausgangslage | 22 |
| 2.2 Ziel der Evaluation | 23 |
| 2.3 Evaluationsgegenstände und Fragestellung | 24 |
| 2.4 Methodisches Vorgehen | 25 |
| 2.5 Aufbau des Schlussberichtes | 26 |
| | |
| 3. Beschreibung der Stipendiensysteme | 27 |
| 3.1 Bundesstipendien des SBFI am European University Institute in Florenz | 28 |
| 3.2 Bundesstipendien des SBFI am Collège d'Europe in Brügge und Natolin | 31 |
| | |
| 4. Ergebnisse der Evaluierung der Stipendien am European University Institute | 35 |
| 4.1 Bewertung des Konzepts | 36 |
| 4.2 Bewertung des Vollzugs | 38 |
| 4.3 Bewertung des Outputs | 41 |
| 4.4 Bewertung des Outcomes | 43 |
| 4.5 Bewertung des Impacts | 49 |
| | |
| 5. Ergebnisse der Evaluierung der Stipendien am Collège d'Europe | 53 |
| 5.1 Bewertung des Konzepts | 54 |
| 5.2 Bewertung des Vollzugs | 55 |
| 5.3 Bewertung des Outputs | 59 |
| 5.4 Bewertung des Outcomes | 60 |
| 5.5 Bewertung des Impacts | 67 |

| | |
|--|-----------|
| 6. Vergleich mit dem Ausland | 72 |
| 6.1 Vergleich der Stipendiensysteme am European University Institute | 73 |
| 6.2 Vergleich der Stipendiensysteme am Collège d'Europe | 77 |
| | |
| Anhang | 83 |
| A 1 Interviewpartner/-innen | 84 |
| A 2 Rücklauf Online-Befragung | 87 |



1. Résultats, conclusions et recommandations

1.1 Introduction

Le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) octroie chaque année des bourses à des étudiants qui souhaitent rédiger une thèse de doctorat à l'Institut universitaire européen (IUE) de Florence (Italie). Chaque bourse est attribuée pour quatre ans. Six étudiants au maximum bénéficient de ce soutien en même temps. Le SEFRI octroie également chaque année des bourses aux titulaires d'un diplôme de master qui souhaitent suivre un cursus d'un an au CdE de Bruges (Belgique) ou de Natolin (Varsovie, Pologne). Quatre bourses sont attribuées chaque année.

L'octroi de ces bourses permet de poursuivre trois objectifs¹ d'égale importance, qui se déclinent comme suit.

- *Promouvoir la relève scientifique d'excellence (innovation, créativité).*
- *Encourager la participation à des plateformes de réflexion sur les enjeux de l'intégration européenne.* Les bourses doivent aider à combler les besoins en professionnels du contexte européen (spécialistes de l'Europe).
- *Contribuer au renforcement des relations entre la Suisse et l'Union européenne.* Il s'agit de renforcer les contacts et les réseaux avec les pays de l'UE/AELE.

Les bourses pour les deux institutions susmentionnées sont attribuées sous leur forme actuelle depuis le milieu des années 1990². Elles ont permis, jusqu'à aujourd'hui, à 43 personnes de préparer un doctorat à l'IUE et à 116 personnes de suivre un cursus d'un an au CdE.

Le SEFRI a chargé le bureau d'études Interface Politikstudien Forschung und Beratung AG de procéder à une évaluation des deux systèmes de bourses. *L'objectif de ce mandat* est d'évaluer la conception, la mise en œuvre et les effets des systèmes et de mettre en évidence les possibilités de développement. Pour ce faire, Interface a mené 21 entretiens semi-directifs avec des experts des hautes écoles, des représentants de l'IUE et du CdE et d'autres personnes concernées par la procédure d'octroi des bourses. Il a également analysé des documents et des données. Une enquête en ligne auprès de toutes les personnes ayant bénéficié d'une bourse depuis les années 1990 a par ailleurs constitué un élément central de l'évaluation. Interface a aussi inclus dans son analyse une comparaison croisée avec les systèmes de bourses pour l'IUE et le CdE en vigueur en Allemagne, en Autriche et au Luxembourg.

¹ Ces trois objectifs sont en lien direct avec l'appel d'offres pour le mandat d'évaluation tel qu'il a été lancé par le SEFRI.

² Le SEFRI octroie des bourses pour le Collège d'Europe depuis le milieu des années 1970 et pour l'IUE depuis le milieu des années 1990. Cela dit, les données concernant le Collège d'Europe ne sont disponibles que depuis 1996.

1.2 Principaux résultats

Les bourses suisses pour le CdE et celles pour l'IUE se différencient par leur groupe cible : les bourses pour l'IUE s'adressent en premier lieu à la relève scientifique des hautes écoles et sont attribuées pour quatre ans. Les bourses pour le CdE sont destinées, quant à elles, aux personnes qui cherchent à entrer dans le monde du travail après avoir obtenu un diplôme de master d'une formation universitaire et se proposent d'acquérir des connaissances sur l'Europe et l'UE ainsi que sur les questions juridiques et politiques liées au contexte européen. Le programme de master proposé par le CdE dure une année et correspond, du point de vue de la Suisse, à une formation continue. Ces différences fondamentales expliquent pourquoi nous présentons les principaux résultats de chaque institution séparément.

1.2.1 Résultats concernant les bourses pour l'IUE

Dans cette partie, nous traitons successivement la conception, la mise en œuvre et l'utilisation du système de bourses pour l'IUE. Nous terminons notre analyse par une description des effets des bourses que nous avons constatés.

I Conception du système de bourses

Le *concept* actuel des bourses est jugé approprié par la majorité des experts interrogés et des (anciens) boursiers. L'IUE a été choisi pour l'octroi de bourses en raison de son excellente renommée académique et de sa réputation scientifique hors pair, soit deux gages de qualité pour les formations qu'il propose. Selon les experts interrogés et plus de quatre (anciens) boursiers sur cinq ayant participé à l'enquête, il est unique en Europe en tant que pôle de recherche. L'IUE est désigné comme étant l'institution adéquate pour l'octroi de bourses. De plus, les personnes interrogées considèrent presque toutes que la procédure d'octroi de bourses pour l'IUE doit absolument être maintenue. L'octroi de bourses se justifie aussi au regard des objectifs formulés par le SEFRI.

Malgré les nombreux commentaires extrêmement positifs sur le concept, des critiques se font entendre concernant deux points : *premièrement*, le nombre de bourses est jugé insuffisant pour répondre aux objectifs du système en soi. Selon les personnes interrogées, il serait plus pertinent d'attribuer quatre bourses chaque année. *Deuxièmement*, le montant des bourses est considéré comme étant trop faible par les représentants de l'IUE et par une majorité des (anciens) boursiers interrogés. Il ne peut donc pas être comparé avec le montant des bourses de doctorat allouées en Suisse par le FNS dans la mesure où le coût de la vie est moins élevé à Florence qu'en Suisse. Néanmoins, certains frais restent au niveau suisse, même lors du séjour à Florence, comme ceux occasionnés par les visites en Suisse pendant les périodes où il n'y a pas de cours.

I Procédure d'octroi des bourses et communication

La *procédure d'octroi des bourses* est jugée dans l'ensemble de manière positive : la sélection des doctorants par l'IUE est certes perçue comme transparente et structurée, mais aussi comme rigoureuse. Une telle sélection est considérée comme compréhensible vu le caractère exclusif de l'IUE et le nombre de places limité sur le campus de Florence. Les critères de sélection formels du SEFRI sont qualifiés de clairs et de cohérents. La seule critique concerne le travail de sélection, qui est jugé trop important par rapport au nombre de bourses octroyées.

Les volets *information et communication* suscitent par contre des critiques. L'IUE et les bourses octroyées par le SEFRI souffrent d'un manque de visibilité auprès de la population étudiante en Suisse. L'institut mène certes des activités de communication, mais est tributaire, pour ce qui est des ressources, de l'aide des organismes responsables de l'octroi de bourses dans les pays concernés (le SEFRI pour la Suisse). Le SEFRI mise en premier

lieu sur les services de communication des universités pour informer les groupes cibles des offres de l'IUE et du système de bourses. Or, la trop grande dispersion des informations qui en résulte fait, comme le révèle l'enquête auprès des (anciens) boursiers, que le public visé n'est informé que dans une moindre mesure. Pour mieux toucher les groupes cibles, les informations doivent être relayées directement par les titulaires de chaires et le corps professoral. Elles peuvent également emprunter des canaux classiques comme les newsletters ou des canaux plus modernes comme les réseaux sociaux.

I Utilisation du système : évolution du nombre de demandes et du nombre de bourses octroyées

Le premier constat est que, depuis 1994, le SEFRI a presque toujours attribué le nombre de bourses qu'il lui était possible d'allouer. Il existe donc bel et bien une demande en la matière. Le nombre de candidatures déposées va même croissant. Celui des candidatures valables varie par contre fortement.

Si l'on considère le nombre de demandes, il devrait être possible d'octroyer davantage de bourses. Le nombre de candidatures valables d'un point de vue formel devrait permettre d'atteindre cet objectif. La question serait alors de savoir dans quelle mesure le campus de Florence disposerait des capacités nécessaires pour accueillir plus d'étudiants venant de Suisse. Une autre question qui se pose est celle de la volonté de l'IUE d'accueillir plus d'étudiants venant de Suisse étant donné que le groupe des pays concernés par le système des bourses s'est agrandi du fait de l'élargissement à l'Est de l'Union européenne et d'une prise en compte plus marquée des étudiants issus de pays situés hors de l'Europe. Plusieurs experts interrogés estiment que, malgré cette restriction, le nombre de bourses octroyées pour l'IUE devrait pouvoir être augmenté. À l'instar des responsables de l'IUE, ils ont souligné que les éléments susceptibles de faire pencher la balance en faveur d'une décision positive étaient avant tout la qualité des études antérieures du candidat et les possibilités pour les professeurs de l'IUE d'assurer la direction de sa thèse, indépendamment de sa nationalité.

I Effets du système de bourses sur les plans individuel et institutionnel

Concernant l'évaluation des effets, nous faisons la distinction entre les effets pour les bénéficiaires d'une bourse (niveau individuel) et les effets pour les institutions dans lesquelles ces bénéficiaires travaillent aujourd'hui (niveau institutionnel).

Qu'en est-il de l'efficacité sur le *plan individuel*, c'est-à-dire des effets pour les bénéficiaires d'une bourse ? L'efficacité sur le plan individuel peut être globalement qualifiée d'élevée. Nos analyses relatives aux entretiens et à l'enquête en ligne montrent que l'IUE reste une adresse de choix pour les doctorants suisses en sciences sociales, politiques, juridiques, économiques ou historiques. Cet institut présente un double intérêt pour tout jeune désireux d'obtenir un doctorat du fait, d'une part, de son profil international et, d'autre part, de l'environnement de recherche stimulant qu'il propose (corps professoral et autres étudiants). Les programmes de l'IUE permettent en effet aux doctorants d'acquérir des connaissances et des compétences propres à favoriser leur carrière scientifique. Mentionner dans son curriculum vitae que l'on a suivi un programme doctoral à l'IUE est un atout non négligeable. L'IUE offre en outre une occasion exceptionnelle de nouer des contacts à l'international et d'échanger avec des pairs. Dans l'enquête en ligne, au moins 90 % des anciens étudiants interrogés émettent des commentaires généralement positifs sur les effets individuels.

Qu'en est-il de l'efficacité sur le *plan institutionnel* ? Selon les résultats de l'enquête en ligne, la majeure partie des personnes ayant bénéficié d'une bourse (environ 60 %) restent dans le domaine des hautes écoles à l'issue de leurs quatre années d'études à l'IUE. Elles

renforcent ainsi les établissements de recherche en Suisse. D'autres personnes se sont tournées vers le *professorat* et excellent dans cette fonction. Une grande partie des diplômés de l'IUE qui ne restent pas dans le système académique gardent, dans leur environnement de travail, un lien plus ou moins étroit avec des thèmes spécifiques à l'Europe. Par conséquent, on peut parler d'effets positifs sur le plan institutionnel et plus précisément pour les organisations dans lesquelles travaillent les anciens boursiers. Ces derniers ont la possibilité de faire profiter leurs employeurs du savoir et du savoir-faire qu'ils ont acquis.

1.2.2 Résultats concernant les bourses pour le CdE

Dans cette partie, nous traitons successivement la conception, la mise en œuvre et l'utilisation du système de bourses pour le CdE. Nous terminons notre analyse par une description des effets des bourses que nous avons constatés.

I Conception du système de bourses

Comme pour l'IUE, les commentaires sur le concept des bourses pour le CdE sont extrêmement positifs. Les experts interrogés et la grande majorité des (anciens) boursiers ayant participé à l'enquête considèrent le *montant des bourses* et la *durée du financement* comme étant appropriés. En tant qu'institution, le CdE jouit d'une grande renommée en Suisse et la formation axée sur la pratique qu'il propose autour du thème Europe/UE et des institutions européennes ne connaît apparemment pas d'équivalent. Dans l'enquête en ligne, les (anciens) boursiers soulignent presque unanimement le caractère unique des études au CdE. Comme pour l'IUE, ils sont d'accord avec les experts interrogés pour demander que la procédure d'octroi de bourses pour le CdE soit absolument maintenue. Ils n'auraient été qu'un petit nombre à suivre un cursus au CdE s'ils n'avaient pas pu bénéficier d'une bourse. Le seul point critique est le nombre de bourses : il est clairement trop faible au regard des objectifs ambitieux de la Confédération.

I Procédure d'octroi des bourses et communication

Les *procédures de sélection des candidats et d'octroi des bourses* pour le CdE sont considérées comme étant adéquates. Les critères de sélection du SEFRI sont certes plus stricts que ceux du CdE dans la mesure où les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de master alors que le CdE admet aussi des candidats détenteurs d'un diplôme de bachelor. La majorité des experts interrogés et des (anciens) boursiers estiment cependant que les critères de sélection du SEFRI sont appropriés et transparents et qu'ils garantissent des candidatures d'un haut niveau de qualité. D'une façon générale, les procédures de sélection et d'octroi des bourses sont jugées de manière très positive. La seule critique formulée par les experts porte sur le *travail de sélection*, qui est jugé trop important par rapport au nombre restreint d'étudiants. Parmi les (anciens) boursiers interrogés, une minorité est d'avis que les consignes concernant l'entretien de sélection ne sont pas clairement formulées.

Comme dans le cas de l'IUE, la *communication* autour du système des bourses suscite des commentaires négatifs : la plupart des experts interrogés et des (anciens) boursiers ayant participé à l'enquête en ligne pointent un gros potentiel d'amélioration en la matière. À l'image de sa pratique pour l'IUE, le SEFRI utilise comme canaux de communication les services d'orientation universitaire et les SRI au sein des hautes écoles en les chargeant de diffuser auprès de la population estudiantine les informations qu'il leur transmet. Mais comme le montrent les résultats de l'enquête en ligne, seule une partie infime des groupes cibles est informée par ce biais. Les enseignants des hautes écoles et les autres étudiants constituent en effet les principales sources d'information des étudiants. Or, actuellement, ils ne sont pas sollicités par le SEFRI pour relayer les informations sur le système de bourses de l'IUE, ou le sont seulement dans une mesure insuffisante.

I Utilisation du système : évolution du nombre de demandes et du nombre de bourses octroyées

La *demande* de bourses est bonne jusqu'en 2013/2014, mais elle connaît ensuite un fléchissement. Cette tendance se reflète également dans le nombre de bourses octroyées, lequel n'a plus atteint son maximum depuis 2016/2017. De plus, le nombre de personnes qui retirent leur demande de bourse alors qu'ils ont reçu une réponse positive n'a pas cessé d'augmenter entre 2001 et aujourd'hui.

À quoi peut-on attribuer cette baisse de la demande de bourses pour le CdE ? Selon les entretiens qui ont été menés, il est possible que certaines conditions-cadres aient progressivement joué en défaveur de cette offre de bourses : l'intérêt pour la politique européenne semble s'être émoussé en Suisse au cours des dernières années. À cela s'ajoute le fait qu'il est très difficile pour les Suisses de faire carrière dans les organisations et institutions européennes. Comme les cursus qu'il propose ouvrent plus particulièrement des débouchés dans ces organisations et institutions, le CdE perd peu à peu de son attrait pour les candidats potentiels provenant de Suisse. En dernier lieu, la mobilité accrue des étudiants, l'augmentation de l'offre de filières de master et la baisse d'importance du LL.M dans les pratiques juridiques (il est possible d'obtenir un LL.M au CdE) pourraient aussi expliquer pourquoi les bourses pour le CdE présentent de moins en moins d'intérêt pour les étudiants.

I Effets du système de bourses sur les plans individuel et institutionnel

Comme pour l'IUE, nous faisons la distinction entre les effets pour les bénéficiaires d'une bourse (niveau individuel) et les effets pour les institutions dans lesquelles ces bénéficiaires travaillent aujourd'hui (niveau institutionnel).

Les effets sur le *plan individuel* peuvent être qualifiés d'importants. C'est ce qui ressort des résultats des entretiens et de l'enquête auprès des diplômés : suivre un cursus au CdE permet de se créer un réseau de contacts à l'échelle internationale, d'obtenir un titre prestigieux comme tremplin pour la suite de sa carrière et d'acquérir des compétences spécifiques et un savoir relatif au fonctionnement des institutions européennes et du droit européen.

Par contre, les (anciens) boursiers interrogés lors de l'enquête déplorent le peu de cas qui est fait d'une formation suivie au CdE dans le processus de recrutement de l'administration fédérale. Selon eux, la Confédération finance certes les études au CdE, mais l'administration fédérale ne considère pas un cursus suivi dans cette institution comme un critère essentiel lors du recrutement pour des postes en lien avec le contenu desdits cursus. La raison tient davantage au défaut de notoriété du CdE au sein de l'administration fédérale qu'à une intention délibérée de celle-ci.

L'évaluation des effets sur le *plan institutionnel* donne lieu à des résultats différents : les personnes interrogées sont d'avis que le CdE joue un rôle important dans la formation de futurs cadres pour l'administration fédérale (surtout dans le contexte diplomatique) et pour l'économie privée. Selon les données qui ont été recueillies, les bourses pour le CdE permettent de former des spécialistes à même de faciliter l'accès de la Suisse aux institutions européennes et en particulier à celles de l'UE. Comme l'attestent les parcours professionnels des anciens boursiers, les premiers employeurs à retirer un bénéfice de ces formations sont l'administration fédérale et l'économie privée. Près de la moitié des anciens boursiers occupent actuellement un poste à la Confédération, dans une haute école ou au sein d'une ONG ou d'une organisation supranationale ayant des liens avec l'Europe. Ce constat témoigne des effets du système de bourses sur le plan institutionnel.

1.2.3 Résultats de la comparaison internationale

Nous avons comparé les systèmes de bourses en vigueur en Suisse pour l'IUE et le CdE avec ceux de l'Allemagne, de l'Autriche et du Luxembourg. Les résultats peuvent être résumés comme suit.

- Les *procédures d'octroi des bourses* présentent de très grandes similitudes même si des différences existent sur certains points entre les pays analysés. La procédure en vigueur en Suisse s'inscrit par conséquent dans une pratique qui a fait ses preuves dans d'autres pays.
- Dans l'ensemble, le *montant des bourses* attribuées par la Suisse et par le Luxembourg dépasse celui des bourses octroyées par l'Allemagne et par l'Autriche. Les valeurs de la Suisse sont supérieures de 20 % pour l'IUE et de 35 % pour le CdE aux valeurs de l'Allemagne et de l'Autriche. Ce calcul ne tient compte, pour l'IUE, ni des allocations familiales et de certaines prestations d'assurance qui sont accordées par l'Autriche et par l'Allemagne ni des indemnités mensuelles de recherche et de congrès ou des indemnités de voyage qui sont allouées par l'Allemagne.
- La *mise en œuvre* des systèmes de bourses en Autriche et en Allemagne obéit à une réglementation différente de celle de la Suisse et du Luxembourg : en Autriche, l'octroi de bourses pour l'IUE et le CdE relève d'une agence externe, qui s'occupe aussi d'autres bourses et tient lieu d'agence nationale pour le programme Erasmus+. En Allemagne, le mandat d'octroi de bourses pour l'IUE relève également d'une agence externe et celui pour le CdE, d'une organisation de la société civile. En Suisse et au Luxembourg, l'octroi des bourses est confié à un service de l'administration nationale.
- La *demande de bourses* pour l'IUE est importante en Allemagne, en Autriche et en Suisse et les bourses peuvent être octroyées sans aucune difficulté. Au Luxembourg, la demande était si faible au cours des dernières années que toutes les bourses n'ont pas toujours pu être octroyées. La situation est différente dans le cas du CdE : alors que la demande a plutôt tendance à diminuer en Suisse, elle est stable en Allemagne et à nouveau en hausse en Autriche et au Luxembourg.

1.3 Réalisation des objectifs

Comme indiqué précédemment, la Confédération octroie des bourses afin de réaliser trois objectifs. À la lumière des résultats de notre évaluation, nous pouvons vérifier si le SEFRI a effectivement atteint ces objectifs.

1.3.1 Objectif 1 : Promouvoir la relève scientifique d'excellence (innovation, créativité)

En ce qui concerne les bourses pour l'IUE, l'objectif *qualitatif* est atteint. Les données recueillies montrent en effet que les personnes sélectionnées pour suivre un programme doctoral à l'IUE font preuve d'une grande motivation et disposent de qualifications élevées. À l'issue de leurs études, 60 % d'entre elles restent dans le système académique, ce qui engendre des effets positifs pour les hautes écoles en Suisse (niveau institutionnel). Du côté du CdE, la proportion du groupe cible est bien plus modeste : seuls 13 % des anciens boursiers travaillent actuellement dans le domaine des hautes écoles. La raison tient au fait que l'encouragement de la relève académique n'est pas au cœur des programmes d'étude de cette institution.

Pour ce qui est de l'objectif *quantitatif*, le nombre d'étudiants encouragés dans le but de promouvoir la relève scientifique demeure en revanche faible. L'extrapolation des données de l'enquête en ligne par rapport au nombre total de bénéficiaires d'une bourse depuis le milieu des années 1990 indique que 27 anciens étudiants formés à l'IUE et 19 au CdE

exercent actuellement une activité professionnelle dans le domaine académique³. En comparaison avec le nombre de thèses de doctorat réalisées en Suisse dans les domaines du droit, de l'histoire, de l'économie et des sciences politiques, ces chiffres sont trop faibles pour entraîner des effets quantitatifs majeurs⁴. En d'autres mots, l'objectif 1 est atteint sur le plan qualitatif, mais il est nécessaire d'augmenter le nombre de bourses si l'on souhaite enregistrer des retombées significatives sur le plan quantitatif.

1.3.2 Objectif 2 : Encourager la participation à des plateformes de réflexion sur les enjeux de l'intégration européenne

En attribuant des bourses, le SEFRI entend, d'une part, renforcer le maillage entre les spécialistes de Suisse et leurs homologues travaillant dans les institutions européennes et, d'autre part, former les professionnels du contexte européen dont la Suisse a besoin. Dans quelle mesure a-t-il rempli cette mission ? Nous arrivons à une conclusion similaire à celle de l'objectif 1.

Sous l'angle *qualitatif*, l'évaluation indique que les personnes ayant obtenu une bourse pour étudier dans l'une des deux institutions ont réussi à nouer des contacts avec des spécialistes en Europe. Les anciens boursiers du CdE s'en sortent même mieux que ceux de l'IUE. En outre, 60 % environ des bénéficiaires d'une bourse occupent aujourd'hui des postes en Suisse qui requièrent des connaissances propres au contexte européen. Ces indices forts démontrent que l'objectif 2 est rempli sur le plan qualitatif. Autrement dit, les personnes formées dans les deux institutions sont effectivement actives dans les domaines professionnels où les thèmes inhérents aux relations entre la Suisse et l'Europe occupent une place centrale. L'enquête en ligne menée auprès des (anciens) boursiers va dans le même sens, les personnes interrogées estimant également que l'objectif est largement atteint.

Sur le plan *quantitatif*, les données récoltées ne nous permettent pas de savoir véritablement à quel point la formation proposée à l'IUE et au CdE et le nombre absolu de professionnels formés sont déterminants pour le maillage entre la Suisse et l'Europe. Nous pouvons toutefois avancer que les 138 étudiants formés au total dans les deux institutions ne représentent qu'un petit groupe de spécialistes par rapport à l'ensemble des personnes qui sont aujourd'hui responsables des relations entre la Suisse et l'Europe.

1.3.3 Objectif 3 : Contribuer au renforcement des relations entre la Suisse et l'UE

Des trois objectifs, celui-ci est de loin le plus ambitieux. Pour ce qui est de l'objectif *qualitatif*, nous sommes arrivés au constat suivant : à l'issue de leurs études à l'IUE et en particulier au CdE, les personnes ayant bénéficié d'une bourse ont acquis un savoir qui leur permet, en tant que spécialistes, d'influer positivement sur les relations entre la Suisse et l'UE. Plusieurs éléments étayent cette affirmation. Tout d'abord, les deux institutions

³ Il convient de garder un œil critique sur l'extrapolation en raison de la taille réduite de l'échantillon et du biais d'auto-sélection inévitable lors de la participation à l'enquête. Toutefois, compte tenu de l'écart important entre le nombre de boursiers et le nombre de thèses de doctorat soutenues dans les universités suisses, nous nous devons de procéder à une extrapolation à des fins de comparaison.

⁴ Depuis 1998, date à laquelle les premiers bénéficiaires d'une bourse ont défendu leur thèse de doctorat à l'IUE, les universités suisses ont délivré 11 628 doctorats dans le domaine des sciences humaines et sociales, 5419 dans celui des sciences économiques et 3968 dans celui du droit (source : Office fédéral de la statistique [2022]. Titres délivrés dans les hautes écoles universitaires selon l'année, la haute école, le groupe de domaines d'études, le niveau d'examen et le sexe. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/diplomes/degreetertiaire-hautes-ecoles.assetdetail.22985307.html>, consulté le 6 juin 2022).

sont réputées pour leurs programmes d'études de haute qualité. De plus, une grande partie des (anciens) bénéficiaires d'une bourse considèrent être à même de traiter de thèmes liés à la Suisse et à l'UE. D'ailleurs, une majorité d'entre eux (60 %) occupent actuellement une fonction en lien étroit avec ces thématiques. Les personnes interrogées jugent également l'objectif très largement atteint. Les bourses octroyées par le SEFRI semblent donc apporter une contribution aux relations entre la Suisse et l'UE sur le plan qualitatif.

En ce qui concerne l'objectif *quantitatif*, les résultats de l'évaluation ne sont pas aussi positifs. Bien que les offres d'études proposées par les deux institutions aient des effets en termes de contribution aux relations entre la Suisse et l'UE au niveau individuel, il est difficile d'estimer si ces répercussions sont importantes au niveau quantitatif. Depuis le milieu des années 1990, l'IUE et le CdE ont formé environ 230 étudiants ayant obtenu une bourse, dont 138 (soit 60 %) occupent actuellement un poste ayant trait au contexte européen. Si l'on procède à une comparaison avec par exemple les personnes travaillant dans la division Europe du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), la proportion en valeur absolue est très faible. Par conséquent, nous considérons l'objectif quantitatif comme étant plutôt non réalisé. En chiffres absolus, le nombre de bénéficiaires d'une bourse qui ont terminé leurs études est faible par rapport à l'objectif visé.

1.4 Conclusions, évaluation globale et recommandations

À la lumière des résultats de l'évaluation, il nous est possible de tirer des conclusions en présentant les points forts et les points faibles des deux systèmes de bourses, puis, sur cette base, de procéder à une évaluation globale et de formuler des recommandations.

1.4.1 Principaux points forts des systèmes de bourses

Les caractéristiques suivantes méritent d'être soulignées :

- L'IUE et le CdE jouissent tous deux d'une *notoriété* incontestable et proposent une offre d'excellente qualité. Les deux institutions procèdent à une sélection rigoureuse des étudiants lors de l'admission et contribuent ainsi à créer un environnement stimulant et à former des candidats hautement qualifiés.
- L'atout majeur des deux institutions réside dans la *possibilité de mise en réseau*. Tandis que les étudiants de l'IUE constituent leurs réseaux principalement dans le milieu académique, ceux du CdE nouent des contacts avec des personnes travaillant dans les institutions de l'UE et plus précisément avec celles qui seront amenées à assumer des fonctions de cadre en Europe.
- L'IUE place les activités de recherche au centre de ses programmes d'études. La formation d'excellente qualité qu'il propose est un formidable tremplin pour la suite de la carrière. Un grand nombre de personnes poursuivent en effet leur parcours professionnel dans la recherche après leurs études à l'IUE.
- Au CdE, la pratique joue un rôle central. Le réseau constitué par l'institut avec les institutions de l'UE, en particulier sur le campus de Bruges, est unique en son genre. Parallèlement à l'enseignement qu'ils reçoivent, les étudiants du CdE ont la possibilité d'améliorer leurs connaissances linguistiques et de nouer contact avec d'autres étudiants venant de nombreux pays de l'UE. Ce principe d'ouverture est l'un des points forts du CdE. En suivant des études dans cette institution, les boursiers se distinguent davantage sur le marché du travail dans l'UE. La moitié environ des anciens boursiers des deux institutions exerce une activité professionnelle en lien avec l'Europe, ce qui représente un pourcentage élevé.

1.4.2 Principaux points faibles des systèmes de bourses

Il convient de mettre en lumière les éléments ci-après :

- Les programmes d'études proposés par les deux institutions sont trop peu *connus* en Suisse. Les mesures de communication mises en œuvre actuellement par l'intermédiaire des universités (SRI et des coordinateurs des études) engendrent une trop grande dispersion de l'information. Contrairement à l'Allemagne ou à l'Autriche, la Suisse n'a pas recours à des prestataires externes pour gérer les activités de communication.
- Bien que le montant des bourses suisses pour l'IUE se situe dans la moyenne par rapport à d'autres pays européens, il reste inférieur à celui des bourses octroyées dans les pays scandinaves, lesquels disposent d'un pouvoir d'achat aussi élevé qu'en Suisse. En outre, les bourses pour les deux institutions sont d'un montant inférieur à celui des bourses attribuées pour des études doctorales en Suisse.
- Le diplôme délivré par le CdE étant méconnu en Suisse, il n'apporte à ses titulaires qu'un faible avantage lors de la recherche d'emploi. De plus, le nombre de demandes pour obtenir une bourse dans le but d'étudier au CdE est en baisse depuis quelques années.
- Sur le plan quantitatif, les objectifs ne sont pas remplis. La raison tient au fait que le nombre de bourses pour l'IUE et le CdE est trop faible ou que les objectifs formulés sont trop ambitieux. Par ailleurs, le SEFRI a défini des objectifs similaires pour les deux systèmes de bourses alors que les deux institutions ont des approches très différentes (l'IUE met l'accent sur les profils académiques tandis que le CdE s'oriente plus vers la pratique).

1.4.3 Évaluation globale

De manière générale, l'évaluation nous permet de tirer le bilan suivant : il n'existe en Europe que peu d'institutions qui proposent une offre d'un niveau de qualité comparable à celui des programmes d'études de l'IUE et du CdE. Ces deux institutions sont bien positionnées dans le contexte européen et restent des adresses de choix pour une formation postgrade. Nous ne remettons donc pas en question l'octroi de bourses pour des études dans ces deux institutions et ne recommandons pas non plus de mettre en place de nouvelles coopérations à moyen terme. Les bourses ont une influence très positive pour leurs bénéficiaires. Mentionner dans son curriculum vitae que l'on a suivi un cursus à l'IUE ou au CdE est en effet un atout non négligeable. De plus, les bénéficiaires d'une bourse ont la possibilité d'acquérir un savoir et un savoir-faire importants pour leur carrière et de développer des réseaux avec des spécialistes de l'UE. Cette évaluation dans l'ensemble positive met toutefois en évidence le manque de visibilité des bourses auprès des groupes cibles. Par ailleurs, le faible nombre de bourses ne permet pas d'atteindre les objectifs sur le plan quantitatif, lesquels sont bien trop ambitieux.

1.4.4 Recommandations

Sur la base des résultats de l'évaluation, nous avons rédigé huit recommandations visant à améliorer les systèmes de bourses et leur efficacité.

I Recommandation 1 : Augmenter le nombre de bourses

Les objectifs que s'est fixés le SEFRI sont ambitieux. En octroyant des bourses, il entend promouvoir la relève scientifique, encourager la participation à des groupes de réflexion sur les défis liés à l'intégration européenne et contribuer au renforcement des relations entre la Suisse et l'Union européenne. Le nombre de bourses est toutefois trop faible pour réaliser ces trois objectifs. Dans un souci de combler l'écart entre les objectifs et les résultats obtenus après utilisation du système, nous formulons la recommandation suivante :

- *Recommandation 1 : il est conseillé d'accroître le nombre de bourses pour les deux institutions. Si cette augmentation s'avère impossible, il est recommandé de revoir les objectifs.*

La Suisse ne peut pas prendre seule la décision d'augmenter le nombre de bourses. Elle doit demander préalablement l'accord des organes concernés de l'IUE et du CdE. Si la Suisse est membre à part entière du CdE, elle n'est pas représentée dans les organes de décision de l'IUE, ce qui complique la mise en œuvre de la recommandation 1. Il est néanmoins possible de convaincre ces organes de la nécessité d'un tel changement en insistant sur la qualité des candidatures suisses.

I Recommandation 2 : Formuler des objectifs différents

Comme indiqué précédemment, les deux institutions se distinguent fortement de par leur orientation (recherche d'un côté et pratique de l'autre) et s'adressent donc à des groupes cibles différents. Or les objectifs actuels ne prennent pas suffisamment en compte cette distinction. Par conséquent, nous formulons la recommandation suivante :

- *Recommandation 2 : il est conseillé de formuler des objectifs propres à chaque système de bourses et de les inscrire dans la procédure d'octroi des bourses par le biais de critères. Pour l'IUE, l'objectif visant à assurer l'excellence scientifique serait pondéré de manière plus marquée. Du côté du CdE, l'objectif serait davantage axé sur le transfert du savoir dans l'activité professionnelle en lien étroit avec les relations entre la Suisse et l'Europe.*

Une fois les objectifs différenciés, il sera plus facile de communiquer sur les bourses. Il conviendrait en outre d'ajuster la publicité en tenant compte des objectifs propres à chaque institution.

I Recommandation 3 : Augmenter le montant des bourses

La réputation scientifique de l'IUE en Europe n'est plus à démontrer. Les bourses octroyées pour suivre un programme d'études doctorales dans cette institution sont toutefois en concurrence avec les mesures d'encouragement académique en Suisse (bourses de doctorat). Le montant des bourses de doctorat est plus élevé que celui des bourses pour l'IUE. De plus, en comparaison avec les pays scandinaves, qui ont un pouvoir d'achat similaire à celui de la Suisse, le montant des bourses suisses pour l'IUE est inférieur à celui des bourses scandinaves. Par conséquent, nous formulons la recommandation suivante :

- *Recommandation 3 : il est conseillé de revoir le montant des bourses à la hausse, en particulier en ce qui concerne les bourses pour l'IUE, afin de revenir au niveau des pays scandinaves. Pour ce faire, il est possible d'octroyer des indemnités de voyage et de verser des cotisations aux assurances sociales.*

I Recommandation 4 : Adapter les mesures de communication

L'évaluation a montré que le SEFRI a mis en place des mesures de communication pour faire connaître les bourses, mais que celles-ci n'ont pas suffisamment touché les groupes cibles. Cet élément revêt une grande importance en ces temps où la demande de bourses pour le CdE ne cesse de baisser. Il est crucial d'intensifier les mesures de communication et de définir des canaux de communication adaptés aux groupes spécifiquement visés. Par conséquent, nous formulons la recommandation suivante :

- *Recommandation 4 : il est conseillé d'ajuster les mesures de communication pour qu'elles s'adressent aux groupes spécifiquement visés. Le corps professoral dans les différentes disciplines (en premier lieu le droit, les sciences politiques, les relations internationales, les études européennes interdisciplinaires, l'économie et l'histoire) pourrait informer directement la population étudiante dans le cadre des cours au sein même des institutions. La participation d'organisations de la société civile aux activités de communication pourrait également faire mieux connaître les bourses*

(Mouvement européen Suisse, foraus, etc.). Enfin, il est envisageable d'avoir recours au réseau des anciens boursiers et de disposer ainsi de ressources supplémentaires.

I Recommandation 5 : Adapter le contenu de la communication

Au cours de l'enquête, il a été démontré que l'IUE et le CdE sont connus des milieux professionnels et qu'ils y jouissent d'une excellente réputation. En ce qui concerne les groupes cibles, en revanche, la situation est tout autre. En effet, les étudiants connaissent peu ces deux institutions et ne sauraient les situer dans le classement international. Le campus de Natolin en particulier propose des programmes d'études d'un grand intérêt pour les étudiants de Suisse, mais ces derniers ne sont guère au courant qu'une telle offre existe. Par conséquent, nous formulons la recommandation suivante :

- *Recommandation 5 : il est conseillé d'adapter la communication auprès des étudiants afin de mieux mettre en avant le rôle majeur du CdE et de l'IUE ainsi que la solide réputation qu'ils ont acquise. Il est en outre recommandé de communiquer de manière plus ciblée sur le caractère unique des différents sites et des programmes d'études qui y sont proposés. La renommée et les points forts des institutions seraient ainsi mieux exploités.*

I Recommandation 6 : Améliorer la communication sur le plan opérationnel

Les responsables de l'octroi des bourses au SEFRI et les responsables du CdE et de l'IUE interrogés ont indiqué avoir accès aux données relatives aux anciens bénéficiaires d'une bourse, mais ont également expliqué qu'ils devaient parfois exploiter différentes sources pour réussir à collecter l'ensemble de ces données. De plus, les entretiens avec tous ces responsables et l'enquête auprès des anciens boursiers font ressortir un besoin d'optimisation de la gestion des coordonnées relatives aux anciens bénéficiaires d'une bourse. Optimiser la procédure opérationnelle est une condition indispensable pour améliorer les mesures de communication. Par conséquent, nous formulons la recommandation suivante :

- *Recommandation 6 : il est conseillé de gérer méthodiquement les bases de données des anciens boursiers et de les actualiser en respectant les principes de la protection des données. Ces coordonnées permettent de soigner les contacts avec les anciens bénéficiaires d'une bourse et contribuent au renforcement des mesures de communication. Il serait par exemple intéressant d'organiser des séances d'information dans les hautes écoles avec le concours d'anciens étudiants ayant obtenu une bourse, ce genre de manifestation étant monnaie courante dans d'autres pays, ou encore de transférer les appels à candidatures aux anciens boursiers.*

I Recommandation 7 : Examiner les structures de mise en œuvre

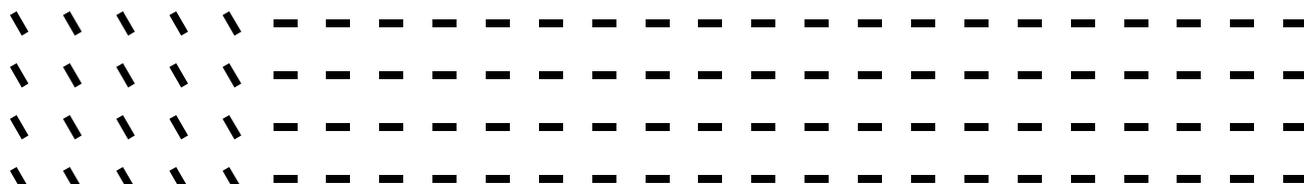
Les ressources du SEFRI sont pour l'heure trop limitées pour réussir à élargir le public cible et à faire mieux connaître les bourses. Une solution pour combler cette lacune serait de déléguer la procédure d'octroi des bourses à une institution qui attribue déjà d'autres bourses ou qui œuvre activement dans le domaine des relations entre la Suisse et l'UE. En procédant de cette manière, il est possible d'exploiter au mieux les synergies et de mobiliser les ressources qui font défaut. Il serait en outre judicieux pour le SEFRI d'externaliser la conception et la mise en œuvre des mesures de communication. Par conséquent, nous formulons la recommandation suivante :

- *Recommandation 7 : il est conseillé de déléguer une partie des tâches de mise en œuvre (p. ex. communication sur les bourses et procédure de présélection des demandes) à une agence externe (comme c'est le cas en Autriche et en Allemagne en ce qui concerne les bourses pour l'IUE et le Collège d'Europe) ou à une organisation de la société civile.*

I Recommandation 8 : renforcer le lien entre les bourses pour le CdE et l'administration fédérale

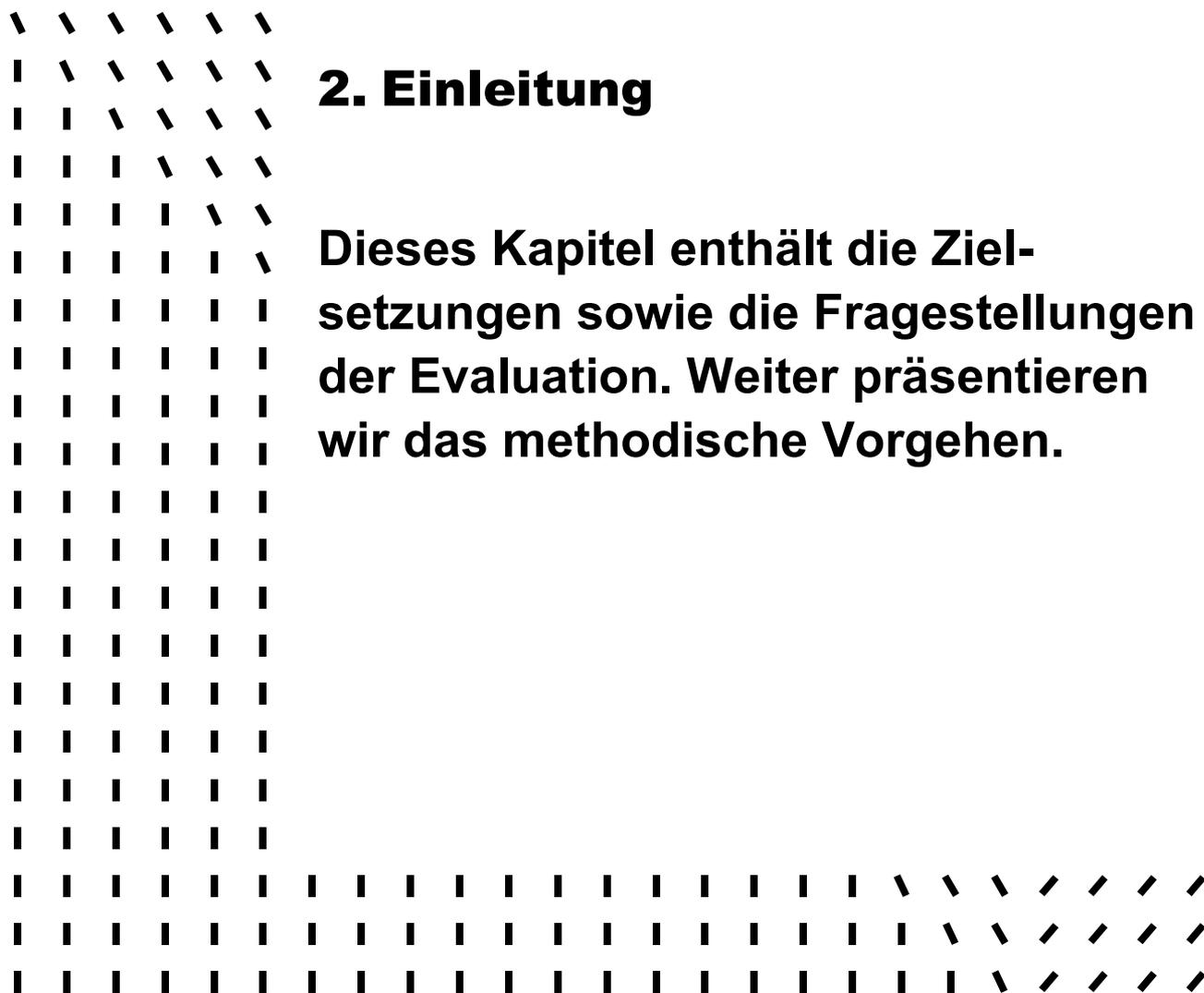
L'évaluation indique que les anciens boursiers du CdE ne sont guère avantagés quand ils postulent pour des postes au DFAE ou au SECO. En effet, les bourses pour le CdE sont trop peu connues dans l'administration fédérale et celle-ci n'encourage pas ses collaborateurs à suivre les programmes d'études proposés par cette institution. Par conséquent, l'administration ne retire guère de bénéfices des bourses octroyées par la Confédération elle-même. Par conséquent, nous formulons la recommandation suivante :

- *Recommandation 8 : il est conseillé d'identifier les raisons expliquant la faible notoriété du CdE au sein de l'administration fédérale. Il sera ainsi possible de prendre des mesures pour attirer l'attention sur l'offre de cette institution. Il serait également envisageable de proposer un stage dans l'administration fédérale à l'issue des études au CdE*



2. Einleitung

Dieses Kapitel enthält die Zielsetzungen sowie die Fragestellungen der Evaluation. Weiter präsentieren wir das methodische Vorgehen.



2.1 Ausgangslage

Seit mehreren Jahrzehnten finanziert der Bund jedes Jahr Stipendien für Nachdiplomausbildungen am Collège d'Europe (CdE) in Bruges (Brügge, Belgien) und Natolin (Polen) und dem European University Institute (EUI) in Florenz (Italien). Die Auswahl der beiden europäischen Hochschulinstitute basiert auf bildungs- und ausserpolitischen Überlegungen.

Gesetzliche Grundlage der Stipendien bildet das 2020 revidierte *Bundesgesetz über die internationale Zusammenarbeit und Mobilität in der Bildung (BIZMB)*⁵ und die dazugehörige Verordnung (VIZMB)⁶. Art. 17 Abs. 2 der VIZMB legt fest, dass das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) für die Masterprogramme am CdE vier Stipendien, für die Doktoratsprogramme am EUI sechs Stipendien pro akademisches Jahr finanzieren kann.

Die Stipendien als Form der Talentförderung sind gleichzeitig ein Instrument der internationalen Bildungszusammenarbeit der Schweiz. Mit der Vergabe der Stipendien verfolgt das SBFI gemäss der Ausschreibung das Ziel mit den Stipendien, Zugang zu exzellenter Bildung und Forschung sowie zu internationalen Netzwerken zu ermöglichen. Davon lassen sich folgende drei gleichwertige Ziele ableiten:

- *Förderung des exzellenten wissenschaftlichen Nachwuchses (Innovation, Kreativität).*
- *Partizipation an den Plattformen für die Auseinandersetzung mit den Herausforderungen der europäischen Integration.* Durch die Stipendien soll der Bedarf an Fachkräften mit europaspezifischem Knowhow (Europaspezialisten/-innen) befriedigt werden.
- *Leisten eines positiven Beitrags zu den Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union.* Dabei sollen Kontakte und Netzwerke mit den EU/EFTA-Staaten gestärkt werden.

Im Fokus steht dabei die Förderung von Fachkräften mit europaspezifischer Expertise für die Auseinandersetzung mit den Herausforderungen der europäischen Integration sowie des exzellenten wissenschaftlichen Nachwuchses. Wirkung soll sich auf individueller als auch auf institutioneller Ebene (z.B. Hochschulen, Verwaltung, Wirtschaft) zeigen. Kontextuell leisten die Stipendien im Rahmen der Kooperation mit den beiden Hochschulinstituten einen Beitrag zu den Beziehungen Schweiz-EU.

⁵ SR 414.51, Bundesgesetz über die internationale Zusammenarbeit und Mobilität in der Bildung (BIZMB) vom 25. September 2020.

⁶ SR 414.513, Verordnung über die internationale Zusammenarbeit und Mobilität in der Bildung (VIZMB) vom 23. Februar 2022.

In der laufenden Förderperiode möchte das SBFI nun die Stipendien sowie die Zusammenarbeit des Bundes mit den beiden europäischen Hochschulinstituten insbesondere hinsichtlich ihrer Wirksamkeit evaluieren lassen. Das SBFI hat hierfür Interface Politikstudien Forschung und Beratung mit einer Evaluation betraut.

2.2 Ziel der Evaluation

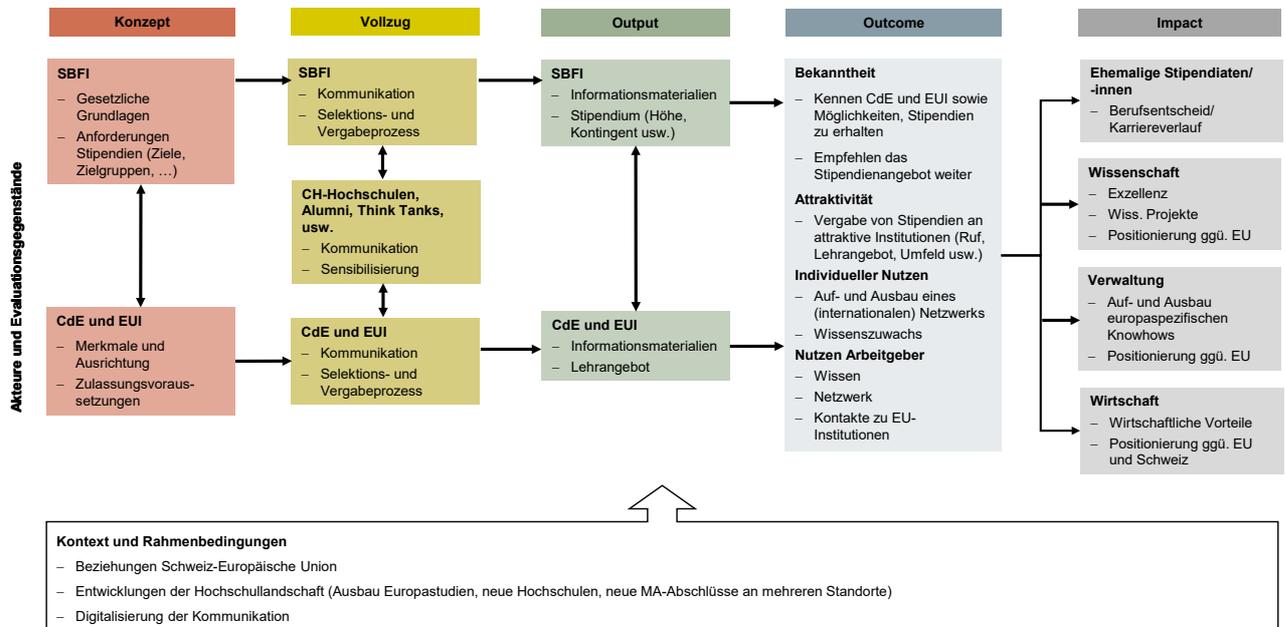
Die Evaluation verfolgt drei Ziele:

1. *Wirkungsanalyse*: Die Evaluation soll die Bedeutung, Wirkung, Wirksamkeit und wirkungsbezogene Effizienz der Stipendien für die (ehemaligen) Stipendiaten/-innen einerseits und für die Schweiz als solche (Hochschulen, Wirtschaft, Verwaltung) andererseits beurteilen. Neben der Darstellung der Wirkungen soll die Evaluation Empfehlungen formulieren, wie die Wirksamkeit und wirkungsbezogene Effizienz allenfalls optimiert werden können.
2. *Entwicklungsmöglichkeiten aufzeigen*: Die Evaluation soll aufzeigen, welche – in Bezug auf die Stipendienvergabe und die Kooperation mit den europäischen Hochschulinstituten relevanten – gesellschaftlichen und bildungspolitischen Entwicklungen in den letzten Jahren stattgefunden haben. Daraus soll die Evaluation Empfehlungen ableiten, ob und wie das Stipendienangebot durch Diversifizierung und den Aufbau neuer Kooperationen den veränderten Bedingungen angepasst werden müsste, um attraktiv zu sein.
3. *Bewertung des Instruments im weiteren Kontext*: Schliesslich soll die Evaluation eine kritische Würdigung der Stipendien als Instrument der internationalen Bildungszusammenarbeit vornehmen. Sie soll dabei die Entwicklungen in den letzten 50 Jahren berücksichtigen. Dabei geht es um die Frage der Wahrnehmung der Positionierung der beiden Hochschulinstitute im Kontext der Europapolitik und den Europastudien als Fachrichtung im Zeitverlauf. Zudem soll in Erfahrung gebracht werden, was diese Kooperationen der Schweiz gebracht haben.

2.3 Evaluationsgegenstände und Fragestellung

Die den Stipendien zugrundeliegende Wirkungslogik lässt sich schematisch anhand eines vereinfachten Wirkungsmodells aufzeigen, das die fünf Evaluationsgegenstände Input, Umsetzung, Output, Wirkungen (Outcome und Impact) sowie den Kontext als weiteres Element unterscheidet.

D 2.1: Evaluationsgegenstände, Wirkungszusammenhänge und Kontext



Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Ausschreibung.

Ausgehend von den Zielsetzungen und dem Wirkungsmodell geht die Evaluation folgender Hauptfrage nach:

Welche Wirkungen gehen von der Vergabe der Stipendien auf die unterstützten Personen, die Schweizer Hochschulen, die Schweizer Wirtschaft und die Schweizer Behörden aus? Welche Faktoren beeinflussen diese Wirkungen?

Folgende Teilfragen leiten sich aus der Hauptfrage ab:

- *Wie ist die Konzeption der Stipendien für das EUI und das CdE zu beurteilen?*
- *Wie ist der Vollzug der Stipendien für das EUI und das CdE zu beurteilen?*
- *Wie sind die Outputs zu beurteilen?*
- *Welche Wirkung haben die Stipendien auf individueller Ebene bei den ehemaligen Stipendiaten/-innen ausgelöst?*
- *Wie sind die Wirkungen auf institutioneller Ebene (bei den Arbeitgebern/- der ehemaligen Stipendiaten/-innen) zu beurteilen?*
- *Wie ist das System in der Schweiz im Vergleich zu jenen in Deutschland, Österreich und Luxemburg zu beurteilen?*

Für die Durchführung der Evaluation wurde die Hauptfrage in Teilfragen unterteilt. Diese werden einleitend zu den Kapiteln für die einzelnen Bewertungen aufgeführt. Die Struktur der Ergebnisse im Bericht folgt den fünf Evaluationsgegenständen aus dem Wirkungsmodell und wird durch einem Quervergleich der Stipendiensysteme von Deutschland, Österreich und Luxemburg ergänzt.

2.4 Methodisches Vorgehen

Für die Beantwortung der Evaluationsfragen wurden folgende Erhebungen durchgeführt:

I Dokumentenanalyse

In einer Dokumentenanalyse analysierte Interface die vom SBFI zur Verfügung gestellten Unterlagen zu den gesetzlichen Grundlagen, zum Konzept und zum Selektions- und Vergabeprozess sowie den Merkmalen der Stipendien. Ergänzt worden sind diese Dokumente durch Unterlagen des EUI und des CdE.

I Interviews

Interface führte insgesamt zwölf Interviews mit Experten/-innen durch. Dazu zählen sieben Professoren/-innen aus verschiedenen Fachbereichen sowie ein Professor am EUI, eine Person vom Schweizerischen Nationalfonds (SNF), eine Person aus dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten und zwei Alumni aus dem Privatsektor (Anwaltskanzleien). Ergänzend dazu führte Interface insgesamt vier Interviews mit Verantwortlichen am EUI und am CdE durch. Eine vollständige Liste aller interviewten Personen befindet sich im Abschnitt A 1 im Anhang.

I Online-Kurzbefragung bei Studienkoordinatoren/-innen und International Relation Officer

Interface führte eine Online-Kurzbefragung bei den vom SBFI kontaktierten Studienkoordinatoren/-innen und International Relation Officer (IRO) an den Schweizer Universitäten durch, die die Stipendien bewerben sollten. Inhalt der Befragung waren Bekanntheit und Attraktivität der Stipendien, Werbeaktivitäten für die Stipendien sowie Optimierungsvorschläge. Von 30 angeschriebenen Personen haben 15 Personen an der Befragung teilgenommen.

I Vergleiche mit Systemen im Ausland

Um das System der Schweiz bei der Vergabe der Stipendien mit jenen anderen Staaten zu vergleichen, wurde ein Quervergleich mit den drei Ländern Luxemburg, Österreich und Deutschland durchgeführt. Der Vergleich basiert auf der Auswertung von Dokumenten und auf sechs Interviews mit Personen, die in den drei Ländern für die Vergabe der Stipendien für das EUI und das CdE zuständig sind.

I Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen

Im April und Mai 2023 wurde eine Online-Befragung bei Personen durchgeführt, die ein Bundesstipendium zugesprochen erhalten haben. Angeschrieben wurden alle Personen, die ab 1994 ein Stipendium für das EUI respektive ab 1996 für das CdE in Brügge oder Natolin erhalten haben. Dies beinhaltet ebenfalls Personen, die sich entweder direkt nach dem Zuschlag oder während des Studiums vom Stipendium zurückgezogen haben. Beim CdE wurden zudem zusätzlich auch einige Personen angeschrieben, die kein Bundesstipendium erhalten haben. Es sind dies neun Personen, die ein Stipendium der Anwaltskanzleien Baker McKenzie oder Homburger erhalten haben, sowie vier Personen, die durch das Schweizer Selektionskomitee für das CdE interviewt wurden, obwohl sie sich formal nicht für ein Bundesstipendium qualifiziert hatten. Sie wurden dennoch interviewt aufgrund ihres hinreichend guten Bewerbungsdossier, welches sie zusammen mit dem Ergebnis des Interviews für die Zulassung zum CdE ohne Stipendium qualifizierte. Diese Konstellation ist hingegen beim EUI nicht möglich. Das EUI akzeptiert nur Forschende mit einem Regierungsstipendium.

Insgesamt resultierten aus der Online-Befragung 110 auswertbare Fragebogen, was einem Rücklauf von rund 65 Prozent entspricht. Von den 110 Personen haben sechs Personen kein Bundesstipendium erhalten und drei Personen haben sich direkt nach dem Zuschlag

vom Stipendium zurückgezogen.⁷ Von den Personen, die sich während des Studiums vom Stipendium zurückgezogen haben, hat niemand an der Online-Befragung teilgenommen. Detaillierte Angaben zur Stichprobe und zum Rücklauf der Online-Befragung finden sich im Abschnitt A 2 im Anhang.

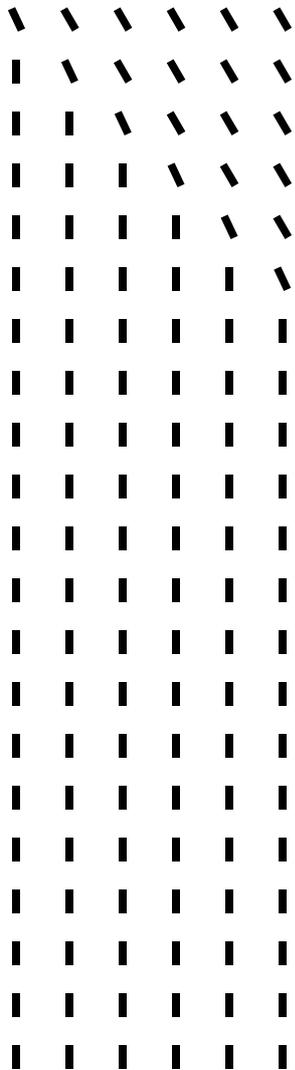
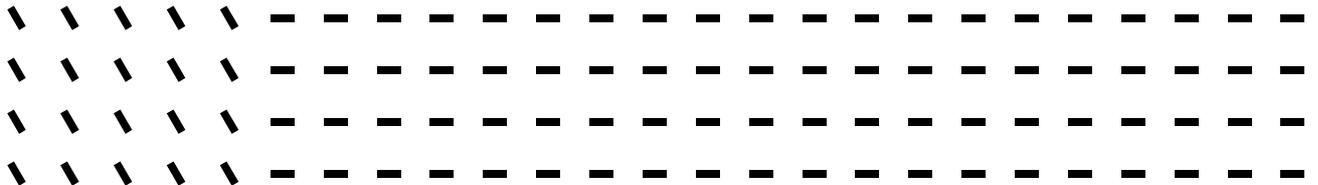
Denjenigen Personen, die kein Bundesstipendium erhalten haben, wurde in der Online-Befragung nur eine reduzierte Zahl an Fragen angezeigt. Es handelt sich dabei um Fragen, die nicht direkt mit einer Bewertung der Bundesstipendien oder deren Wirkungen zusammenhängen, sondern mit einer Bewertung des Studiums am CdE oder am EUI und dessen Wirkungen. Ausserdem wurden Fragen zur Wirkung der Bundesstipendien nur denjenigen Personen gestellt, die das Studium bereits abgeschlossen haben. Im Bericht wird beim Verweis auf die Online-Befragung je nachdem, welche Personengruppe im Sample ist, eine unterschiedliche Bezeichnung verwendet. Wir verwenden in diesem Bericht folgende Bezeichnungen:

- *(ehemalige) Stipendiaten/-innen*, wenn ausschliesslich Antworten von Personen vorliegen, die ein Stipendium zugesprochen erhalten haben (unabhängig davon, ob sie sich vom Stipendium zurückgezogen haben oder nicht).
- *ehemalige Stipendiaten/-innen*, wenn ausschliesslich Antworten von Personen vorliegen, die ein Stipendium erhalten haben, sich nicht vom Stipendium zurückgezogen haben und ihr Studium bereits abgeschlossen haben.
- *(ehemalige) Studierende*, wenn ausschliesslich Antworten von Personen vorliegen, die am CdE oder am EUI studiert haben oder noch im Studium sind, unabhängig davon, ob sie ein Bundesstipendium erhalten haben oder nicht.
- *ehemalige Studierende*, wenn ausschliesslich Antworten von Personen vorliegen, die ihr Studium am CdE oder am EUI abgeschlossen haben, unabhängig davon, ob sie ein Bundesstipendium erhalten haben oder nicht.

2.5 Aufbau des Schlussberichtes

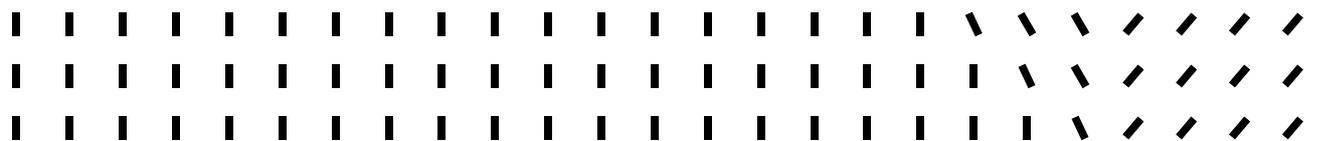
Der Schlussbericht enthält vier Teile. In Kapitel 3 werden die Stipendiensysteme beschrieben. Die Ergebnisse der Untersuchung werden getrennt nach den Stipendien für das EUI (vgl. Kapitel 4) und für das CdE (vgl. Kapitel 5) präsentiert. In Kapitel 6 wird der Vergleich der Stipendiensysteme und -vergabe mit Deutschland, Österreich und Luxemburg dargestellt.

⁷ Bei denjenigen Personen, die kein Bundesstipendium erhalten haben, handelt es sich ausschliesslich um Personen, die am CdE in Brügge studiert haben. Bei den Personen, die sich vom Stipendium zurückgezogen haben, handelt es sich um eine Person vom CdE in Brügge, um eine Person vom CdE in Natolin und um eine Person vom EUI.



3. Beschreibung der Stipendien-systeme

In diesem Kapitel stellen wir die wichtigsten Eckdaten der Stipendien für das EUI und das CdE vor.



3.1 Bundesstipendien des SBF am European University Institute in Florenz

3.1.1 Grundlagen

Die Gründung des EUI geht auf die Unterzeichnung des Übereinkommens im Jahr 1972 durch die EURATOM-Mitgliedsstaaten Belgien, Frankreich, Deutschland, Italien, Luxemburg und die Niederlande zurück.⁸ Eröffnet wurde das EUI schliesslich 1976 mit dem Zweck des Studiums und der Förderung der Geisteswissenschaften sowie des kulturellen Austauschs zwischen den EG-Mitgliedsstaaten.

Am EUI werden laut eigenen Aussagen Doktoranden eine fortgeschrittene akademische Ausbildung geboten und die Forschung im Bereich der Geistes- und Sozialwissenschaften gefördert. Das EUI bietet vierjährige Promotionsprogramme in den Bereichen Wirtschaft, Geschichte und Kultur, Recht sowie Politik- und Sozialwissenschaften an. Ausserdem bietet es einjährige Masterstudiengänge in Wirtschaft, Recht und Politikwissenschaft an. Es verfügt über vier Departemente: Das *Departement of Economics*, das *Departement of History*, das *Departement of Law* und das *Departement of Political and Social Sciences*. Das Institut ist bekannt für seinen interdisziplinären Forschungsansatz und sein Engagement für die Förderung akademischer Exzellenz und intellektueller Freiheit. Es geniesst den Ruf, einflussreiche Wissenschaftler/-innen in den Sozialwissenschaften hervorzubringen und künftige Führungskräfte in Wissenschaft, Regierung und Zivilgesellschaft auszubilden.

Im akademischen Jahr 2021/22 beherbergte das EUI 655 Doktoranden/-innen und Studierende sowie 168 Voll- oder Teilzeitprofessoren/-innen aus mehr als 80 Ländern. Das Institut beherbergt auch eine Reihe von Forschungszentren und -initiativen, die sich mit verschiedenen Aspekten der europäischen Governance, des Rechts, der Wirtschaft und der Gesellschaft befassen. Besondere Bekanntheit und Renommee geniessen das Max Weber-Programm und das Robert Schuman Centre für Postdoktoranden. An Lehre und Forschung beteiligte Personen teilen sich einen Campus auf den Hügeln von Florenz mit Studentenwohnheimen, Mensen und Freizeiteinrichtungen. Das EUI wird von seinen 23 Mitgliedsstaaten (Stand 2021), der Europäischen Union sowie von externen Finanzierungsquellen, wie privaten Stiftungen und Forschungsgeldern, unterstützt.

⁸ Palayret, Jean-Marie (1996): Eine Universität für Europa: die Vorgeschichte des Europäischen Hochschulinstituts in Florenz (1948–1976). S. 181–182, S. 209. Amt des Ministerpräsidenten Dezernat für Information und Verlagswesen. Rom.

3.1.2 Bezug der Schweiz zum EUI und Gouvernanz

1991 unterzeichnete die Schweiz ein Kooperationsabkommen mit dem EUI.⁹ In Beantwortung des Postulats Grassi vom 14.12.1989 anerkennt der Bundesrat, dass es wünschenswert und notwendig ist, die europäische Zusammenarbeit in Bildung und Forschung zu verstärken. Zwischen 1991 und 2004 zahlte die Schweiz deshalb über das damalige Bundesamt für Bildung und Wissenschaft (BBW) Beiträge und vier Stipendien an das EUI. Im Jahr 2004 wurde entschieden, die Anzahl der Stipendien auf sechs¹⁰ zu erhöhen. Die Schweiz ist dabei kein Mitgliedsstaat am EUI wie EU-Länder, die im High Council sitzen, hat aber als assoziiertes Mitglied einen indirekten Einfluss und durch die Unterzeichnung des Kooperationsabkommens ebenfalls die Möglichkeit, Stipendiaten/-innen ans EUI zu entsenden. Zudem finanziert die Schweiz seit 2001 über das SBFI einen Lehrstuhl für Demokratie, Föderalismus und Governance, um eine systematische Forschung in den Bereichen Demokratie und Föderalismus zu ermöglichen.¹¹

Ziele und Absichten der Beteiligung der Schweiz am EUI durch die Bundesstipendien werden im Bundesratsbeschluss¹² und im Kooperationsabkommen mit dem EUI zur Genehmigung des Beteiligungskredits für das Institut und der Stipendien im Jahr 1991 aufgeführt. Der Wunsch und das Anliegen war bei der neuen Kooperation mit dem EUI, «die Vertiefung der Kenntnisse in Bereichen zu fördern, die von besonderem Interesse für die Entwicklung Europas, vor allem für seine Kultur, seine Geschichte, sein Recht, seine Wirtschaft und seine Institutionen, sind, in dem Wunsch, die Zusammenarbeit auf diesen Gebieten zu unterstützen und gemeinsame Forschungsbestrebungen anzuregen».¹³

3.1.3 Beschreibung der Bundesstipendien für das EUI

I Zielgruppe und Zulassungsvoraussetzungen

Mit den Bundesstipendien am EUI werden junge Forscher/-innen mit Schweizer Bildungshintergrund und hervorragenden akademischen Qualifikationen nach Florenz geschickt. Die Nachdiplomstudien am EUI, für die Bundesstipendien vergeben werden, sind im Wesentlichen Doktoratsprogramme. In seltenen Fällen wurden in der Vergangenheit ebenfalls Personen mit juristischem Hintergrund zugelassen und finanziert, die einen LL.M. am EUI absolvierten. Zugelassen zu den Stipendien werden gemäss Art. 18 VIZMB Bildungsinländer/-innen, das heisst Personen mit Schweizer Nationalität oder Ausländer/-innen, sofern sie mehr als zwei Jahre im Schweizer Hochschulsystem studiert haben oder im Falle einer Tertiärausbildung im Ausland die Sekundarstufe I oder II nach einem Schweizer Lehrplan absolviert haben. Die Stipendiaten/-innen müssen zudem einen Masterabschluss vorweisen, über hervorragende Qualifikationen sowie ausreichende Englischkenntnisse verfügen. Diese formellen Bedingungen definiert der

⁹ SR 0.414.93, Kooperationsabkommen vom 19. September 1991 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Europäischen Hochschulinstitut (in Kraft getreten am 3. Dezember 1991).

¹⁰ Sechs Stipendien pro Jahr bedeuten, dass zeitgleich jeweils sechs Stipendiaten/-innen am EUI eingeschrieben sein können. Dabei sind die sechs Personen im Rahmen der vierjährigen Finanzierung durch das SBFI auf die letzten vier Startkohorten verteilt.

¹¹ Wie im Pflichtenheft des SBFI angegeben, ist jedoch der Lehrstuhl nicht Gegenstand dieser Evaluation.

¹² Bundesratsbeschluss vom 27. Juni 1990 über das Europakolleg in Brügge und das Europäische Hochschulinstitut in Florenz

¹³ Präambel SR 0.414.93, Kooperationsabkommen vom 19. September 1991 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Europäischen Hochschulinstitut (In Kraft getreten am 3. Dezember 1991).

Bund unabhängig vom EUI. Das EUI spricht Doktoranden/-innen in den Fachbereichen Wirtschaft, Geschichte, Recht sowie Politik- und Sozialwissenschaften an.

I Merkmale

Die folgende Darstellung enthält die wichtigsten Eckdaten zu den Stipendien am EUI. Eine ausführliche Statistik zur Stipendienvergabe findet sich in Abschnitt 4.3.

| D 3.1: Eckdaten zu den EUI-Stipendien | |
|---|--|
| Anzahl Stipendien pro Jahr insgesamt | 6 |
| Umfang der Stipendien pro Monat | 1'850 Euro (seit 2022/23) |
| Dauer der Stipendien | 4 Jahre |
| Umfang der Stipendien total für eine Person | 88'800 Euro (Stand 2022/23) |
| Institutsbeitrag pro Stipendium pro Jahr | 12'000 Euro (Stand 2022/2023) |
| Vorgesehene Kosten total pro Stipendiaten/-in | 136'800 Euro (Stand 2022/2023) |
| Weitere Angaben | Es werden keine Familienzulagen, Reisekostenzulagen und Versicherungen bezahlt. Das Stipendium kann z. B. um 4 Monate Mutterschaftsurlaub verlängert werden. |

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf Dokumentationen des SBFI sowie dem explorativen Gespräch mit der verantwortlichen Person am SBFI.

I Selektions- und Vergabeverfahren

Das Verfahren zur Selektion der Stipendiaten/-innen aus der Schweiz ist standardisiert und folgt einem zweistufigen Prozess:

- Interessierte Personen können sich in einem ersten Schritt via Online-Formular jeweils bis zum 31. Januar formell am EUI bewerben. Die Antragstellenden teilen den Verantwortlichen am EUI in dieser Bewerbung auch mit, von welchem Land sie ein Stipendium erhalten möchten. Für die Bewerbung am EUI müssen die Bewerber/-innen ein Konzept für ihr Forschungsvorhaben sowie Empfehlungsschreiben von zwei Professorinnen oder Professoren im relevanten Fachgebiet vorweisen können. Das SBFI erhält daraufhin eine Liste mit Antragstellenden, die ein Stipendium von der Schweiz beantragt haben. Das SBFI prüft die Antragstellenden auf die formellen Zulassungsvoraussetzungen für Stipendiaten/-innen für ein Exzellenzstipendium und meldet die Namen der Personen den Verantwortlichen am EUI.
- In einem zweiten Schritt wird die eigentliche Selektion der Bewerber/-innen nach wissenschaftlichen Kriterien vorgenommen. Dabei entscheidet ein Selektionskomitee, bestehend aus den Professoren/-innen des EUI mit Einbezug der für die Stipendienvergabe verantwortlichen Person vom SBFI, über die Zulassung der Bewerber/-innen zu Einzelinterviews am EUI. Die Interviews mit den Bewerbern/-innen werden von den an den jeweiligen Bewerbern/-innen interessierten Professoren/-innen durchgeführt. In diese letzte Selektion ist das SBFI nicht mehr involviert.

I Werbung seitens SBFI

Die für die Stipendien verantwortliche Person beim SBFI betreibt aktiv Promotion an den Schweizer Universitäten, um auf das Angebot des EUI aufmerksam zu machen. Dazu versendet sie jeweils im Herbst Werbematerial (Darlegung von wichtigsten Informationen zu den Stipendien, Links zu Videos und Werbebannern per E-Mail; vor der Pandemie wurden beispielsweise auch Posters versendet) des EUI an fachrelevante Studienkoordinatoren/-

innen und International Relation Officers (IRO) an den Schweizer Hochschulinstitutionen. Dem Werbematerial wird die Bitte beigefügt, die Informationen an die relevanten Stellen (Lehrstühle, Studierenden) weiterzuleiten und auf den Social-Media-Kanälen der Universitäten Werbung zu machen. Bei Eröffnung des Bewerbungsverfahrens für Stipendien wird auf der Website sowie im Newsletter des SBFI darauf hingewiesen.

I Werbung seitens EUI

Gemäss dem durchgeführten Interview wird seitens des EUI allgemeine Werbung – unabhängig von den Mitgliedstaaten – über die Social-Media-Kanäle betrieben. Das Institut könne jedoch aus Ressourcengründen nicht in den einzelnen Ländern gezielt Werbung betreiben und zähle deshalb, ähnlich wie das CdE, auf die Unterstützung der nationalen Anlaufstellen. Aus Sicht der interviewten Personen ist die Promotion des Angebots über die Professoren/-innen der direkteste und effektivste Kanal.

3.2 Bundesstipendien des SBFI am Collège d'Europe in Brügge und Natolin

3.2.1 Grundlagen

Die Initiative zur Gründung eines ersten Instituts, das sich dem Studium der europäischen Integration widmet, entstammt dem Haager Europa-Kongress von 1948. 1949 wurde dann das CdE in Brügge gegründet.¹⁴ Bereits bei seiner Gründung wird das CdE als einzigartig bezeichnet. Es bietet nach dem Universitätsstudium ein einjähriges Vertiefungsstudium an, das für das Verständnis der wirtschaftlichen und politischen Entwicklungen im Nachkriegseuropa von grundlegender Bedeutung ist. Die Struktur des CdE stellt eine Besonderheit dar, da es nicht in einem nationalen Bildungssystem eingegliedert ist. Als europäische Institution wird es von einer Gruppe von Staaten finanziert, die in seinem Vorstand sitzen. Im Nachgang des Zerfalls des ehemaligen Sowjetblocks wurde 1992 in Natolin, einem Stadtteil Warschaws, ein zweiter Standort errichtet. Der Natolin-Campus wurde unter anderem mit dem Ziel gegründet, die Trennung zwischen Ost- und Westblock nach dem Kalten Krieg zu überwinden. Er bietet nämlich einen privilegierten Zugang für viele Studierende aus osteuropäischen Ländern. Am Campus befinden sich darüber hinaus viele Studierende aus Nicht-EU-Staaten, insbesondere aus Ländern des Maghreb, welche für Europa ein wichtiger funktionaler Raum bilden.

Am CdE können interessierte Studierende ein Studienprogramm in den Bereichen Wirtschaft, Recht, Politikwissenschaften und Administration sowie Internationale und Diplomatische Beziehungen auswählen. Die möglichen MA-Abschlüsse in Brügge sind: *Master of Science in European Economic Studies*, *Master of European Law (LL.M.)*, *Master of Arts in European Political and Governance Studies*, *Master of Arts in EU International Relations and Diplomacy Studies* und *Master of Arts in Transatlantic Affairs (MATA)*¹⁵. In Natolin werden der *Master of Arts in Transatlantic Affairs (MATA)* und der *Master of Arts in European Interdisciplinary Studies* angeboten. Das CdE in Brügge beherbergte im akademischen Jahr 2021/22 350 Studierende aus 55 Ländern. Rund 130 Gastreferenten/-innen besuchten den Standort Brügge in diesem Jahr. In Natolin studierten im akademischen Jahr 2019/20 rund 133 Personen aus etwas mehr als 30 Ländern. Dabei wurden 98 Kurse von 90 Gastreferenten/-innen aus 29 Staaten gehalten.

¹⁴ Deschamps, Étienne (2016): The College of Europe. Luxembourg Centre for contemporary and digital history CVCE. Luxembourg.

¹⁵ Dabei handelt es sich um ein zweijähriges Programm, wobei das erste am CdE und das zweite Jahr an der Fletcher School, Graduate School of Global Affairs at Tufts University in der Nähe von Boston absolviert wird.

3.2.2 Bezug der Schweiz zum CdE und Gouvernanz

Der Beschluss des Bundesrats von 1973 über den Schweizer Beitrag und die Finanzierung von Stipendien an das CdE¹⁶ ist in erster Linie als eine aussenpolitische Initiative der Schweiz zu verstehen. In der Tat standen, gemäss der im Beschluss enthaltenen Informationen, folgende bildungs- und aussenpolitischen Interessen und Entwicklungen im Vordergrund: a) die Weiterentwicklung der schweizerisch-europäischen Beziehungen nach dem Beitritt der Schweiz zum Europarat 1963 und eine konkrete Solidaritätsbekundung; b) die Bereitschaft, die europapolitischen Entwicklungen durch die Förderung von Arbeiten, die sich mit der europäischen Integration befassen, mitzugestalten und konstruktiv zu beeinflussen; c) das Interesse, von der Ausbildungsschmiede des CdE zu profitieren, um den Bedarf an qualifizierten Arbeitskräften in Fragen der europäischen Integration sowohl in der Bundesverwaltung als auch in Wirtschaft und Politik zu decken.

In den 1990er Jahren wird die Frage der europäischen Integration der Schweiz im Hinblick auf die Volksabstimmung von 1992 hochaktuell. Im Vorfeld der Abstimmung zum Bundesbeschluss über den Europäischen Wirtschaftsraum (EWR) vom 6. Dezember 1992 ist die Thematik der Europäischen Integration in Bevölkerung und Verwaltung so präsent wie mutmasslich seither nicht mehr. Im Juni 1990 beschliesst der Bundesrat¹⁷, die Zahl der Stipendien von zwei auf vier zu erhöhen. Er erachtet die bis dato vergebene Anzahl der Stipendien als unzureichend, um die Nachfrage und den Bedarf an Absolventen/-innen für die Schweiz zu decken. Die Schweiz zählt wie andere Staaten jährliche Subventionsbeträge an das Institut in der Höhe von 32'000 Euro (Stand 2023/24) und gewährleistet sich somit seit 1973 die Mitgliedschaft mit einem Sitz im Verwaltungsrat des CdE.

3.2.3 Beschreibung der Bundesstipendien für das CdE

I Zielgruppe und Zulassungsvoraussetzungen

Die *Zielgruppe* für die vom SBFI vergebenen Stipendien am CdE sind Masterstudierende mit bereits erworbenem oder noch im Jahr der Bewerbung abgeschlossenem MA-Abschluss. Die *Zulassungsvoraussetzungen* sind dieselben wie am EUI, wobei Studiensprache neben Englisch auch Französisch ist und für beide Sprachen ein Nachweis abgelegt werden muss (für eine ausführliche Beschreibung vgl. Abschnitt 3.1.3).

¹⁶ Entscheid des Bundesrats vom 10. August 1973 zum Schweizer Beitrag an das Collège d'Europe in Brügge.

¹⁷ Bundesratsbeschluss vom 27. Juni 1990 über das Europakolleg in Brügge und das Europäische Hochschulinstitut in Florenz.

I Merkmale

Die folgende Darstellung enthält die wichtigsten Eckdaten zu den Stipendien am CdE. Eine ausführliche Statistik zur Stipendienvergabe findet sich in Abschnitt 5.3.

D 3.2: Eckdaten zu den CdE-Stipendien

| | |
|---|---|
| Anzahl Stipendien pro Jahr | 4 |
| Umfang der Stipendien pro Monat | 2'250 Euro (seit 2023) |
| Dauer der Stipendien | 1 Jahr (2 Semester) |
| Umfang der Stipendien total für eine Person | 27'000 Euro (Stand 2023/24) |
| Institutsbeitrag pro Jahr | 32'000 Euro (Stand 2023/24) |
| Weitere Angaben | Es werden keine Familienzulagen, Reisekostenzulagen und Versicherungen bezahlt. |

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf Dokumentationen des SBFI sowie dem explorativen Gespräch mit der verantwortlichen Person am SBFI.

I Selektions- und Vergabeverfahren

Das Selektions- und Vergabeverfahren für ein Bundesstipendium am CdE folgt ähnlich wie beim EUI in einem zweistufigen Prozess:

- Die individuelle Anmeldung erfolgt via Online-Formular auf der Website des CdE. Eine Bewerbung am CdE ist jeweils bis Mitte Januar möglich. Die Vorselektion der Bewerber/-innen erfolgt dann im Februar zuerst bei der zuständigen Stelle des CdE. Diese teilt dem SBFI ihre Vorselektion mit, das SBFI unterzieht die Dossiers anhand der eigenen Zulassungskriterien einer zweiten Prüfung.
- Die Personen mit den daraus resultierenden formell gültigen Bewerbungen werden in einem zweiten Schritt für ein 15-minütiges Interview vor das Selektionskomitee in Bern eingeladen. Im Selektionskomitee sitzen Vertreter/-innen des CdE, des SBFI, des EDA und der Schweizer Universitäten. Wenn die Zulassungskriterien erfüllt sind und das Gespräch gut läuft, entscheidet das Selektionskomitee hinsichtlich der Zulassung, kommuniziert diese und die verantwortliche Ansprechperson des SBFI ist für die Auszahlung der Stipendien zuständig. In der Regel gibt es in der Folge keine spezifische Betreuung der Stipendiaten/-innen seitens des SBFI. Nur am Ende des Studiums wird seit dem Jahrgang 2011/12 ein Bericht verlangt, in dem die ehemaligen Stipendiaten/-innen über ihre Erfahrung und diverse Aspekte der Stipendien und des Studiums in Brügge oder Natolin berichten können.

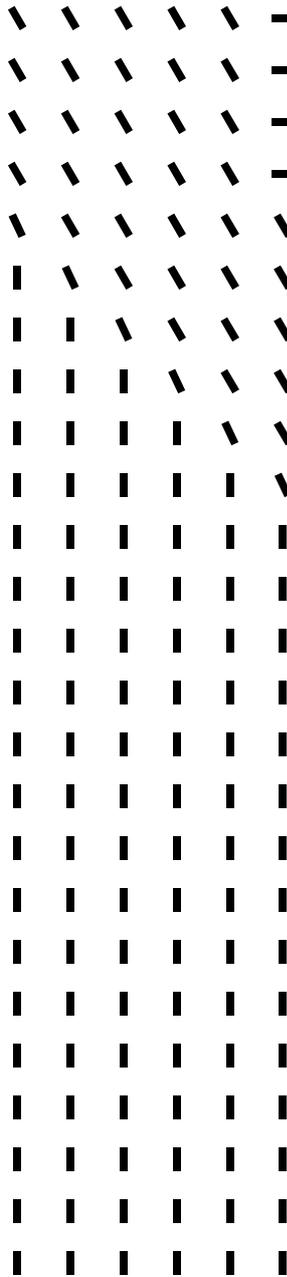
I Werbung seitens SBFI

Die Werbemassnahmen seitens SBFI sind beim EUI und beim CdE dieselben. Die Ausgestaltung der Werbemassnahmen wird im Abschnitt 3.1.3 für das EUI und das CdE beschrieben.

I Werbung seitens CdE

Das CdE betreibt an beiden Standorten eigene Werbemassnahmen, die sich an die verschiedenen Länder richten. Für eine gezieltere und zielpublikumsgerechte Werbung stützen sich jedoch Brügge und Natolin auf die einzelnen nationalen zuständigen Stellen:

- Beide Standorte führen verschiedene, auf das Angebot am CdE bezogene Werbemassnahmen durch: Digital Marketing (Promotion über Website, Social Media, Suchmaschinen), Online-Präsentationen des Angebotes mit Einbezug von Alumni-Netzwerken usw.
- Sowohl die interviewten Vertreter/-innen in Brügge als auch in Natolin betonen, wie wichtig die Kooperation mit den nationalen Ministerien oder Agenturen sei, um das Zielpublikum zu erreichen. Speziell im Interview mit den Verantwortlichen in Natolin wurde mehrmals auf die Notwendigkeit einer nationalen Unterstützung für zielgerichteten Werbemassnahmen hingewiesen. Dabei haben die Verantwortlichen mehrere erfolglose Versuche erwähnt, direkten Kontakt mit den relevanten Professoren/-innen an den potenziell interessierten Hochschulen in der Schweiz aufzunehmen. Die Professoren/-innen reagierten dabei nicht auf die Anfragen. Mögliche Erklärungen dazu sind gemäss den Interviewten das fehlende Interesse und, wenn das Angebot bekannt ist, die Wahrnehmung des CdE als Konkurrenz zu den eigenen nationalen Angeboten.



4. Ergebnisse der Evaluierung der Stipendien am European University Institute

In diesem Kapitel stellen wir
nacheinander die Evaluations-
ergebnisse zu Konzeption, Vollzug,
Output und Wirkung (Outcome und
Impact) der Stipendien für das EUI
vor.

4.1 Bewertung des Konzepts

Bei der Bewertung des Konzepts der Stipendien am EUI galt es, folgende Fragen zu beantworten:

- *Wurde mit dem EUI die richtige Forschungsstätte für das Stipendium gewählt?*
- *Wie ist die Höhe der Stipendien und die Dauer des Stipendiums zu beurteilen?*
- *Wie ist die Anzahl der Stipendien zu beurteilen, die pro Jahr vergeben werden können?*
- *Wie sind die Möglichkeiten der Gouvernanz zu bewerten?*

I Wahl des EUI als Forschungsstätte

Wir haben zunächst geprüft, welche Reputation und welches Ansehen das EUI genießt. Die Ergebnisse zeigen, dass das EUI bei den interviewten Experten/-innen eine hohe Reputation genießt: Das Institut wird als eine hochstehende Forschungseinrichtung bezeichnet, die einen ausgezeichneten Ruf als Ausbildungsstätte für zukünftige Spitzenforscher/-innen aufweist. Das Stipendium für das EUI wird als sehr kompetitiv bezeichnet. Die Selektion ist streng und es werden entsprechend nur hochqualifizierte Studierende ausgewählt. Gemessen an der Zielsetzung der Stipendien wird die Wahl des EUI als Stipendienort als richtig bezeichnet. Gemäss Interviews gibt es in Europa keine gleichwertige Alternative zum EUI.

Diese Beurteilung spiegelt sich auch in der Online-Befragung: Von den befragten Personen, die am EUI studieren oder studiert haben, stimmen 84 Prozent der Aussage eher oder voll und ganz zu, dass das Studium am EUI europaweit einzigartig ist (n = 20). 100 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI stimmen der Aussage voll und ganz zu, dass die Bundesstipendien am EUI unbedingt weiterhin angeboten werden sollen (n = 31).

I Höhe der Stipendien

Die Höhe der Stipendien von total 1'850 Euro pro Monat wird in den Interviews mit den Experten/-innen als ausreichend beurteilt. Den interviewten Personen sind keine Fälle bekannt, bei denen eine Kandidatur aufgrund der Höhe der Stipendien ans EUI gescheitert wäre. Einschränkend dazu wird angefügt, dass im Vergleich zu einem Lohn für ein Doktorat in der Schweiz die Höhe des Stipendiums am EUI tief liege. Da aber die Attraktivität des EUI als Studienort sehr hoch sei, wirke sich die Höhe der Stipendien wohl nicht auf die Qualität der Bewerber/-innen aus. Im Vergleich zum Ausland liegen die Stipendien der Schweiz über den Beträgen, die beispielsweise von den südlichen Ländern Europas bezahlt werden (1'000–1'500 Euro), aber unter den Werten, die von skandinavischen Ländern (2'000–4'000 Euro) entrichtet werden. Dies wird auch in den Interviews mit Vertretenden des EUI bestätigt.

Vergleichen wir die Ergebnisse aus den Interviews mit jenen aus der Online-Befragung, so ergeben sich Unterschiede: Während die interviewten Experten/-innen die Höhe der

Stipendien am EUI als angemessen bewerten, sieht dies die Mehrheit der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen anders: 60 Prozent von ihnen (n = 30) betrachten die Höhe des Stipendiums als eher nicht oder überhaupt nicht angemessen. Betrachten wir die Kommentare, die in der Online-Befragung angegeben wurden, so lässt sich diese eher kritische Beurteilung wie folgt erklären:

- *Hohe Lebenskosten in Florenz:* Die Stadt Florenz sei gerade im Vergleich zu anderen italienischen Städten teuer und der Wohnungsmarkt umkämpft. Die Stipendien sollten zwar für kinderlose Personen reichen, um in Florenz auszukommen. Für höhere einmalige Ausgaben, wie Arzt- oder Spitalbesuche oder die Anschaffung eines neuen Laptops, müsse aber auf eigenes Ersparnis zurückgegriffen werden. Auch die Kosten für studienbedingte Reisen (z.B. an Konferenzen) oder Aufenthalte in der Schweiz können laut Aussagen von (ehemaligen) Stipendiaten/-innen nicht durch das Stipendium gedeckt werden.
- *Tiefes Stipendium im Vergleich zu Ländern mit ähnlicher Kaufkraft:* Kritisiert wird die Höhe der Stipendien im Vergleich zu Ländern mit ähnlicher Kaufkraft, wie Norwegen, Dänemark oder Finnland, aber auch im Vergleich zu der Entlohnung im Rahmen von SNF-Programmen. Letzteres zeige sich besonders im Vergleich zu «Visiting PhD» oder Postdocs mit SNF-Stipendium, die am EUI studieren würden.
- *Sozialversicherungsbeiträge:* Ein weiterer Kritikpunkt betrifft die fehlende Möglichkeit, durch das Stipendium Sozialversicherungsbeiträge zu leisten. Dabei können Lücken bei der ersten Säule und der Arbeitslosenversicherung entstehen, gerade wenn der Wohnsitz nach Italien verlegt wird. Die Lücke in der Arbeitslosenversicherung könne sich äusserst problematisch auswirken, wenn nach Auslaufen der Stipendien und Abschluss des Studiums nicht gleich ein Job gefunden werde. Diese Problematiken sind nach Aussage der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen nicht gelöst.

Insgesamt beurteilen die (ehemaligen) Stipendiaten/-innen die Höhe der Stipendien weit kritischer, als dies die befragten Experten/innen tun.

I Dauer der Finanzierung

Ein ähnliches Bild wie bei der Höhe der Stipendien zeigt sich in Hinblick auf die Dauer der Stipendien. Diese beträgt in Florenz vier Jahre. Während in den Interviews mit den Experten/-innen die Dauer mehrheitlich als ausreichend für den Abschluss eines PhD betrachtet wird, urteilten 60 Prozent der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI (n = 30), dass die Dauer der Finanzierung eher nicht oder überhaupt nicht angemessen sei. Kritische Stimmen kommen dabei vor allem von Personen, die ihr Doktorat noch in einer Zeit absolviert haben, in der die Dauer der Stipendien auf drei Jahre beschränkt war. Es gibt aber auch kritische Stimmen von (ehemaligen) Stipendiaten/-innen, die ein Stipendium für vier Jahre erhalten haben: Insbesondere von Befragten der Fachrichtung Ökonomie wird die Dauer der Stipendien von vier Jahren als zu kurz betrachtet.

I Anzahl der Stipendien

Die Anzahl der jährlich zu vergebenden Stipendien wird von den meisten Interviewpartnern/-innen – bezogen auf die Grösse des EUI und die beschränkten Platzverhältnisse – als angemessen beurteilt. Werde aber der Aufwand zur Selektion betrachtet, sei ein neues Stipendium pro Jahr zu wenig. Ihrer Ansicht nach wäre es sinnvoll, mehr Studienplätze am EUI zu unterstützen. Namentlich wenn die Zielsetzung der Stipendien als Massstab herangezogen werde (vgl. dazu die Ausführungen zu den Zielen der Stipendien in Abschnitt 2.1), sei die Zahl der Stipendien viel zu tief. Gemäss Interviewpartner/-innen wäre es ideal, wenn für jedes der vier Departemente am EUI pro Jahr ein Stipendium vergeben werden könnte.

I Möglichkeiten des SBFI im Bereich der Gouvernanz

Wie bereits erwähnt ist die Schweiz nicht im High Council des EUI vertreten, wird jedoch gemäss den Interviewpartner/-innen als einen wichtigen Gast am Institut wahrgenommen. Durch die Förderung exzellenter Schweizer Forscher/-innen und die Finanzierung des Lehrstuhls für Demokratie, Föderalismus und Governance seit 2001 ist die Position der Schweiz gegenüber dem EUI gemäss unserer Einschätzung nicht so ungünstig. Aus diesen Gründen könnte aus unserer Sicht seitens des SBFI ein Angebot an das EUI gemacht werden, für eine mittelfristige Erhöhung der Stipendien unter Gewährung gleichwertiger exzellenter Qualität der Bewerber/-innen.

4.2 Bewertung des Vollzugs

Bei der Bewertung des Vollzugs standen vor allem das Selektionsverfahren und die Kommunikation im Zentrum der Betrachtung. Es galt, folgende Fragen zu beantworten:

- *Inwiefern sind der Selektions- und Vergabeprozess des SBFI und jener des EUI zweckmässig?*
- *Erreichen die Kommunikationsmassnahmen die für die Stipendien relevanten Zielgruppen?*
- *Inwieweit ist die Kommunikation des SBFI und der CH-Hochschulen bezüglich der Stipendienangebote angemessen (Informationskanäle usw.)?*

I Selektions- und Vergabeverfahren

Die Selektion der Doktoranden/-innen auf Seiten EUI wird von den Interviewpartnern/-innen als transparent und systematisch, aber auch als rigoros beschrieben. Die Anforderungen an die Bewerber/-innen seien ausserordentlich hoch und stark selektiv. Zwei Aspekte dürften für diese Beurteilung besonders verantwortlich sein:

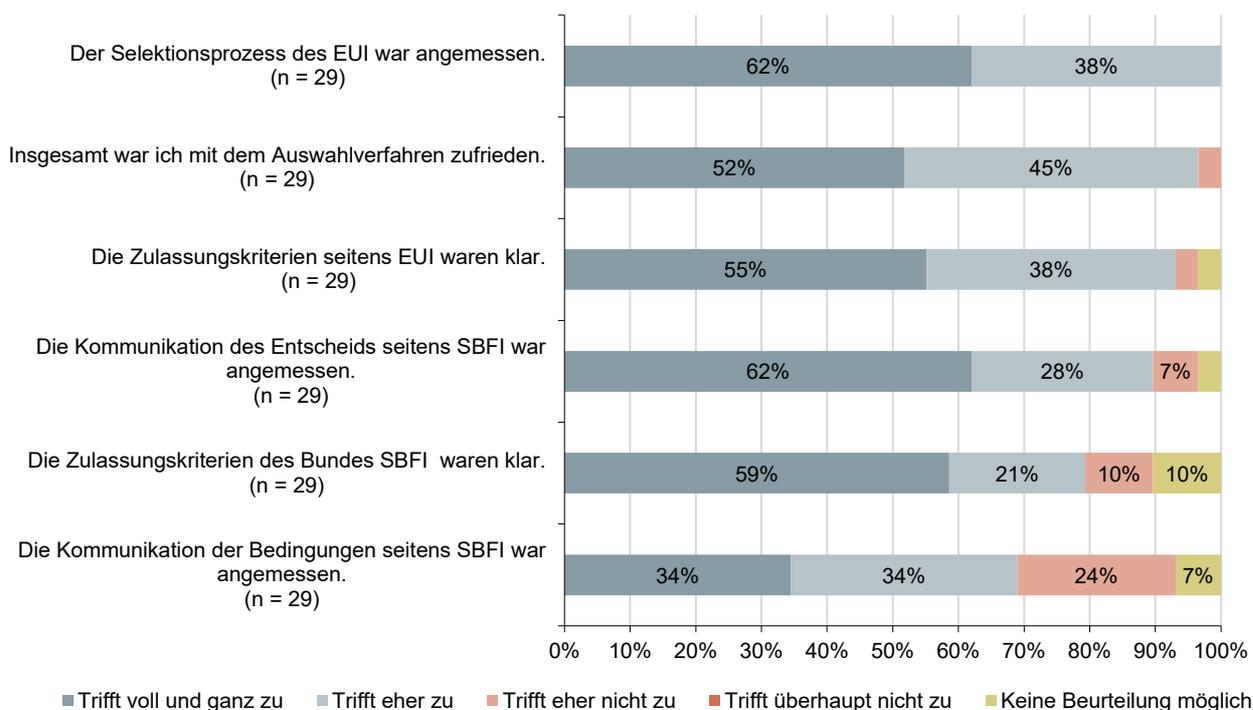
- *Ausgereiftes Forschungskonzept:* Ein Antrag muss mit einem Forschungskonzept verbunden sein. Dieses muss im Gegensatz zu einem vergleichbaren Forschungsvorhaben, das an Schweizer Universitäten eingereicht wird, bereits weit fortgeschritten sein. Laut einer interviewten Person sollten Studierende bereits ein oder zwei Jahre vor dem Eintritt an ihrem Dissertationsprojekt gearbeitet haben, um den Anforderungen genügen zu können.
- *Bereitschaft beim EUI zur Betreuung der Dissertation:* Der wichtigste Faktor zur Aufnahme ist laut einer interviewten Person, ob eine Professorin oder ein Professor das Dissertationsprojekt einer formell zugelassenen Person betreuen möchte.

Die Selektions- und Vergabekriterien des Bundes und des EUI werden von den interviewten Experten/-innen trotz oder gerade wegen der rigorosen Auswahl als zweckmässig empfunden. Die formellen Kriterien des Bundes empfinden sie als transparent und nachvollziehbar. Die bedürfnisorientierte Auswahl auf Seiten EUI wird unter Berücksichtigung der Exklusivität und der beschränkten Platzverhältnisse auf dem Campus in Florenz als nachvollziehbar betrachtet. Die hohen Anforderungen an die Zulassung würden ausserdem dazu führen, dass der Aufwand im Vergleich zur Zahl der vergebenen Stipendien nach Ansicht von einigen Interviewpartner/-innen relativ hoch ist.

Auch die befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen bewerten den Selektions- und Vergabeprozess grossmehrheitlich positiv. Wie die Darstellung D 4.1 zeigt, geben 97 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen an, dass sie mit dem Auswahlverfahren insgesamt eher zufrieden oder voll und ganz zufrieden sind. Den Selektionsprozess des EUI mit Einreichen des Forschungskonzepts, der Angabe von Referenzen oder dem Interview vor Ort in Florenz finden gar 100 Prozent eher oder voll und ganz angemessen (n = 29). Eine ähnlich hohe Zustimmung gibt es für die Kommunikation des Entscheids

seitens SBFI und für die Klarheit der Zulassungskriterien seitens EUI, respektive des Bundes. Kritik gibt es eher an der Kommunikation der Bedingungen seitens SBFI: 24 Prozent beurteilen diese als eher nicht angemessen.

D 4.1: Beurteilung des Selektions- und Vergabeprozesses am EUI



Legende: Beurteilung verschiedener Aussagen zum Selektions- und Vergabeprozess durch (ehemalige) Stipendiaten/-innen am EUI; Zulassungskriterien des Bundes wie Qualifikationen, Sprachkenntnisse, Masterabschluss, sonstige Anforderungen; Bedingungen seitens SBFI wie Höhe des Stipendiums, Auszahlungskonditionen, Verzicht auf komplementäre Bezüge, Rückzahlungskonditionen bei vorzeitiger Beendigung.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI.

Betrachten wir die Antworten auf die offenen Fragen in der Online-Befragung, so wird das Auswahlverfahren als professionell beschrieben. Kritik wird einzig an der Informationspolitik geäußert: Es sei schwierig, vor Beginn des Doktorats genaue Informationen zum Stipendium zu erhalten.

Das insgesamt positive Ergebnis muss aus methodischer Sicht mit einer Einschränkung versehen werden: In der Online-Befragung wurden nur Personen berücksichtigt, die ein Stipendium zugesprochen erhalten haben. Mutmasslich haben diese Personen einen positiveren Blick auf das Verfahren als Personen, deren Gesuch um ein Stipendium abgelehnt wurde.

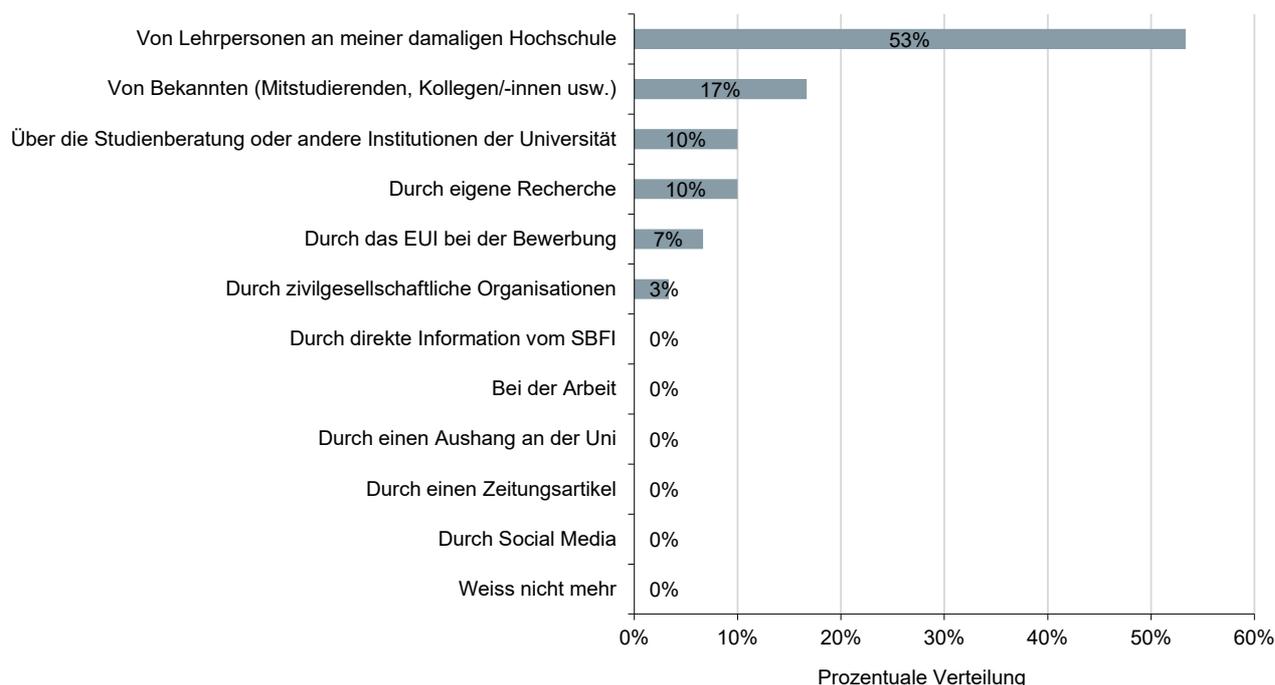
I Kommunikation des Bundesstipendiums

Die interviewten Experten/-innen sowie eine Mehrheit der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen sind sich einig, dass die bis jetzt erfolgte Kommunikation des Stipendienangebots seitens SBFI stark verbesserungsfähig ist. Der Befund lässt sich wie folgt begründen:

- Die International Relations Officer (IRO) und die Studienkoordinatoren/-innen der Universitäten sind nach Ansicht der Interviewten *nicht* die richtigen Partner für die Promotion der Stipendien. Es wird vermutet, dass die Koordinationsstellen der Universitäten von Anfragen überflutet werden, so dass eine Weitergabe der Materialien und der relevanten Informationen über diese Stellen nicht funktioniert oder nur ungenügend umgesetzt wird. Die von Interface durchgeführte Online-Kurzbefragung bei den IRO und den Studienkoordinatoren/-innen der Universitäten bestätigt den Befund aus den Interviews: Die Bundesstipendien scheinen bei den zur Kurzbefragung eingeladenen Personen keine hohe Priorität zu geniessen. Trotz intensiven Bemühungen und mehrmaligem Kontaktieren der angefragten Studienkoordinatoren/-innen und IRO von Seiten der verantwortlichen Person beim SBFI haben von 30 angefragten Personen nur 15 die Online-Kurzbefragung ausgefüllt. Von Ansprechpersonen, die an der Kurzbefragung teilgenommen haben, geben alle 15 an, dass sie die Werbemittel aushängen, per E-Mail weiterleiten oder an die betroffenen Fakultäten weiterreichen.
- Die Interviewpartner/-innen beurteilen Werbemassnahmen direkt bei den Lehrstühlen über die Professoren/-innen und Programmleiter/-innen grösstenteils als effizienteres Mittel. Aber auch wenn man die Professoren/-innen erreiche, deren Studierende potenzielle Kandidaten/-innen für Stipendien seien, sei damit das Ziel noch nicht erreicht: Die Professorenschaft habe nur einen bedingten Anreiz, ihre besten Studierenden auf die Stipendien des EU aufmerksam zu machen: Vielmehr hätten sie ein Interesse daran, dass die besten Studierenden bei ihnen selbst promovieren. Bei der Professorenschaft stehe der Wunsch, Studierende am EUI zu platzieren, erst an zweiter Stelle.
- Weiter fehlt gemäss den Interviewten die Einbindung von Alumni. Es würden Infoveranstaltungen an Universitäten und Best-Practice-Berichte von Alumni oder von Studierenden vor Ort fehlen.
- Allgemein wird die Kommunikation als zu wenig zielgruppenspezifisch bezeichnet. Dazu kommt, dass die Zielgruppen von EUI und CdE laut Aussagen der Interviewten unterschiedlich sind, was auch unterschiedliche Werbemassnahmen bedingen würde.

Der Befund aus den Interviews wird durch die Ergebnisse der Online-Befragung gestützt: Über die Hälfte der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen gibt an, dass sie durch eine Lehrperson an der damaligen Hochschule auf das Stipendium aufmerksam gemacht wurden. Entsprechend stellen die Lehrpersonen den zentralen Informationskanal für die Stipendien dar und nicht die Informationsstellen der Universitäten (IRO oder Studienkoordinatoren/-innen). 17 Prozent wurden durch Bekannte auf das Stipendium aufmerksam gemacht wurden. Lediglich 10 Prozent der geben an, dass sie über die Studienberatung oder andere Institutionen der Universität auf das Stipendium aufmerksam gemacht wurden.

D 4.2: Anteilmässige Verteilung der primären Informationsquelle fürs Bundesstipendium am EUI



Legende: Antworten der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI auf die Frage, wie sie vom Bundesstipendium erfahren haben; n = 29.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI.

In der Online-Befragung hatten die (ehemaligen) Stipendiaten/-innen die Möglichkeit, in einer offenen Frage Vorschläge für eine verbesserte Kommunikation der Stipendien anzugeben. Folgende Massnahmen wurden vorgeschlagen:

- Vorstellen des Angebots des EUI an Schweizer Universitäten unter Einbezug von Alumni
- Durchführen von Informationsveranstaltungen an den relevanten Fakultäten sowie Online-Informationsveranstaltungen
- Präsentationen in Vorlesungen und Seminaren in den relevanten Fachbereichen
- Werbung über Social Media
- Streuen des Angebots in Newslettern von Universitäten und Forschungsinstituten
- Vorstellen des Angebots an Job-Messen an den Universitäten
- Erhöhen der Stipendiumsumme zum Steigern der Attraktivität und damit der Bekanntheit

4.3 Bewertung des Outputs

Bei der Beurteilung des Outputs standen zwei Fragen im Zentrum der Betrachtung:

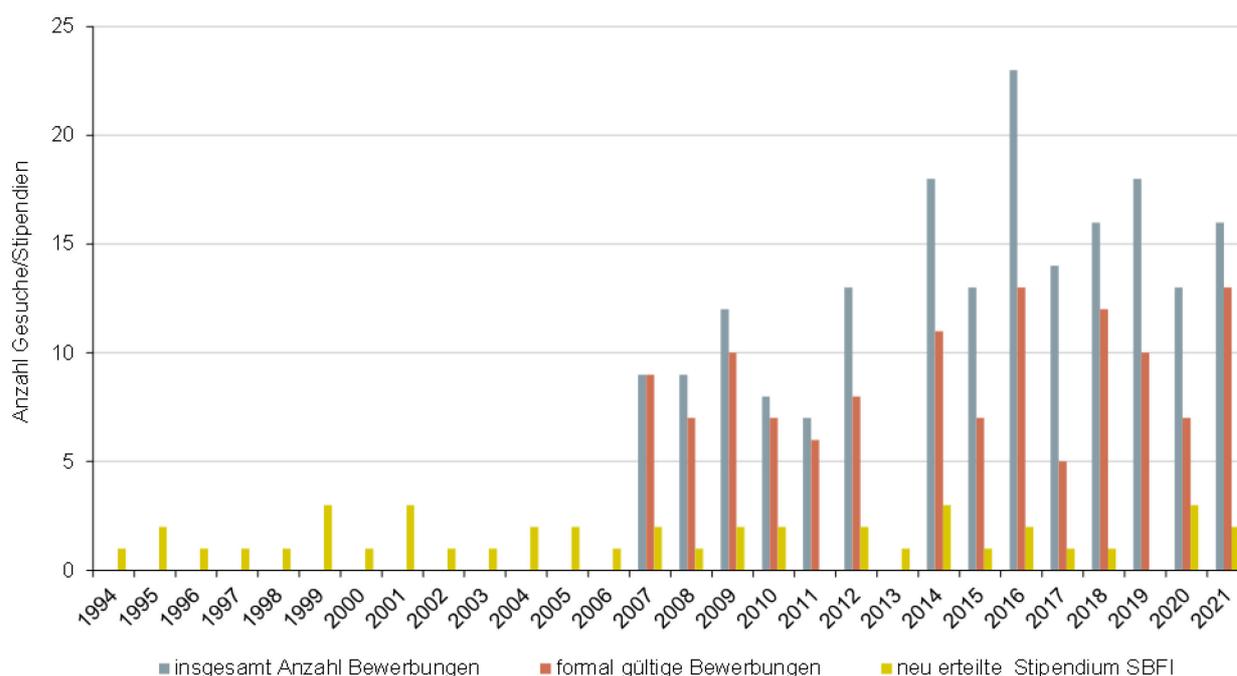
- *Wie präsentiert sich die Verteilung der Stipendien über die Zeit? Gibt es wichtige Veränderungen?*
- *Wie ist das Verhältnis zwischen Gesucheingang, vergebenen Stipendien und Rückzüge/Abbrüche?*

I Entwicklung der Stipendien

In der folgenden Darstellung D 4.3 sind die Anzahl Gesuche, die Anzahl formell gültiger Gesuche und die Zahl der neu erteilten Stipendien (für Stipendiaten/-innen, die ihr Doktorat beginnen) pro akademisches Jahr abgebildet. Für die totale Anzahl Gesuche sowie für die Anzahl formell gültiger Gesuche sind nur Daten der Jahre 2006 bis 2021 verfügbar.

Die Anzahl eingereichter Gesuche schwankt zwischen minimal acht im Jahr 2010 bis maximal 23 im Jahr 2016. Entsprechend schwankt auch die Anzahl formell gültiger Gesuche zwischen minimal fünf im Jahr 2017 und maximal 13 in den Jahren 2016 und 2021.

D 4.3: Entwicklung Gesuchengang und Stipendien für das EUI



Legende: Für die Anzahl Gesuche und die formal gültigen Bewerbungen sind bis und mit 2006 sowie für 2013 keine Daten verfügbar; bis 2003 vergab das SBF1 insgesamt vier Stipendien für das EUI, ab 2004 sind es sechs Stipendien.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf Daten des SBF1.

Seit 1994 wurde am EUI – mit Ausnahme von zwei Jahren – in jeder Startkohorte (erstes Jahr Doktoratsstudium) zwischen einer und drei Personen neu ein Bundesstipendium zugesprochen. Ausnahmen bilden die akademischen Jahre 2011/12 und 2019/20. Während 2011/12 kein/-e Bewerber/-in den Anforderungen genügen konnte, wurden 2019/20 drei Personen für ein Stipendium am Wirtschaftsdepartement vorgeschlagen. Eine Person gab bereits vor dem Interview einer anderen Universität den Vorzug, zwei weitere Personen lehnten nach dem Interview das Doktoratsprogramm am EUI und somit das Stipendium ab. Das akademische Jahr 2019/20 bildet auch insofern eine Ausnahme, als dass in diesem Jahr insgesamt nur vier Personen mit Bundesstipendien am EUI eingeschrieben waren. Gleiches gilt für das akademische Jahr 2013/14, dies aufgrund von Rückzügen in den Jahren 2011 und 2013. In allen anderen Jahren seit 1996 konnten die maximale Anzahl Stipendien meist vergeben werden.¹⁸

¹⁸ Bis 2003 waren nur insgesamt vier Plätze für Stipendiaten/-innen aus der Schweiz am EUI vorgesehen. Ab 2004 wurde die Anzahl der möglichen Stipendien auf sechs angehoben.

Seit 1994 wurden insgesamt 43 Personen am EUI durch Bundesstipendien des SBFI unterstützt. Laut SBFI haben die meisten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen vor der Ausbildung am EUI Politik- und Sozialwissenschaften studiert. 41 dieser (ehemaligen) Stipendiaten/-innen verfolgten oder verfolgen ein Doktorat, während zwei Personen den einjährigen LL.M. absolvierten. Eine Person absolvierte zuerst den LL.M. und doktorierte danach am EUI. Von den 41 Doktoranden/-innen waren oder sind 16 am Departement of Political and Social Sciences eingeschrieben, sechs am Departement of Law, fünf am Department of History und fünf am Departement of Economics. Bei den restlichen (ehemaligen) Stipendiaten/-innen ist aus den Daten nicht erkennbar, in welchem Fach sie doktorierten oder doktorieren.

I Rückzug vom Stipendium/Abbruch des Studienaufenthaltes

Rückzüge vom Stipendium und Abbrüche des Studiums stellen eine Seltenheit dar. Das akademische Jahr 2019 ist seit 1994 das einzige Jahr, in dem vom EUI akzeptierte Bewerber/-innen ihre Kandidatur zurückgezogen haben. Abbrüche des Aufenthalts am EUI gab es insgesamt vier (in den Jahren 1999/2000, 2007/08, 2008/09 und 2013/14). In der Online-Befragung hat nur eine Person angegeben, dass sie sich vom Stipendium zurückgezogen hat. Noch vor Antritt des Studiums am EUI hat sie sich für einen anderen Studienort fürs PhD entschieden. Aussagen zu den Gründen für Rückzüge/Abbrüche können deshalb nicht gemacht werden.

4.4 Bewertung des Outcomes

Folgende Fragen galt es zu prüfen:

- *Wie gut ist das EUI bei der Zielgruppe bekannt? Wie gut sind die Stipendien bei der Zielgruppe bekannt?*
- *Wie attraktiv ist das Studium am EUI für die Zielgruppe? Wie attraktiv sind die Stipendien für die Zielgruppen?*
- *Was war/ist die Motivation der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen für ein Studium am EUI?*
- *Inwiefern bringt der Abschluss am EUI den ehemaligen Stipendiaten/-innen einen erkennbaren Mehrwert?*

I Bekanntheit des EUI und der Stipendien

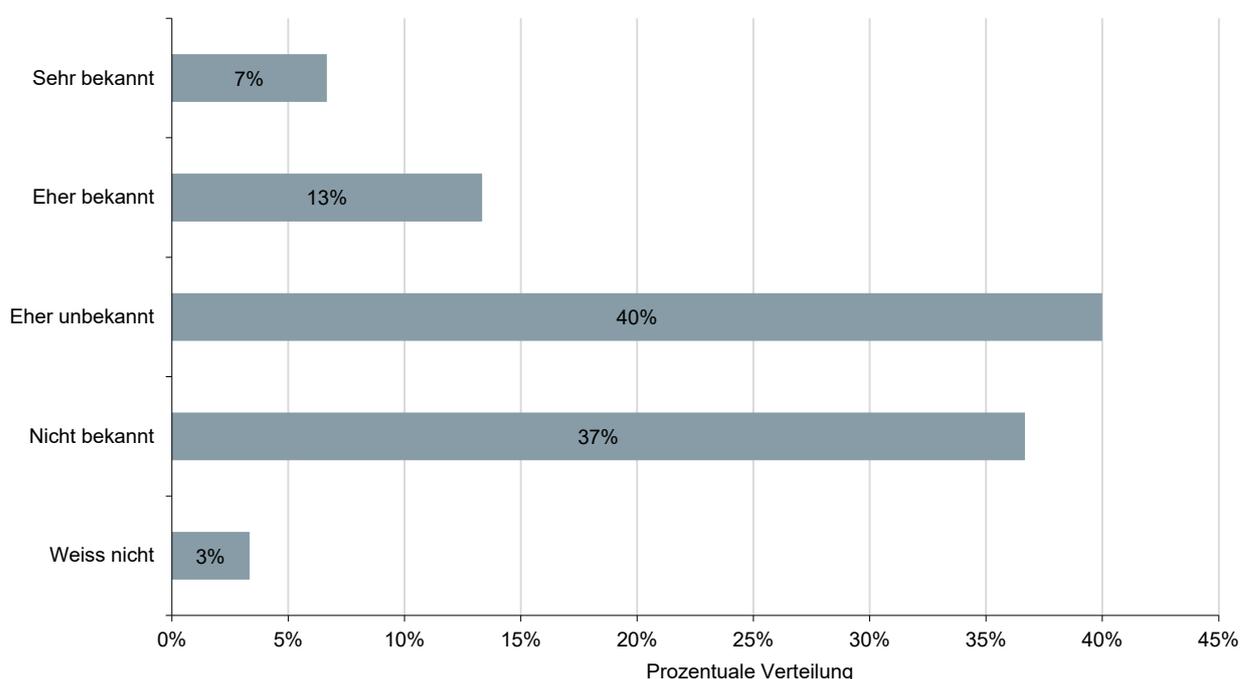
Die Interviews mit den Experten/-innen zeichnen ein eindeutiges Bild, was die Bekanntheit des EUI und der Bundesstipendien bei der Zielgruppe betrifft:

- Während das EUI als Forschungseinrichtung bei den Professoren/-innen in den relevanten Fachgebieten gut bekannt und geschätzt ist, ist die Möglichkeit, am EUI zu doktorieren, bei den Masterstudierenden laut Aussagen der Interviewpartner/-innen wenig oder nicht bekannt. Sehr gute Masterstudierende, die von den Professoren/-innen auf die Option einer Dissertation angesprochen werden, kennen das EUI und seine Studiengänge meistens nicht oder nur sehr ungenau. Weiter deutet eine Minderheit von interviewten Personen darauf hin, dass gewisse Professoren/-innen die besten Studierende in ihren Doktorats Programme behalten wollen und deshalb das EUI nicht weiterempfehlen würden.
- Noch weniger bekannt als das EUI selbst sind die Bundesstipendien des SBFI. Nach Aussagen der Interviewten kennen die Studierenden die Stipendien nur vage oder gar nicht.

Die Befunde der Interviewpartner/-innen werden durch die Online-Kurzbefragung bei den IRO und Studienkoordinatoren/-innen bestätigt. Von 15 antwortenden Personen geben 14 an, dass die Bekanntheit bei potenziellen Stipendiaten/-innen an der eigenen Bildungseinrichtung niedrig ist, respektive, dass die Zielgruppe die Stipendien nicht kennt.

Ebenfalls ein eindeutiges Bild ergeben die Resultate der Online-Befragung bei den (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI, wie Darstellung D 4.4 zeigt. Nur gerade 20 Prozent geben an, dass das Angebot der Bundesstipendien an der eigenen Hochschule sehr oder eher bekannt war. 40 Prozent geben an, dass das Angebot eher unbekannt war, 37 Prozent, dass das Angebot nicht bekannt war (n = 30).

D 4.4: Beurteilung der Bekanntheit des Angebots der Bundesstipendien am EUI



Legende: Antworten der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI auf die Frage, wie bekannt das Angebot der Bundesstipendien für das EUI bei den Studierenden der eigenen Hochschule war; n = 30.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI.

Laut der Online-Befragung sind bei der Zielgruppe in der Schweiz nicht primär die Bundesstipendien zu wenig bekannt, sondern das EUI an sich. Mehrfach wird die Meinung geäußert, dass hochqualifizierte Master-Absolventen/-innen zuerst das Institut für ein mögliches PhD aussuchen und sich erst anschliessend Gedanken zur Finanzierung machen. Mehrere befragte (ehemalige) Stipendiaten/-innen schlagen daher vor, nicht die Bundesstipendien per se, sondern die Ausbildungsorte bekannter zu machen. Mehrfach wird bemerkt, dass es kaum Werbung gebe für das Angebot am EUI. Die Gründe für den Befund lassen sich zunächst in der Kommunikation finden: Wie in Darstellung D 4.2 dargestellt, kommt ein grosser Teil der Information und Kommunikation nicht bei den Zielgruppen an.

I Attraktivität des EUI und der Stipendien

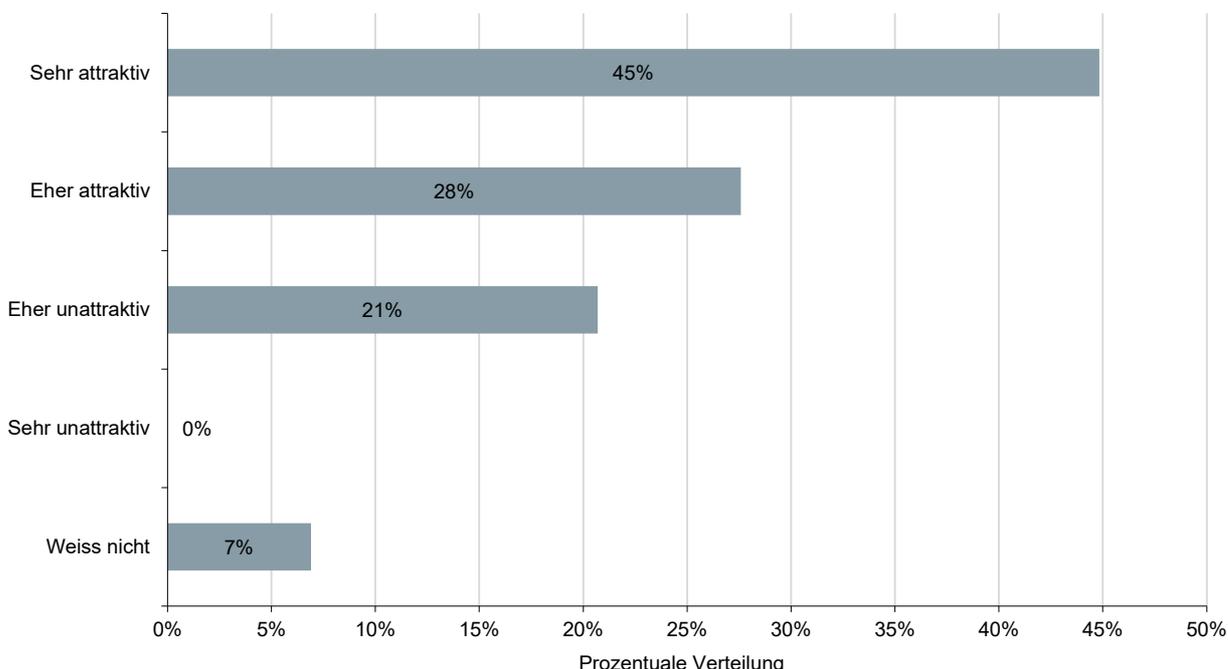
Das EUI wird von den Interviewpartnern/-innen aus allen am EUI angebotenen Fachrichtungen als äusserst attraktiv beschrieben:

- *Hoch stimulierendes und einmaliges akademisches Umfeld:* Das EUI wird als die beste Adresse genannt, was europäische und internationale Politik anbelangt. Das Setting an EUI sei einmalig, es gebe keine andere Institution in Europa, die die gleiche Qualität bieten könne.
- *Exzellenter Nachwuchs und Renommee der Professoren/-innen:* Positiv hervorgehoben wird vor allem das Umfeld mit herausragenden Nachwuchsforscher/-innen und renommierten Professoren/-innen auf dem Campus.

Für Personen, die keine akademischen Karriere anstreben, sei das EUI weit weniger attraktiv. Begründet wird dies mit dem Hinweis auf die abnehmende Bedeutung des Dokortitels ausserhalb der Wissenschaft. Gerade für Juristen/-innen, die keine akademische Karriere anstreben, stehe das Anwaltspatent und das Sammeln von praktischen Erfahrungen nach dem Studium im Fokus. Dieser Zielgruppe dürfte das Doktorieren am EUI nicht allzu attraktiv erscheinen.

Betrachten wir die Ergebnisse der Online-Befragung (vgl. Darstellung D 4.5), so zeigt sich, dass die Stipendien für 75 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI attraktiv oder sehr attraktiv sind. Die kritischen Rückmeldungen führen wir primär auf die Höhe der Stipendien zurück, die von den (ehemaligen) Stipendiaten/-innen kritisch bewertet wird (vgl. dazu auch Abschnitt 4.1).

D 4.5: Beurteilung der Attraktivität des Angebots der Bundesstipendien am EUI

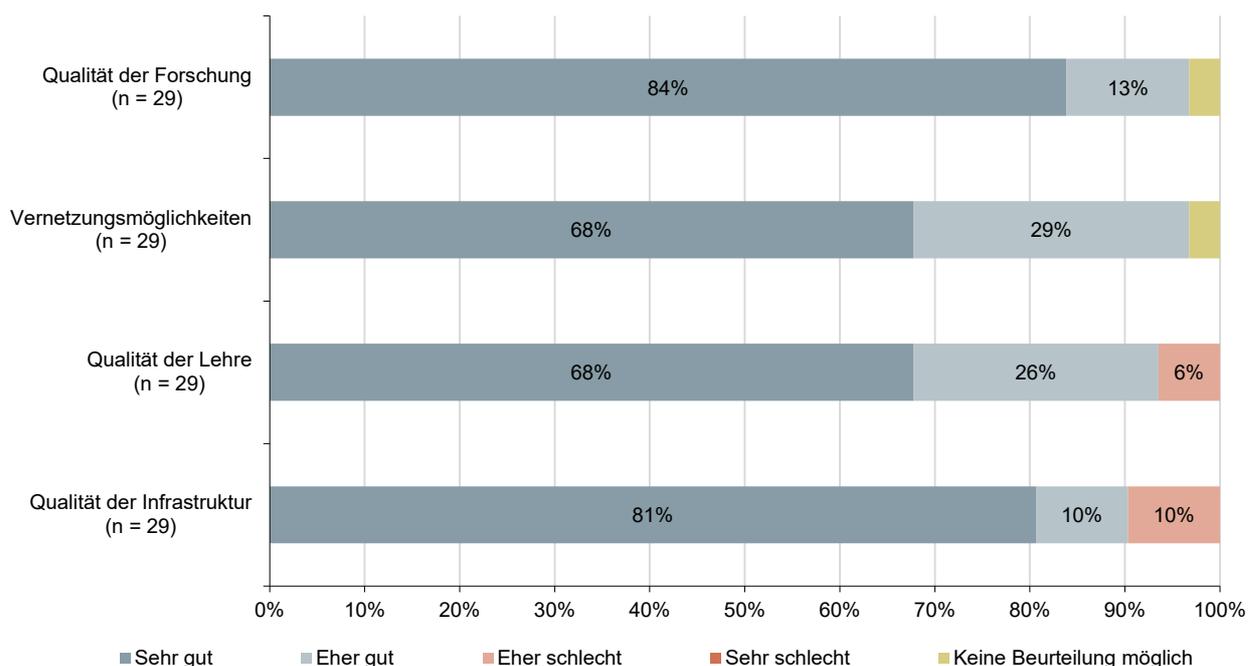


Legende: Antworten der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI auf die Frage, wie attraktiv das Angebot der Bundesstipendien für das EUI für heutige Studierende ist; n = 29.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI.

Betrachten wir die einzelnen Aspekte, die die Attraktivität beeinflussen, so erhalten wir ein klares Bild (vgl. Darstellung D 4.6). Jeweils über 90 Prozent der befragten (ehemaligen) Studierenden bewerten die Qualität der Lehre, die Qualität der Forschung, die Qualität der Infrastruktur und die Vernetzungsmöglichkeiten am EUI als sehr gut oder eher gut, wobei besonders die Qualität der Forschung und die Qualität der Infrastruktur als grösstenteils sehr gut bewertet werden (84%, respektive 81% sehr gut). Hier deckt sich die Beurteilung der (ehemaligen) Studierenden mit jenen aus den Interviews.

D 4.6: Beurteilung des Angebots am EUI



Legende: Beurteilung verschiedener Kriterien des Angebots am EUI durch (ehemalige) Studierende am EUI zur Zeit, als die Befragten das EUI besuchten; Qualität der Infrastruktur meint die Infrastruktur auf dem Campus, wie die Forschungs- und Studienräumlichkeiten.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Studierenden am EUI.

Die Antworten der befragten (ehemaligen) Studierenden auf die offene Frage zur Attraktivität des EUI fallen dementsprechend auch sehr positiv aus. Das EUI wird als eine der besten Institutionen in Europa genannt, um ein Doktorat in den vertretenden Disziplinen (Wirtschaft, Recht, Politik, Geschichte) zu erwerben. Hervorgehoben werden ebenfalls die besonderen Möglichkeiten zum Austausch mit anderen Doktoranden/-innen aus ganz Europa.

! Motivation

Um die Attraktivität des EUI bei den (ehemaligen) Studierenden in einen Kontext zu setzen, haben wir in der Online-Befragung die hauptsächliche Motivation für ein Studium am EUI abgefragt. 74 Prozent der befragten (ehemaligen) Studierenden (n = 31) geben an, dass sie sich erhoffen, ihre wissenschaftlichen Kompetenzen zu verbessern. 71 Prozent hoffen, dass der Abschluss am EUI ein Sprungbrett für die berufliche Karriere ist, 68 Prozent geben Wissenserwerb als hauptsächliche Motivation an. 45 Prozent geben ein Interesse an Europa/der europäischen Union als Grund an, 42 Prozent die Erhöhung der Wettbewerbsfähigkeit auf dem Arbeitsmarkt, 39 Prozent die Erweiterung des eigenen

Netzwerks und 35 Prozent, den Abschluss am EUI als wichtige Referenz im Lebenslauf zu haben.

I Alternativen zum Angebot

Rund 60 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen (n = 30) haben angegeben, dass sie sich zeitgleich zur Bewerbung am EUI noch für mindestens einen anderen Studienort beworben haben. Die Studienorte variieren dabei stark, in fast allen Fällen war die Bewerbung für ein PhD-Programm. Dabei besteht das grösste Interesse an Hochschulen in Europa (z.B. Stockholm University, CEU, Science Po, IBEI, Tübingen), vor allem an Hochschulen in Grossbritannien (z.B. UCL, Oxford, Warwick). Einige wenige Befragte haben sich für einen PhD an Schweizer Universitäten beworben und ebenfalls wenige Befragte für einen PhD an einer Universität in den USA (z.B. Harvard, Cambridge, MIT, NYU). Mehr als zweimal wurden lediglich das Graduate Institute in Genf und die London School of Economics genannt (vier, respektive fünf Nennungen). Zwei Personen haben sich zusätzlich zum EUI am CdE in Brügge beworben.

I Wirkung auf individueller Ebene (Nutzen für Absolventen/-innen)

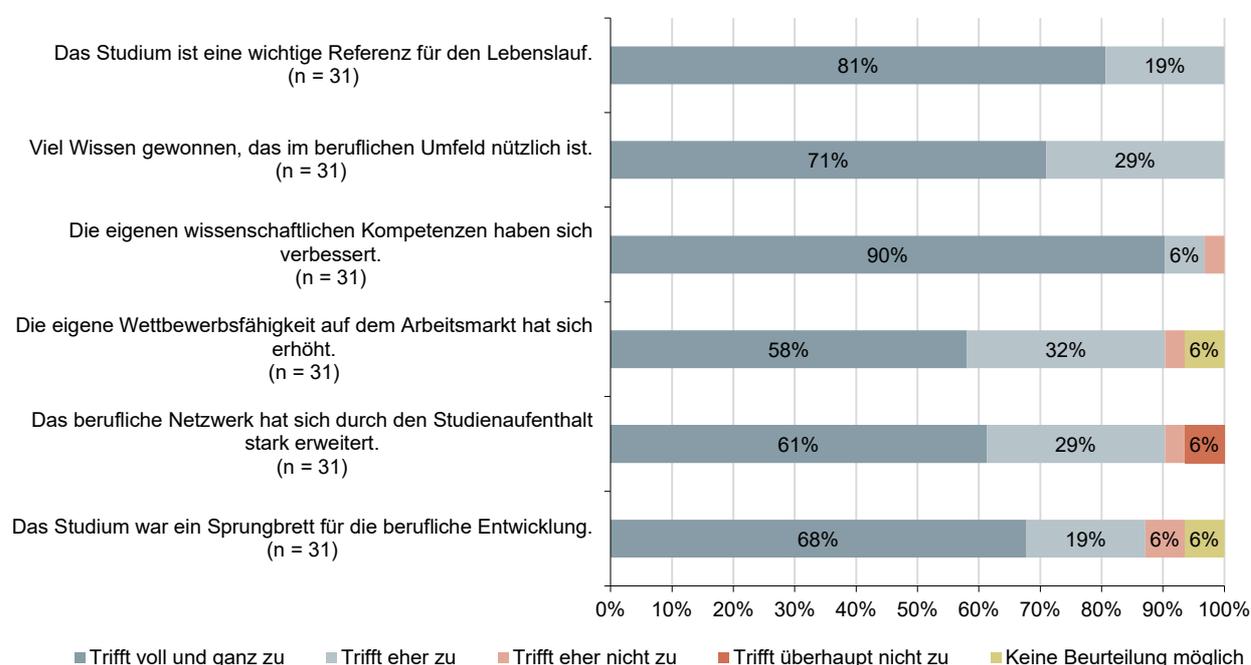
Die Interviews haben zu folgenden Befunden geführt:

- *Stipendien als Türöffner für die akademische Karriere:* Das EUI wird von den Interviewpartnern/-innen als Ort der *intensiven Sozialisierung* in die akademische Welt bezeichnet. Eine interviewte Person bezeichnete das EUI als «akademischen Durchlauferhitzer, der aus Studierenden selbständige Forschende mache». Absolventen/-innen vom EUI würden einen wertvollen Eintrag im CV erhalten, der sie deutlich von Doktoranden/-innen anderer Universitäten abheben. Einige der interviewten Personen haben selbst ein Doktorat am EUI absolviert und beschreiben die Ausbildung als entscheidender Türöffner für ihre weitere akademische Karriere. So haben einige der Interviewten am EUI ihren wissenschaftlichen Mentor oder ihre wissenschaftliche Mentorin gefunden, die sie in der akademischen Karriere entscheidend weitergebracht hat.
- *Stipendien erlauben Aufbau von Netzwerken:* Deutlich hervorgehoben wird auch das *internationale Netzwerk*, das am EUI auf persönlicher Ebene erworben wird. Das Zusammenleben der Forscher/-innen auf dem Campus und die enge Zusammenarbeit sowie intensive Betreuung durch die Professoren/-innen machen laut Interviewpartner/-innen dieses Netzwerk besonders nachhaltig.
- *Erwerb europaspezifischen Knowhows nicht bedeutsam:* Als weniger bedeutsam wird der Erwerb europaspezifischen Knowhows bezeichnet. Dies dürfte damit zusammenhängen, dass die Personen mit Aussicht auf eine Karriere in der Praxis kaum beim EUI landen dürften. Auch seien die Forschungsthemen am EUI nicht notwendigerweise mit der EU verknüpft. Viele Forschungsinhalte seien überhaupt nicht mit EU-Themen verbunden. Wenn die Absolventen/-innen nicht in der Forschung bleiben würden, so bietet die internationale Ausrichtung des EUI laut einer interviewten Person dennoch auch gute Möglichkeiten einer Karriere in den Europäischen Institutionen, wie der Kommission. Diese Aussage bezog sich jedoch vor allem auf Absolventen/-innen aus Mitgliedsstaaten der Europäischen Union. Die Möglichkeit sieht die Person dennoch ebenfalls bei Schweizer Absolventen/-innen.
- *Stipendiaten/-innen bleiben in der Schweiz:* Laut den interviewten Personen kommen die allermeisten Absolventen/-innen nach ihrem Doktorat am EUI zurück in die Schweiz. Bei der *Rückkehr ins Schweizer Bildungssystem* kann sich der Aufenthalt am EUI punktuell auch als Nachteil erweisen. Es kann nach Aussagen der Interviewten schwierig werden, nach dem Studium am EUI in die Schweiz zurückzukehren, wenn sich die Absolventen/-innen keine Verbindungen zur Schweizer akademischen Welt aufrechterhalten haben. Insgesamt wird die internationale Ausrichtung des EUI aber

als grosser Vorteil und punktuell höchstens als Herausforderung, jedoch nicht als Problem betrachtet.

Vergleichen wir die Ergebnisse aus den Interviews mit jenen aus der Befragung, so sehen wir eine grosse Übereinstimmung, wie Darstellung D 4.7 zeigt. Die Ausbildung am EUI wird auch von den befragten ehemaligen Studierenden am EUI sehr positiv wahrgenommen. Sie stimmen den Aussagen, dass das am EUI gewonnene Wissen im beruflichen Umfeld nützlich ist und dass das Studium eine wichtige Referenz im Lebenslauf darstellt, vollständig zu. Ebenfalls stimmen 88 Prozent oder mehr den Aussagen voll und ganz oder eher zu, dass das Studium ein Sprungbrett für die berufliche Entwicklung darstellt, dass sich die eigene Wettbewerbsfähigkeit auf dem Arbeitsmarkt erhöht und dass sich das berufliche Netzwerk durch den Studienaufenthalt stark erweitert hat.

D 4.7: Beurteilung des individuellen Nutzens der Ausbildung am EUI



Legende: Beurteilung verschiedener Aussagen zum individuellen Nutzen der Ausbildung am EUI durch ehemalige Studierende am EUI.

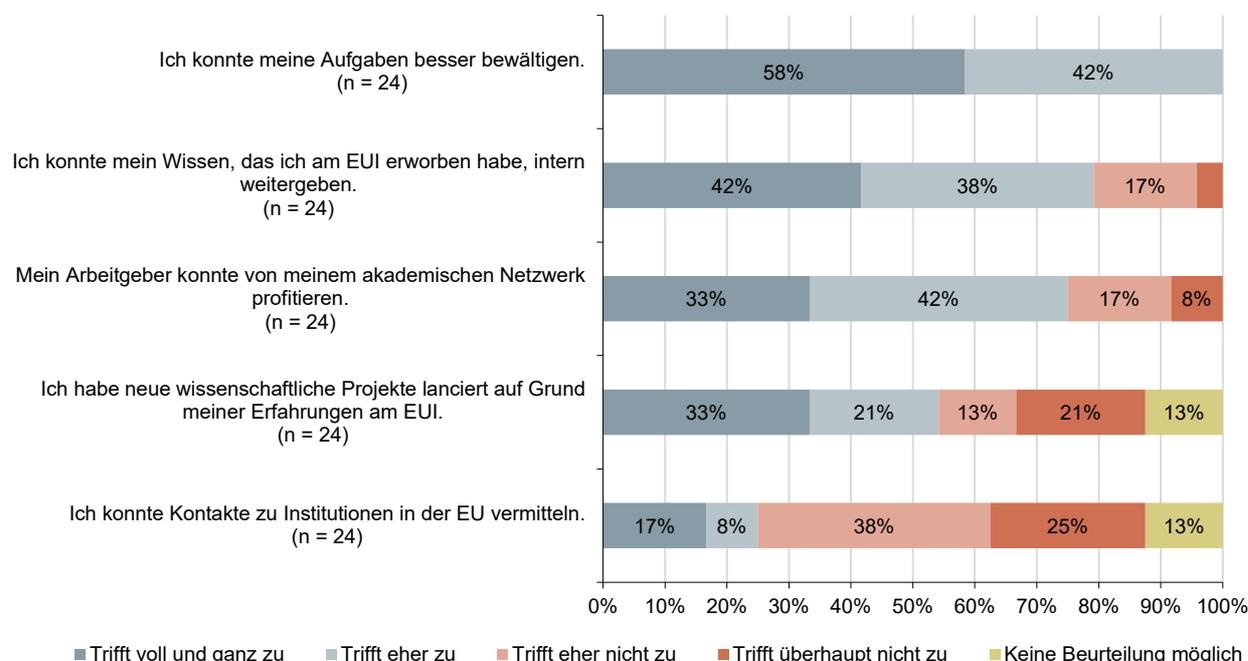
Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei ehemaligen Studierenden am EUI.

In den Kommentaren der Online-Befragung geben die ehemaligen Studierenden an, dass die Zeit am EUI neben ihrer akademischen Ausbildung auch ihre persönliche Entwicklung stark stimuliert habe. Betont wird auch mehrfach die kulturelle Bereicherung durch den als «einzigartig» bezeichneten internationalen Mix an Forschern/-innen am EUI. Ebenfalls wird die kulturelle Bereicherung durch den Austausch in einem anderen Land erwähnt.

I Wirkung auf institutioneller Ebene (Nutzen für den Arbeitgeber)

In der Online-Befragung haben wir eine Reihe von potenziellen Wirkungen abgefragt, die den Arbeitsstellen der ehemaligen Studierenden am EUI zugutekommen könnten. Die folgende Darstellung D 4.8 gibt Aufschluss darüber.

D 4.8: Beurteilung des Nutzens des Abschlusses am EUI bei der heutigen Arbeitsstelle



Legende: Beurteilung verschiedener Aussagen zum Nutzen des Abschlusses am EUI bei der heutigen Arbeitsstelle durch ehemalige Studierende am EUI.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei ehemaligen Studierenden am EUI.

Es zeigt sich, dass die Hauptwirkung über die erworbenen Kompetenzen eintreten: Alle befragten ehemaligen Studierenden geben an, dass sie über mehr Wissen verfügen würden, um ihre Arbeiten bewältigen zu können. Etwa gleich bedeutsam ist die Weitergabe von Wissen innerhalb der Institution oder der Nutzen aus dem Netzwerk, das sich die ehemaligen Studierenden am EUI aufgebaut haben. Weit weniger oft wurden in Folge des Studiums neue Projekte lanciert. Neue Kontakte wurden selten vermittelt.

4.5 Bewertung des Impacts

Die Stipendien werden in einem breiten politischen Kontext vergeben. Wir haben in diesem Zusammenhang folgende Fragen untersucht:

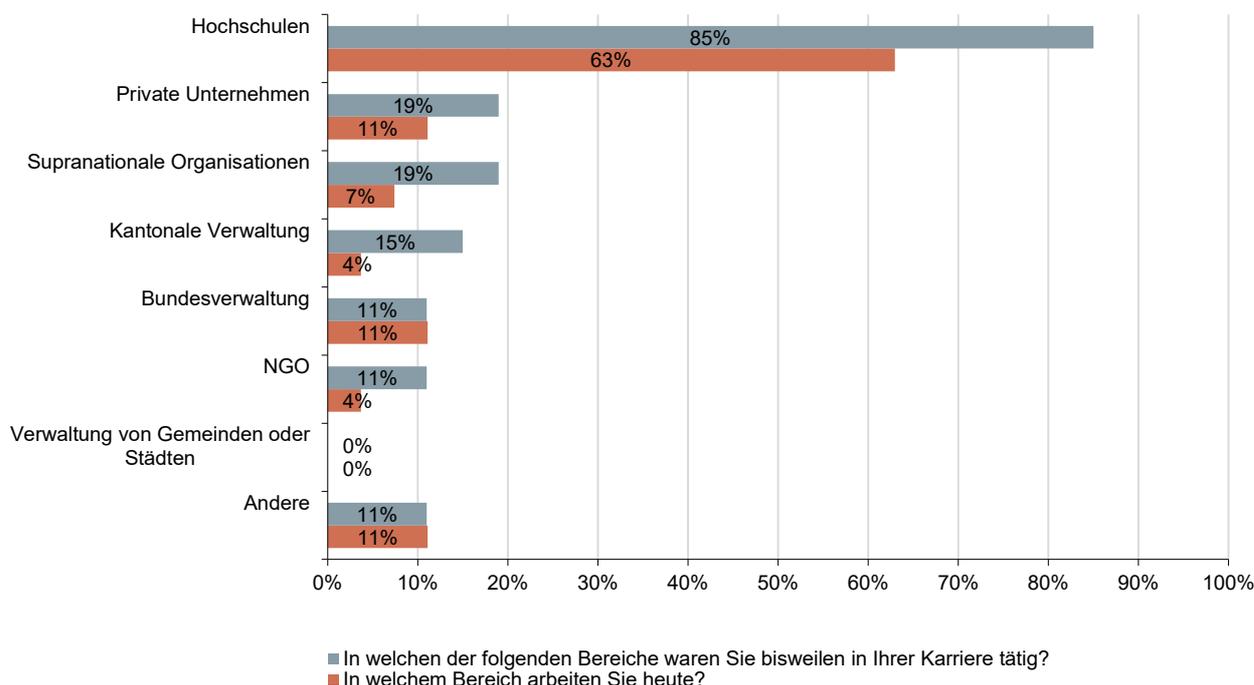
- *Inwiefern beeinflusste der Abschluss am CdE den Karriereverlauf/den Berufswahlentscheid der ehemaligen Stipendiaten/-innen?*
- *Welchen Nutzen haben die Stipendien für Schweizer Hochschulen, die Verwaltung und die Wirtschaft?*
- *Inwiefern helfen die Stipendien zur Erreichung der an die Stipendien gekoppelten Ziele des SBFI?*

I Karriereverläufe der ehemaligen Stipendiaten/-innen und Nutzen für Schweizer Hochschulen, die Verwaltung und die Wirtschaft

Die Absolventen/-innen des EUI sind laut Angabe mehrerer interviewter Professoren/-innen ein wichtiger Pool für Postdocs und vielversprechende Nachwuchsforscher/-innen für Schweizer Universitäten. Die Absolventen/-innen am EUI würden nicht nur ihr Fachwissen, sondern auch ihr Network zurück an Schweizer Universitäten bringen. Die Interviewten vermuten, dass zwischen 50 und 75 Prozent der EUI-Absolventen/-innen eine akademische Karriere einschlagen. Der Rest absolviere eine Karriere in Verwaltung, zivilgesellschaftlichen Organisationen und der Privatwirtschaft.

Diese Einschätzung wird durch die Resultate der Online-Befragung bestätigt, wie Darstellung D 4.9 zeigt. Von den befragten ehemaligen Stipendiaten/-innen geben rund 63 Prozent an, dass sie heute im Hochschulbereich arbeiten (n = 27). Dagegen sind heute nur zwischen jeweils 4 und 11 Prozent der Befragten in privaten Unternehmen, in der kantonalen Verwaltung oder der Bundesverwaltung, bei supranationalen Organisationen oder im NGO-Bereich aktiv. Insgesamt geben 85 Prozent der ehemaligen Stipendiaten/-innen an, dass sie im Verlauf ihrer Karriere zumindest einmal im Hochschulbereich beruflich aktiv waren. Auch dieser Wert ist bei den anderen Bereichen markant tiefer: Nur 19 Prozent der Befragten waren im Verlauf ihrer Karriere in privaten Unternehmen oder bei supranationalen Organisationen tätig, noch weniger in kantonalen Verwaltungen (15%), NGOs (11%) oder der Bundesverwaltung (11%).

D 4.9: Karriereverläufe der ehemaligen Stipendiaten/-innen am EUI



Legende: Antworten der ehemaligen Stipendiaten/-innen am EUI auf die Frage, in welchem/welchen Bereich/-en sie bisweilen in ihrer Karriere tätig waren und in welchem/welchen Bereich/-en sie heute arbeiten; n = 27.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei ehemaligen Stipendiaten/-innen am EUI.

Die meisten befragten ehemaligen Stipendiaten/-innen starteten ihre Karrieren im Hochschulsektor, Wechsel aus der Privatwirtschaft in den Hochschulbereich sind selten. Umgekehrt sind Wechsel aus dem Hochschulsektor in private Unternehmen wahrscheinlicher, aber ebenfalls nicht sehr häufig.

In der Online-Befragung haben wir die ehemaligen Stipendiaten/-innen am EUI ausserdem gefragt, in welchem Umfang sie sich an ihrem heutigen Arbeitsplatz mit europaspezifischen Themen (Beziehungen Schweiz-EU, EFTA, Europarat usw.) befassen. Dies ist bei rund der Hälfte der Befragten der Fall: 23 Prozent geben an, dass sie sich in sehr grossem Umfang mit europaspezifischen Themen befassen, 20 Prozent in eher grossem Umfang (n = 30). Meist handelt es sich dabei um Personen, die nicht mehr im akademischen Bereich arbeiten. Bei Personen, die im akademischen Umfeld arbeiten, ergibt sich der Bezug zu den Europa-Themen über das Recht oder über Forschungen zu Fragen der Europäischen Integration.

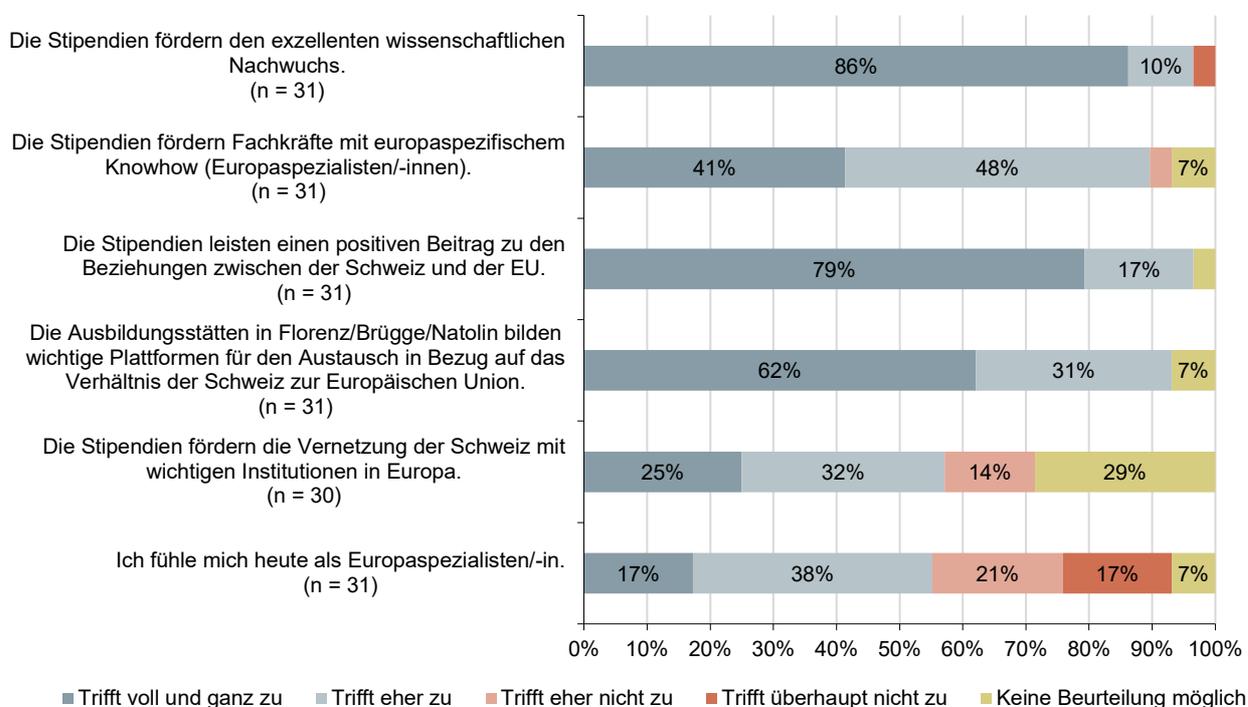
Wirkungen bezogen auf die Ziele des SBFI

Wie in Kapitel 2 vorgestellt, verfolgt das SBFI mit den Bundesstipendien drei Ziele:

- Förderung des exzellenten Wissenschaftlichen Nachwuchses (Innovation, Kreativität)
- Partizipation an den Plattformen für die Auseinandersetzung mit den Herausforderungen der europäischen Integration. Durch die Stipendien soll der Bedarf an Fachkräften mit europaspezifischem Knowhow (Europaspezialisten/-innen) befriedigt werden.
- Leisten eines positiven Beitrags zu den Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union. Dabei sollen Kontakte und Netzwerke mit den EU/EFTA-Staaten gestärkt werden.

Bei der Online-Befragung wollten wir wissen, wie die (ehemaligen) Stipendiaten/-innen die Zielerreichung durch die Stipendien beurteilen. Angaben dazu finden sich in der folgenden Darstellung D 4.10.

D 4.10: Angaben der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI in Zusammenhang mit den Zielen des SBFI



Legende: Beurteilung verschiedener Aussagen im Zusammenhang mit den Zielen des SBFI durch (ehemalige) Stipendiaten/-innen am EUI.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am EUI.

Es zeigt sich, dass die allermeisten befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen glauben, dass die Stipendien einen positiven Beitrag zu den Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU leisten. Ebenfalls glauben über 90 Prozent der Befragten, dass die Ausbildungsstätten in Florenz, Brügge und Natolin eine wichtige Plattform für den Austausch in Bezug auf das Verhältnis der Schweiz zur EU bilden. Die Stipendien am EUI fördern nach Angaben der Befragten den exzellenten wissenschaftlichen Nachwuchs und Fachkräfte mit europaspezifischem Knowhow.

Trotz dieser positiven Bewertungen der Wirkung der Stipendien, sieht sich nur knapp die Hälfte der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen voll und ganz oder eher als Eurospaspezialisten/-in. Auch glauben nur etwas mehr als die Hälfte, dass die Stipendien die Vernetzung der Schweiz mit wichtigen Institutionen in Europa fördern. Dies bestätigen auch die Interviewpartner/-innen am EUI. Die Dissertationsthemen der Doktoranden/-innen in verschiedenen Fachbereichen und Disziplinen betreffen nicht zwingend EU-Fragestellungen.

I Subjektive Gesamtbeurteilung durch die (ehemaligen) Studierenden

Wir haben die (ehemaligen) Studierenden zum Abschluss der Online-Befragung gebeten, Stichworte anzugeben, die aus ihrer Sicht ihre Zeit am EUI am besten charakterisieren. Die Antworten sind in der folgenden Darstellung D 4.11 ersichtlich.

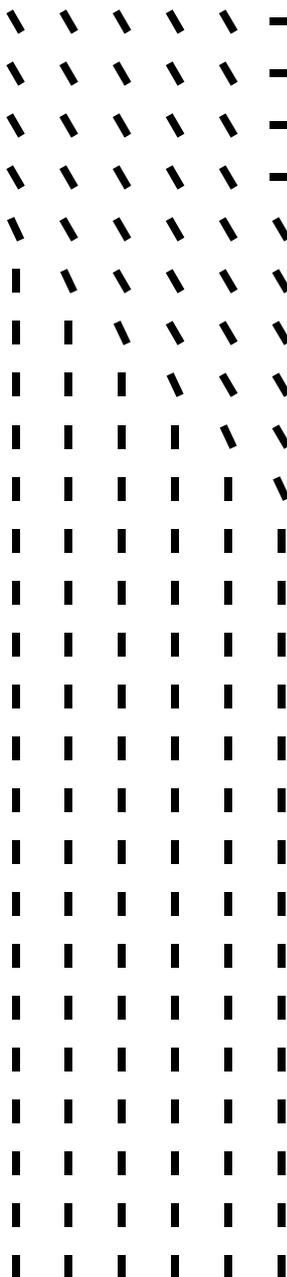
D 4.11: Subjektive Gesamtbeurteilung der Stipendien mittels einer Wortwolke durch (ehemalige) Studierende am EUI



Legende: Antworten der (ehemaligen) Studierenden am EUI auf die Frage nach drei Wörtern, die die Zeit am EUI am besten charakterisieren; n = 23.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Studierenden am EUI.

Besonders scheinen für die (ehemaligen) Studierenden das internationale Umfeld sowie das Netzwerk am EUI zu sein. Ebenfalls betont werden die Gelegenheit zur Horizontenerweiterung und die Diversität am EUI. Das Studium scheint bereichernd und inspirierend zu sein. Qualität, Exzellenz, Freundschaften, Herausforderung und intellektuell sind weitere oft genannte Wörter. Damit bestätigt sich unser Eindruck vom EUI als herausragende, fordernde und intellektuell stimulierende Forschungsinstitut in einem internationalen und diversen Umfeld.



5. Ergebnisse der Evaluierung der Stipendien am Collège d'Eu- rope

**In diesem Kapitel stellen wir
nacheinander die Evaluations-
ergebnisse zu Konzeption, Vollzug,
Output und Wirkung (Outcome und
Impact) der Stipendien für das CdE
vor.**

5.1 Bewertung des Konzepts

Bei der Bewertung des Konzepts der Stipendien am CdE galt es, folgende Fragen zu beantworten:

- *Wurde mit der Wahl des CdE das richtige Hochschulinstitut für das Stipendium gewählt?*
- *Wie ist die Höhe des Stipendiums und die Dauer des Stipendiums zu beurteilen?*
- *Wie ist die Anzahl der Stipendien zu beurteilen, die pro Jahr vergeben werden können?*
- *Wie sind die Möglichkeiten der Gouvernanz zu bewerten?*

I Wahl des CdE als Hochschulinstitut

Das CdE ist laut den interviewten Experten/-innen bekannt für seine hochwertigen, praxisnahen Programme für Studienabgänger/-innen sowie als Sprungbrett und Kaderschmiede für zukünftige Führungskräfte (anerkannt sowohl in europäischen und nationalen Institutionen als auch in der Privatwirtschaft). Die Wahl des CdE für die Vergabe der Stipendien wird von den interviewten Experten/-innen als alternativlos dargestellt.

Gestützt wird dieser Befund durch die Resultate aus der Online-Befragung. 94 Prozent der Befragten, die am CdE studiert haben oder studieren, stimmen der Aussage, dass das Studium am CdE europaweit einzigartig ist, voll und ganz oder eher zu, (n = 52). Weiter finden 99 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE voll und ganz oder eher, dass die Bundesstipendien am CdE weiterhin angeboten werden müssen (n = 76). 80 Prozent geben ausserdem an, dass sie ohne das Bundesstipendium die Ausbildung an den jeweiligen Instituten nicht angetreten hätten (n = 101).

I Höhe der Stipendien

Anders als beim EUI wird die Höhe der Stipendien am CdE sowohl von den Experten/-innen als auch von den (ehemaligen) Stipendiaten/-innen in der Online-Befragung am CdE grösstenteils als angemessen beurteilt. 93 Prozent der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE an, dass sie den Betrag für eher oder voll und ganz angemessen einschätzen (n = 74). Dabei wird jedoch sowohl von den interviewten Experten/-innen als auch von den (ehemaligen) Stipendiaten/-innen in der Online-Befragung eingeräumt, dass das Studium auch mit Stipendium ohne eigene Zuzahlungen nicht finanzierbar sei. Kosten für die Krankenkasse (in der Schweiz), Ausgaben für Studienreisen, Kursmaterialien oder Essenskosten am Sonntag werden nicht vom Stipendium gedeckt.

Im Unterschied zu den Kosten am EUI ist bei den Kosten die Dauer des Studiums entscheidend: Der Rückgriff auf eigene Mittel für eine einjährige Ausbildung ist eher möglich als bei einem vierjährigen Studium. Negativ angemerkt wird in der Online-Befragung vereinzelt, dass bei der Höhe der Stipendien nicht auf die finanziellen Verhältnisse der angehenden Stipendiaten/-innen Rücksicht genommen wird.

I Dauer der Finanzierung

Die Dauer der Finanzierung wird von 100 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE (n = 72) als eher oder voll und ganz angemessen bezeichnet. Da das Studium ohnehin nur ein Jahr dauert, ist dieses Ergebnis nicht überraschend.

I Anzahl der Stipendien

Wie auch beim EUI geben die interviewten Experten/-innen an, dass die Anzahl der Stipendien eher tief liege. Das Erreichen der formulierten Ziele des Bundes durch die Stipendien wird in Anbetracht der Anzahl unterstützter Personen als nicht realistisch beurteilt. Wie bereits beim EUI merkt eine interviewte Person an, dass die Anzahl der Stipendien im Vergleich zum Aufwand zur Selektion zu gering ausfalle (Kosten-Nutzen-Verhältnis).

I Möglichkeiten des SBFI im Bereich der Gouvernanz

Die Schweiz hat wie jeder Staat, welcher am CdE jährliche Institutsbeiträge zahlt, das Recht auf einen Sitz im Verwaltungsrat. Gemäss unserer Interviewpartner/-innen ist die gute Zusammenarbeit mit dem SBFI und die hohe Qualität der Schweizer Kandidaten/-innen sehr geschätzt. Aus unserer Sicht wäre es deshalb angebracht, das Anliegen auf einer Erhöhung der Schweizer Stipendien mit dem CdE strategisch anzugehen.

5.2 Bewertung des Vollzugs

Bei der Bewertung des Vollzugs standen vor allem das Selektionsverfahren und die Kommunikation im Zentrum der Betrachtung. Es galt, folgende Fragen zu beantworten:

- *Inwiefern sind der Selektions- und Vergabeprozess des SBFI und jener des CdE zweckmässig?*
- *Erreichen die Kommunikationsmassnahmen die für die Stipendien relevanten Zielgruppen?*
- *Inwieweit ist die Kommunikation des SBFI und der CH-Hochschulen bezüglich der Stipendienangebote angemessen (Informationskanäle usw.)?*

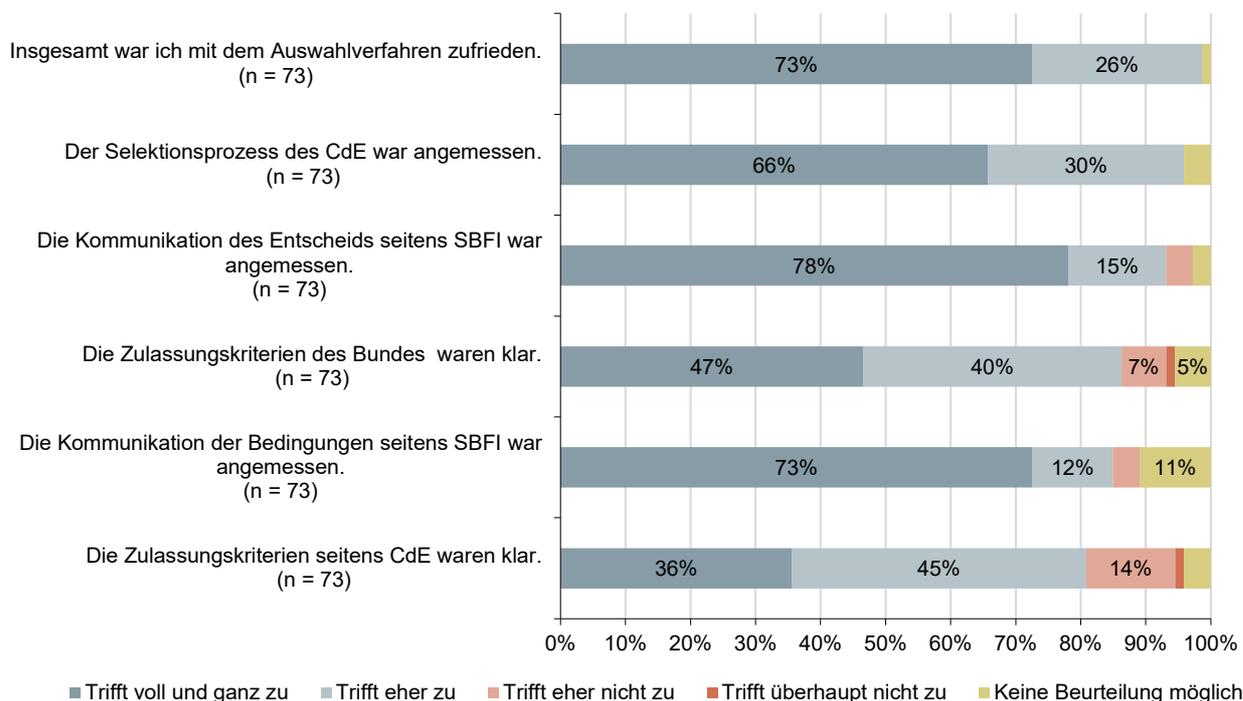
I Selektions- und Vergabeverfahren

Von den interviewten Experten/-innen wurden das Verfahren und die Kriterien zur Aufnahme von Stipendiaten/-innen am CdE grösstenteils als positiv beurteilt. Einschränkend gilt es festzuhalten, dass die meisten interviewten Experten/-innen das Selektions- und Vergabeverfahren kaum kannten oder nur aus der eigenen, länger zurückliegenden Erfahrung. Dennoch sind die wichtigsten Ergebnisse hier festgehalten:

- *Zum vom SBFI durchgeführte Auswahlverfahren für Bewerber/-innen für ein Stipendium am CdE wurden in den Interviews keine kritischen Voten geäussert.*
- *Die ZielgruppENZulassungskriterien des Bundes für die Stipendienvergabe sind zwar restriktiver als diejenigen des CdE (Masterabschluss als conditio sine qua non für Bewerber/-innen für ein Stipendium), wurden aber von der Mehrheit der interviewten Experten/-innen als angemessen erachtet. Die zusätzlichen Zulassungskriterien, wie hervorragende akademische Qualifikationen, eine hohe Motivation, Interesse an der europäischen Politik und gute Französisch- und Englischkenntnisse, wird von der Mehrheit der Interviewten als angemessen bewertet.*

Auch von den befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE wird der Selektions- und Vergabeprozess grossmehrheitlich positiv bewertet (vgl. Darstellung D 5.1). Bei allen abgefragten Aspekten geben mindestens 81 Prozent der Befragten (n = 73) eher oder vollständig positive Antworten. Allerdings muss an dieser Stelle festgehalten werden, dass nur Personen befragt wurden, die ein Stipendium zugesprochen erhalten haben. Mutmasslich haben diese Personen ein positiv verzerrtes Bild auf das Verfahren.

D 5.1: Beurteilung des Selektions- und Vergabeprozesses am CdE



Legende: Beurteilung verschiedener Aussagen zum Selektions- und Vergabeprozess durch (ehemalige) Stipendiaten/-innen am CdE; Zulassungskriterien des Bundes wie Qualifikationen, Sprachkenntnisse, Masterabschluss, sonstige Anforderungen; Bedingungen seitens SBFI wie Höhe des Stipendiums, Auszahlungskonditionen, Verzicht auf komplementäre Bezüge, Rückzahlungskonditionen bei vorzeitiger Beendigung.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE.

In den Kommentaren der Online-Befragung wird das Auswahlverfahren ebenfalls grossmehrheitlich positiv erwähnt. Mehrfach wird jedoch als negativer Punkt genannt, dass die Kriterien für die Zuweisung zum einen oder anderen Studienfach am CdE nicht klar ersichtlich seien. In mehreren Fällen geben die befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen an, dass sie sich für ein Studienprogramm interessiert hätten und ohne Begründung einem anderen zugeteilt worden seien. Unklarheit herrsche auch in der Vorbereitung auf das Selektionsinterview in Bern. Mehrere befragte (ehemalige) Stipendiaten/-innen geben an, dass sie nicht gewusst hätten, wie sie sich für das Interview vorbereiten sollten, respektive was genau beim Gespräch getestet werde. Es habe im Vorfeld keine Angaben dazu gegeben, welche spezifischen Kenntnisse der EU, ihren Institutionen und ihrem Recht am Auswahlgespräch entscheidend seien. Die wenig konkreten Vorgaben haben es gemäss befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen schwierig gemacht, sich auf das Interview vorzubereiten.

Kommunikation des Bundesstipendiums

Die Kommunikation des Angebots der Bundesstipendien für das CdE in Brügge und Nantolin wird von der Mehrheit der befragten Experten/-innen und den befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen kritisch beurteilt. Gemäss den befragten Experten/-innen müsste die Kommunikation gezielter und über diverse Kommunikationsmittel und -kanäle erfolgen. Die Online-Kurzbefragung bei den IRO und Studienkoordinatoren/-innen ergab ebenfalls Verbesserungspotenziale bei der Kommunikation des Stipendienangebots und auch die befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen führten in den Kommentaren der Online-Befragung diverse Punkte zur Verbesserung der Kommunikation auf.

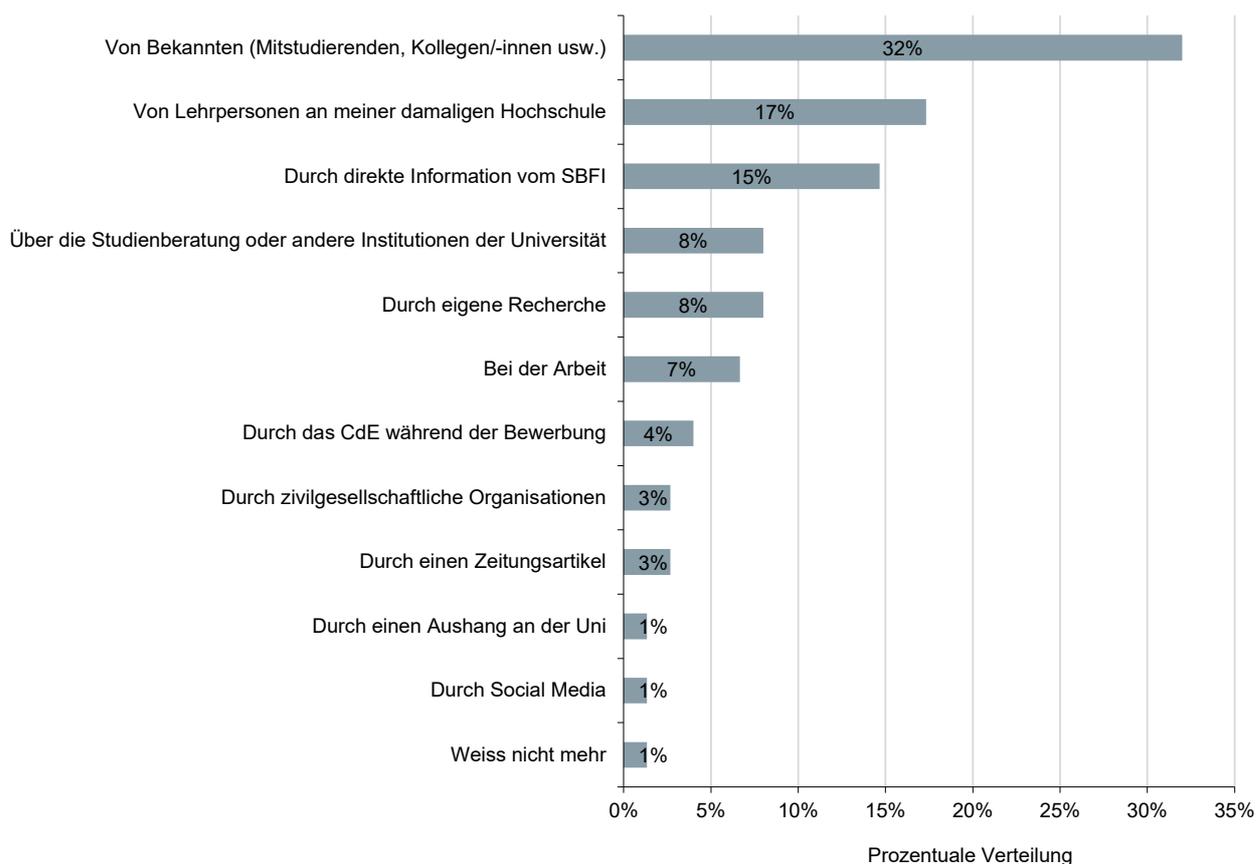
Betrachten wir die Rückmeldungen zur Kommunikation aus den verschiedenen Erhebungen im Detail, so lassen sich folgende Aspekte unterscheiden:

- *Werbung über IRO wenig effektiv:* Die Werbung für das Angebot durch die IRO und die Studienkoordinatoren/-innen wird ähnlich zum EUI als nicht effektiv erachtet, da diese nach Meinung der Interviewten zu weit von den Studierenden entfernt sind.
- *Einbindung von Alumni-Organisationen ist wichtig:* Den Interviewpartnern/-innen in Natolin und Brügge zufolge sind in kleinen Ländern die Alumni-Organisationen nach wie vor einer der besten Kanäle, um das Angebot bekannt zu machen. In den Interviews mit Alumni in der Schweiz haben wir die Bereitschaft gespürt, Erfahrungen an potenzielle Kandidaten/-innen aktiv weitergeben zu wollen. Die erwähnten Alumni wären bereit, als Botschafter zu fungieren und von ihren Erfahrungen zu berichten. Dazu bieten sich Online-Infoveranstaltungen, wie Webinare, oder Veranstaltungen an den Universitäten an.
- *Individuelle Kommunikationsanstrengungen zur Erhöhung der Nachfrage für Natolin:* Die Verantwortlichen in Natolin weisen darauf hin, dass gegen die stagnierende Nachfrage gemeinsame Ziele in Abstimmung mit dem SBFI erarbeitet werden könnten, damit sich mehr Bewerber/-innen aus der Schweiz für ein Studium in Warschau entscheiden (vgl. auch Abschnitt 5.3).
- *Direkte Werbung bei Studierenden:* Mehrere Interviewte weisen auch auf die Möglichkeit hin, das Stipendienangebot des SBFI im Rahmen von MA- oder Postgraduate-Studenten und Veranstaltungen aktiv zu bewerben. Das CdE weist zudem darauf hin, dass sie eher Bewerbungen von Studierenden aus grösseren Universitäten wie Zürich und Genf erhalten würden. Es lohne sich jedoch, auch kleinere Universitäten anzusprechen, damit eine vielfältigere Spanne an Studierenden vertreten wäre.
- *Vermehrter Einsatz von Social-Media-Kampagnen:* Hinsichtlich der Förderung in der Arbeitswelt sehen mehrere Interviewte Verbesserungspotenzial im gezielten Einsatz von Social-Media-Kampagnen. Damit könnten auch Zielgruppen erreicht werden, die bereits vor einigen Jahren ihr Studium abgeschlossen haben und durch gezielte Werbung an Instituten und Hochschulen nicht erreichbar sind. Weiter sollten Arbeitgeber nach Meinung der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen gezielt über das Angebot informiert werden, vor allem die Schweizer Ableger der *Big-Four-Beratungsfirmen*.
- *Stärkere Einbindung von Bundesstellen:* Gemäss den Befragten sollte das EDA als Arbeitgeber ein grosses Interesse haben an Absolventen/-innen des CdE. Das EDA spiele aber (bisher) keine aktive Rolle bei der Förderung von Stipendien. Das EDA arbeite bisher mit dem SBFI im Auswahlverfahren von Bewerbern/-innen zusammen, indem es eine Person aus dem Sekretariat für EU-Angelegenheiten ins Selektionskomitee entsende. Zusätzlich kann das EDA pro Jahr rund drei Personen an ein Intensivseminar von zwei bis drei Wochen am CdE entsenden. Einigen Befragten zufolge könnte das EDA eine aktivere Rolle bei der Förderung von Stipendien übernehmen. Entweder intern, indem es die Stipendien seinen eigenen Mitarbeitenden vorschläge, oder beispielsweise durch die Einbeziehung der Leitung der diplomatischen Vertretung der Schweiz in Brüssel. Von den befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE wird eine engere Verknüpfung der Stipendien mit anderen relevanten Stellen beim Bund, beispielsweise dem EDA oder dem SECO, auch explizit gewünscht. Weiter sollten Hochschulpraktikanten/-innen beim Bund gezielt über das Angebot informiert werden.
- *Berücksichtigung der Situation an Universitäten:* Eine Person thematisierte das Risiko möglicher Interessenkonflikte bei der Kommunikation des Stipendienangebots durch Professoren/-innen. Das Argument geht dahin, dass Professoren/-innen mehr daran interessiert seien, exzellente Studierende an ihren eigenen Institutionen zu halten, als diese ins Ausland zu schicken. Aus unserer Sicht ist dieses Risiko, zumindest was das

CdE betrifft, als eher gering einzustufen. Die Hauptzielgruppe des CdE sind Personen, die sich nach einem Hochschulabschluss oder einem Praktikum spezialisieren wollen und keine akademische Laufbahn vorsehen.

Wie beim EUI haben wir in der Online-Befragung auch beim CdE abgefragt, was die primäre Informationsquelle war, von der die (ehemaligen) Stipendiaten/-innen vom Stipendium erfahren haben (vgl. Darstellung D 5.2). Im Vergleich zum EUI sind die in der Online-Befragung angegebenen Informationsquellen für das Bundesstipendium diverser. Auffallend ist die hohe Peer-to-Peer Kommunikation: 32 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen beim CdE geben an, dass sie durch Bekannte auf das Angebot der Bundesstipendien aufmerksam gemacht worden seien. Das ist ein fast doppelt so hoher Prozentsatz wie beim EUI. Auch ist der Anteil der durch Lehrpersonen an der damaligen Hochschule aufmerksam gemachten Befragten mit 17 Prozent um einiges geringer als beim EUI (53%). Dennoch werden auch beim CdE bedeutend mehr Personen durch Lehrpersonen an der Hochschule auf das Angebot aufmerksam gemacht als durch die Studienberatung oder andere Institutionen der Universität. Rund ein Sechstel der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen hat durch direkte Information vom SBFI von den Stipendien am CdE erfahren.

D 5.2: Anteilmässige Verteilung der primären Informationsquelle fürs Bundesstipendium am CdE



Legende: Antworten der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE auf die Frage, wie sie vom Bundesstipendium erfahren haben; n = 75.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE.

5.3 Bewertung des Outputs

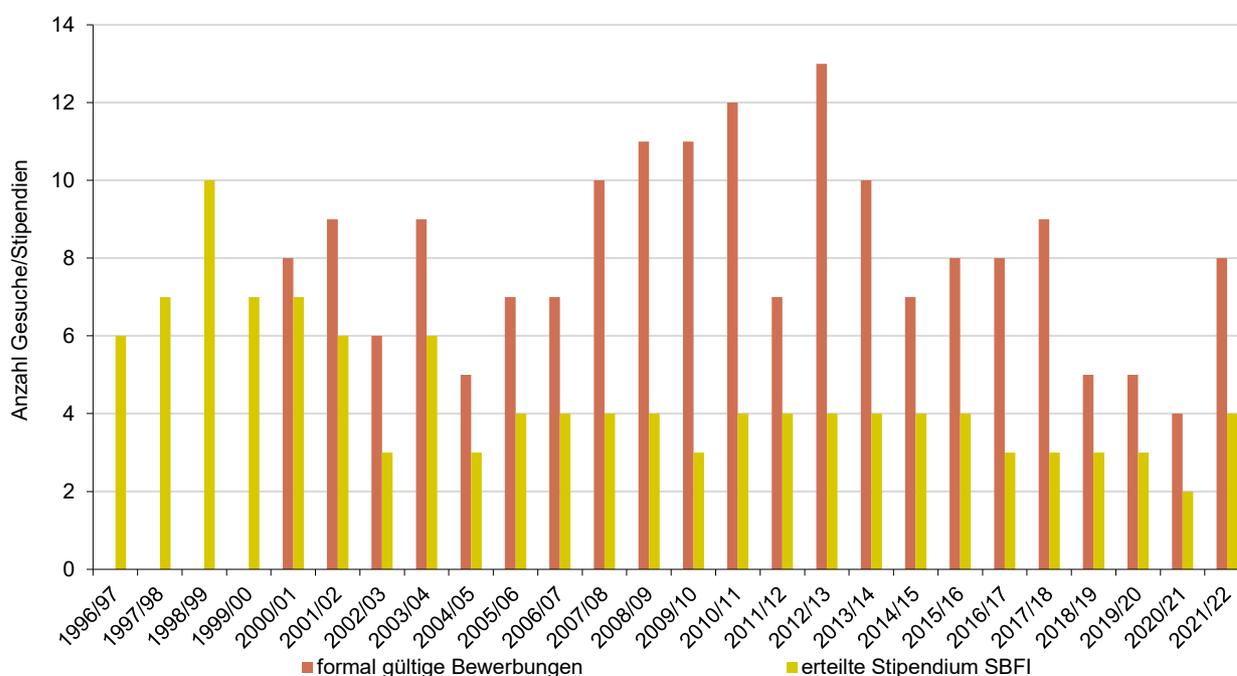
Bei der Beurteilung der Outputs standen zwei Fragen im Zentrum der Betrachtung:

- *Wie präsentiert sich die Verteilung der Stipendien über die Zeit? Gibt es wichtige Veränderungen?*
- *Wie ist das Verhältnis zwischen Gesucheingang, vergebener Stipendien und Rückzüge/Abbrüche?*

I Entwicklung der Stipendien

Seit dem Jahr 1974 vergibt das SBFI Stipendien für Studien am CdE in Brügge und seit 1992 in Natolin. Daten sind allerdings erst ab dem Jahrgang 1996/97 verfügbar. Die genaue Anzahl der Gesuche ist nicht bekannt. In der folgenden Darstellung D 5.3 sind die Anzahl formell gültiger Gesuche und die Anzahl der erteilten Stipendien pro akademisches Jahr abgebildet.

D 5.3: Entwicklung Gesuchengang und Stipendien für das CdE in Brügge und Natolin



Legende: Für die gesamte Anzahl der Gesuche sind keine Daten verfügbar. Für die formal gültigen Bewerbungen bis und mit 1999 sind keine Daten verfügbar, zudem ist die Anzahl für 2004/05 gemäss Angaben des SBFI unsicher. Im Jahr 1998/99 vergab das SBFI maximal zehn Stipendien und minimal zwei im Jahr 2020/21.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf Daten des SBFI.

In der Vergangenheit waren es zwei Stipendien, die der Bund für ein Studium am CdE vergeben konnte. Gemäss Bundesratsbeschluss¹⁹ kann das SBFI seit 1990 bis zu vier Stipendien vergeben. Laut den zur Verfügung gestellten Daten wurden jedoch von 1996/97 bis und mit 2003/04 (mit Ausnahme vom Jahr 2002/03) sechs bis sieben Stipendien (mit einem Maximum von zehn Stipendien im Jahr 1998/99) vergeben. Ab 2005/2006 bis 2015/16 stabilisiert sich die Anzahl erteilter Stipendien wieder auf vier. Die einzelnen akademischen Jahre, in denen die vorgesehene Anzahl nicht erreicht wurde, sind 2002/03,

¹⁹ Bundesratsbeschluss vom 27. Juni 1990 über das Europakolleg in Brügge und das Europäische Hochschulinstitut in Florenz.

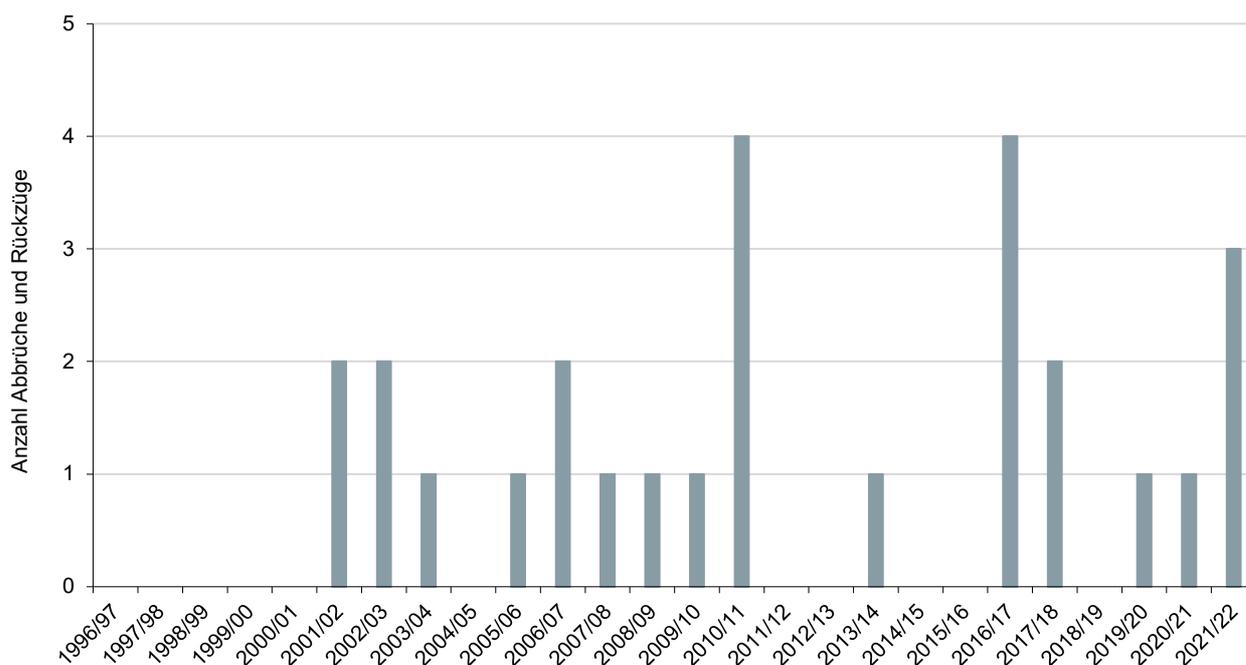
2004/05 und 2009/10. Zudem konnte das SBFI ab 2016/17 bis und mit 2020/21 während fünf konsekutiver Jahre sein Kontingent von vier Stipendien nicht ausschöpfen.

Gemäss der interviewten Verantwortlichen in Natolin steht die Schwierigkeit, Schweizer Kandidaten/-innen zu finden, im Widerspruch zum allgemeinen Trend: Dieser weist eine Zunahme der Bewerbungen für Natolin aus.

I Rückzug vom Stipendium/Abbruch des Studienaufenthaltes

Rückzüge vom Stipendium und Abbrüche des Studiums sind zahlreich und öfters als jedes zweite Jahr zu beobachten. Während meist nur eine Person ihr Gesuch zurückzog oder das Studium abgebrochen hat, gab es auch zwei Jahre, in denen vier Personen mit Zuschlag vom Stipendium zurückzogen oder das Stipendium abbrachen. Dabei lässt sich aus den Daten kein Trend beobachten. Rückzüge sind aus verschiedenen Gründen denkbar; zum Beispiel, um ein anderes Studium zu beginnen, einen Job anzutreten oder weil das Studium schlussendlich doch nicht überzeugte. Auch persönliche Gründe sind denkbar. Aufgrund von nur drei Personen in der Online-Befragung, die sich vom Stipendium zurückgezogen haben, lassen sich diesbezüglich leider keine qualifizierten Aussagen treffen.

D 5.4: Entwicklung Abbruch und Rückzug der Stipendien CdE in Brügge und Natolin



Legende: Grau dargestellt sind Rückzüge und Abbrüche, wobei die meisten Zahlen Rückzüge im Bewerbungsverfahren abbilden.
Quelle: Darstellung Interface, basierend auf Daten des SBF

5.4 Bewertung des Outcomes

Zunächst haben wir ermittelt, wie bekannt die Stipendien sind, wie attraktiv sie heute sind und welche Wirkungen sie auf die (ehemaligen) Stipendiaten/-innen haben. Folgende Fragen galt es zu prüfen:

- *Wie gut ist das CdE bei der Zielgruppe bekannt? Wie gut sind die Stipendien bei der Zielgruppe bekannt?*
- *Wie attraktiv ist das Studium am CdE für die Zielgruppe? Wie attraktiv sind die Stipendien für die Zielgruppen?*

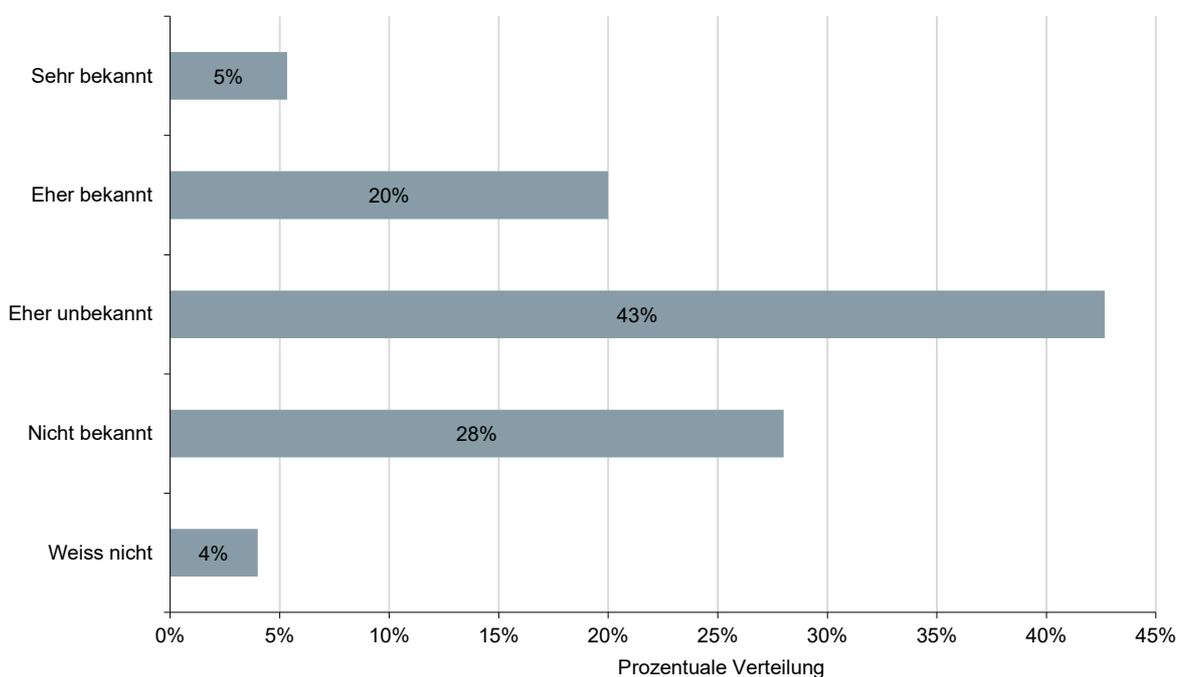
- Was war/ist die Motivation der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen für ein Studium am CdE?
- Inwiefern bringt der Abschluss am CdE den ehemaligen Stipendiaten/-innen einen erkennbaren Mehrwert?

I Bekanntheit des CdE und der Stipendien

Die Mehrheit der interviewten Experten/-innen ist der Meinung, dass die zwei Campus des CdE bei den Studierenden noch wenig bekannt sind, was für Natolin noch um einiges mehr gilt als für Brügge. Diese Aussage zeigt ein gewisses Paradox: Auch wenn die Professoren/-innen selbst das CdE kennen, dort als Student oder als Studentin weilten oder sogar unterrichten, scheint es keine automatische Weitergabe ihres Wissens und ihrer unmittelbaren Erfahrung an ihre Studierenden zu geben. Folgerichtig sind auch die Bundesstipendien für das CdE bei den Studierenden nicht bekannt.

Bei der Befragung der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE wird das Ergebnis aus den Interviews bestätigt, wie Darstellung D 5.5 zeigt: Nur rund 25 Prozent der Befragten geben an, dass das Angebot der Bundesstipendien an der eigenen Hochschule sehr bekannt oder eher bekannt war, während 71 Prozent angeben, dass das Angebot der Bundesstipendien an der eigenen Hochschule nicht bekannt oder eher unbekannt war (n = 75). Dabei sind die Befragten aus Natolin (n = 12) noch etwas mehr als die Befragten in Brügge (n = 63) der Meinung, dass das Angebot der Bundesstipendien nicht bekannt ist, wobei der Unterschied relativ klein ist.

D 5.5: Beurteilung der Bekanntheit des Angebots der Bundesstipendien am CdE



Legende: Antworten der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE auf die Frage, wie bekannt das Angebot der Bundesstipendien für das CdE bei den Studierenden der eigenen Hochschule war; n = 75.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE.

Wenn die Resultate nach Fachrichtung ausgewertet werden, lassen sich kleine Unterschiede erkennen. Bei den (ehemaligen) Stipendiaten/-innen der Politik- und Sozialwissenschaften geben immerhin 41 Prozent der Befragten an, dass das Angebot der Stipendien sehr oder eher bekannt ist (n = 17). Bei den Rechtswissenschaften liegt dieser Wert

bei 32 Prozent (n = 28) und im Bereich Internationale Beziehungen bei 14 Prozent (n = 22). In den Fachbereichen Geschichte und Wirtschaft liegt er bei 0 Prozent, wobei aufgrund der kleinen Population (Geschichte n = 1, Wirtschaft n = 2) Aussagen keinesfalls aussagekräftig sind.

I Attraktivität des CdE und der Stipendien

Generell wird das Angebot am CdE in Brügge und Natolin von der Mehrheit der interviewten Experten/-innen als sehr attraktiv bewertet. Als Begründung lassen sich aus den Interviews folgende Argumente erkennen:

- *Einzigartiges Renommee des CdE*: Das CdE bietet gemäss Interviewten eine einzigartige Mischung von Studierenden aus EU-Ländern an, die die zukünftigen Entscheidungsträger/-innen in der europäischen Politik sind.
- *Hohe Qualität des Lehrangebotes*: Gemäss Interviews geniessen Professoren/-innen am CdE einen exzellenten Ruf. Sie werden als *flying professors* aus ganz Europa zusammgezogen. Die Qualität des Lehrangebots wird als sehr hoch bezeichnet.
- *Attraktives Stipendium*: Die Ausbildung am CdE via Stipendium gilt als finanziell interessant und attraktiv. Dies gilt besonders für Personen, die einen LL.M. erwerben möchten. Die gleiche Ausbildung im angelsächsischen Raum wäre viel teurer.

Anders als beim EUI gibt es aber auch Aspekte, die die Attraktivität des CdE für Schweizer Studierende am CdE schmälern:

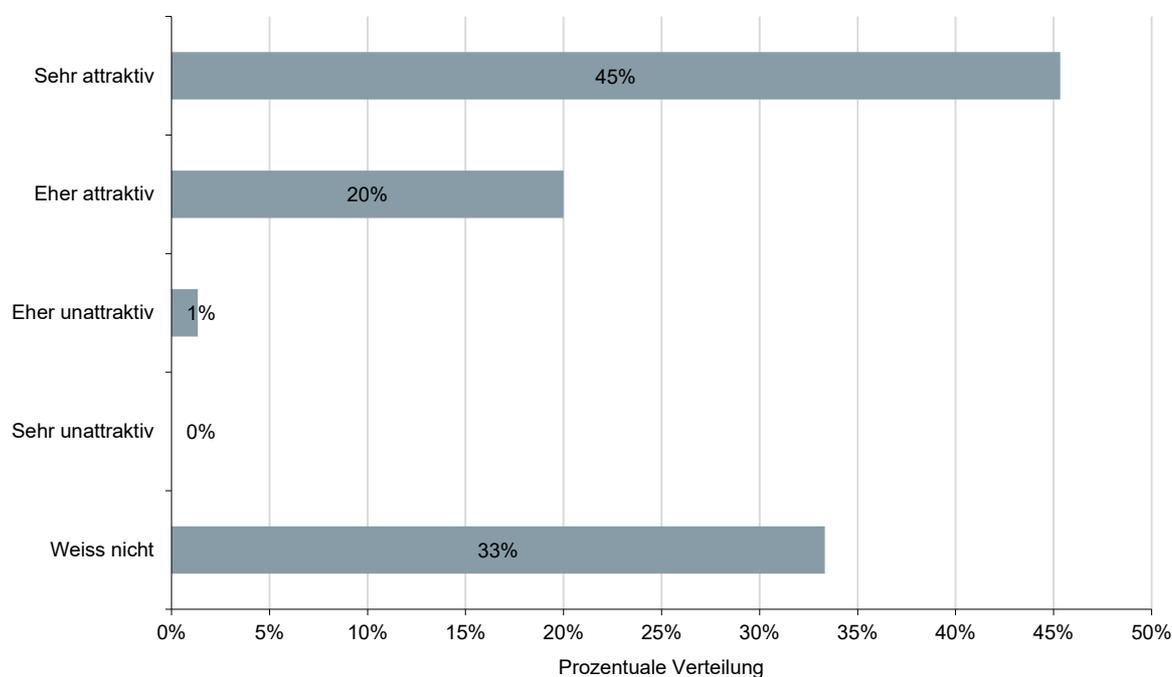
- *Beziehungen Schweiz-EU*: Die momentan schwierigen bilateralen Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU dämpfen die Attraktivität. Damit einher geht das gemäss Interviews gesunkene Interesse in der Schweiz an der Europapolitik und damit auch an einem Studium am CdE.
- *Konkurrenz in der Schweiz*: Auch in der Schweiz gibt es immer mehr MA-Angebote in Europastudien, was in einem Wettbewerb zwischen den Universitäten (Basel, Fribourg, Genf, Zürich) und dem CdE resultiert.
- *Begrenzte Standortattraktivität*: Bei beiden Standorten müssen laut Experten/-innen Abstriche bezüglich Attraktivität gemacht werden. Brügge wird aufgrund seiner Nähe zu Brüssel und zu den meisten europäischen Institutionen zwar als attraktiv angesehen. Im Vergleich zu London, Paris oder einem Ort in den USA ist die Attraktivität von Brügge und auch Natolin (Warschau) vergleichsweise tief.
- *Sinkende Bedeutung des LL.M.*: Die Bedeutung des LL.M. sinkt gemäss Aussagen in den Interviews. Der Titel sei in der juristischen Praxis immer weniger ein Muss, sondern eher ein *nice to have*. Hinzu komme die Konkurrenz aus dem asiatischen Raum, der beispielsweise für einen MBA immer attraktiver wird.

Betrachten wir die Ergebnisse der Online-Befragung bei den (ehemaligen) Stipendiaten/-innen, so bestätigt sich die Meinung der interviewten Experten/-innen, wie Darstellung D 5.6 zeigt: 75 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE geben an, dass sie die Stipendien für heutige Studierende als eher oder sehr attraktiv ansehen (n = 75).²⁰ Erwähnt wird in den Kommentaren der Online-Befragung die einzigartige Mischung aus Praktikern/-innen und Akademikern/-innen, die an den zwei Standorten dozieren. Das Curriculum der Programme wird als vielfältig beschrieben und diene als intellektuelle Stimulation. Auch wird die Problembehandlung abseits eines nationalen Rahmens

²⁰ 33 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen haben bei dieser Frage mit «Weiss nicht» geantwortet. Begründet wird dies von den meisten dadurch, dass es für sie als Ehemalige schwierig ist, sich in heutige Studierende hineinzusetzen und die Attraktivität aus deren Perspektive zu beurteilen.

positiv erwähnt. Stark betont wird zudem das Netzwerk, das sich Studierende am CdE aneignen können und nachhaltiger wirke als an anderen Institutionen.

D 5.6: Beurteilung der Attraktivität des Angebots der Bundesstipendien am CdE



Legende: Antworten der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE auf die Frage, wie attraktiv das Angebot der Bundesstipendien für das EUI bei heutigen Studierenden ist; n = 75.

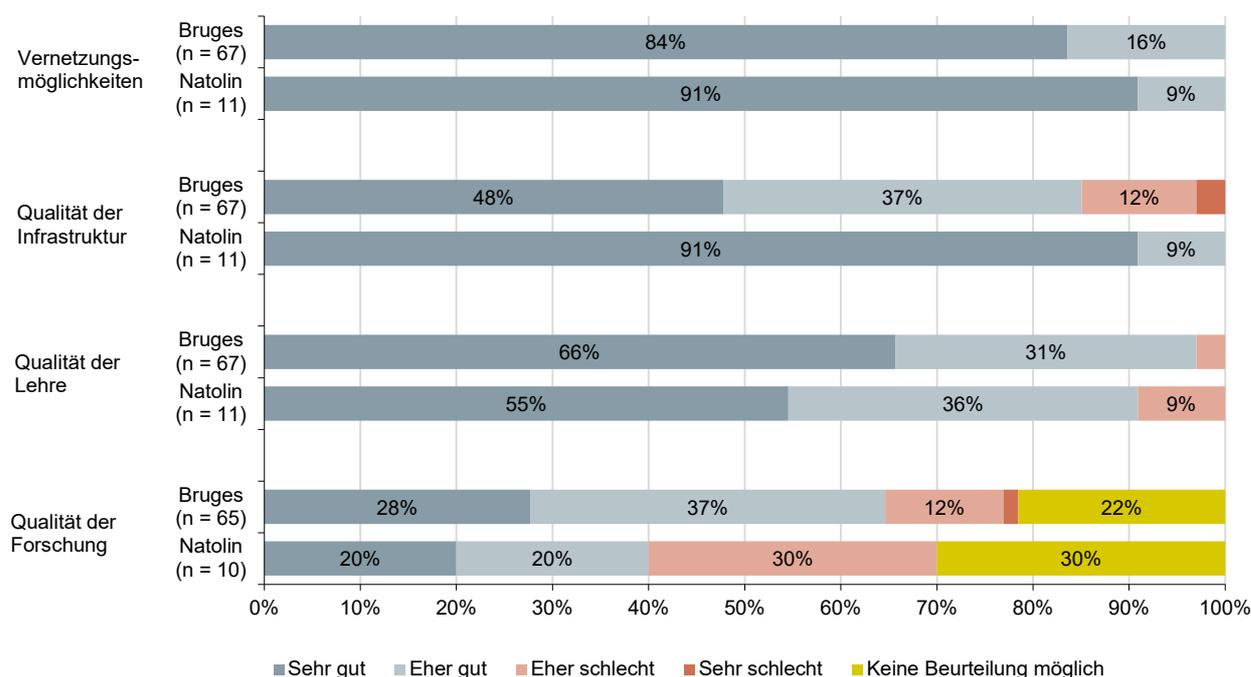
Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE.

Wie auch beim EUI wurden die befragten (ehemaligen) Studierenden am CdE in Natolin und Brügge aufgefordert, das Angebot am CdE nach verschiedenen Kriterien zu beurteilen. Die Resultate sind in Darstellung D 5.7 ersichtlich. Überaus positiv beurteilt werden die Vernetzungsmöglichkeiten, die Qualität der Lehre und auch die Qualität der Infrastruktur, sowohl für Brügge (n = 75) als auch für Natolin (n = 11).

In den Kommentaren der Online-Befragung gab es vereinzelt kritische Rückmeldungen zur Qualität der Lehre, die sich – abgesehen von der Qualität des Unterrichts von prominenten Gastreferenten/-innen – nicht stark von jener an Schweizer Universitäten abhebe. Auch werde das Angebot am CdE aufgrund des geringen Wettbewerbsdrucks kaum weiterentwickelt. Von einigen befragten (ehemaligen) Studierenden wird zudem die Infrastruktur in Brügge (Qualität des Mensa-Essen und der Unterkunft) sehr kritisch beschrieben, was einzelne ehemalige Stipendiaten/-innen ebenfalls in ihren Abschlussberichten erwähnten. Weniger gut wird die Qualität der Forschung bewertet. Nur 40 Prozent (Natolin; n = 10), respektive 65 Prozent (Brügge; n = 65) bewerten die Qualität der Forschung eher gut oder sehr gut. Grund dafür dürfte sein, dass am CdE die Lehre im Vordergrund steht und kaum eigene Forschung betrieben wird.²¹

²¹ Was auch viele befragte (ehemalige) Studierende in den Kommentaren der Online-Befragung vermerken, was den hohen Anteil der Antwortkategorie «Keine Beurteilung möglich» erklären kann. Der Schwerpunkt des CdE liegt bei der Praxis und nicht auf der akademischen Ausbildung. Bis auf wenige Ausnahmen sind die meisten Dozierenden am CdE Gastprofessoren/-innen oder Persönlichkeiten aus der Praxis.

D 5.7: Beurteilung des Angebots am CdE



Legende: Beurteilung verschiedener Kriterien des Angebots am CdE durch (ehemalige) Studierende am CdE zur Zeit, als die Befragten das CdE besuchten; Qualität der Infrastruktur meint die Infrastruktur auf dem Campus, wie die Forschungs- und Studienräumlichkeiten, aber auch Unterkünfte.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Studierenden am CdE.

I Motivation

Die Motivation der befragten (ehemaligen) Studierenden am CdE ist sehr vielfältig. Mit 76 Prozent am meisten genannt wird das Interesse an Europa/der Europäischen Union (n = 78). Etwas mehr als zwei Drittel sehen im CdE ein Sprungbrett für ihre berufliche Karriere oder sind hauptsächlich wegen des erwarteten Wissenserwerbs am CdE nach Brügge oder Natolin gekommen. 48 Prozent geben die Verbesserung der wissenschaftlichen Kompetenz, 42 Prozent die Erhöhung der Wettbewerbsfähigkeit und ebenfalls 42 Prozent die Erweiterung des eigenen Netzwerks als Motivation an. Etwas weniger als ein Drittel geben als hauptsächliche Motivation das CdE als wichtige Referenz im Lebenslauf an.

I Alternativen zum Angebot

Rund 34 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen (n = 74) geben ausserdem an, dass sie sich zeitgleich zur Bewerbung am CdE noch für mindestens einen anderen Studienort beworben haben. Von den Fachrichtungen her sind das vor allem Politik- und Sozialwissenschaftler/-innen (44% Ja), die zumeist einen PhD anstelle des Studiums am CdE in Betracht zogen (z.B. an Hochschulen in Grossbritannien, wie der LSE oder dem King's College, an der AISSR, der SAI Europe, am Graduate Institute oder der Universität Genf). Bei den Rechtswissenschaftlern/-innen (25% Ja) werden meistens ein LL.M. in den USA (z.B. Harvard, Chicago, Columbia, Fletcher) oder Grossbritannien (z.B. LSE, UCL, Cambridge, Oxford, King's College, Hull University) genannt. Weiter genannt werden das EUI, die University of Brussels sowie Basel, Bonn, Berlin, John Hopkins University, Tufts University oder das IDHEAP in Lausanne.

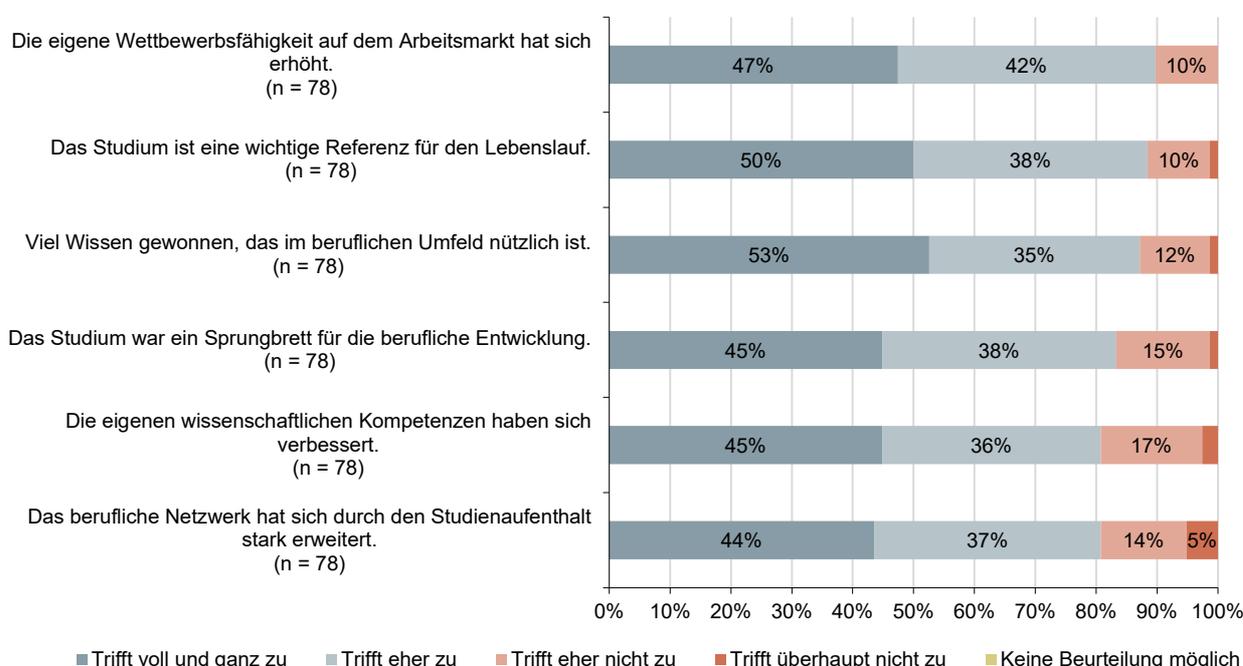
I Wirkung auf individueller Ebene (Nutzen für Absolventen/-innen)

Die Mehrheit der interviewten Experten/-innen bewertet die Auswirkungen eines Stipendiums am CdE auf die Alumni als sehr positiv, sowohl im Hinblick auf ihre persönlichen als auch ihre intellektuellen Kompetenzen. Dazu gehören insbesondere die folgenden Aspekte:

- Ausbildung mit dem Erwerb von sehr guten *spezifischen Kenntnissen der europäischen Politik und Institutionen*.
- *Aufbau eines dauerhaften Netzwerks*: Viele der Interviewten, die selbst einen Master am CdE absolviert haben, bestätigen, dass sie auch Jahre nach dem Abschluss immer noch in Kontakt mit ihren Kommilitonen stehen, teilweise auch in Alumni-Netzwerken.
- *Erwerb sprachlicher und multikultureller Kompetenzen*.
- *Gute Kenntnisse des europäischen Rechts*, das wiederum das Schweizer Recht beeinflusst.
- *Sprungbrett für einen internationalen, europäischen oder schweizerischen Karriereverlauf* (in Diplomatie, Verwaltung, Anwaltskanzleien, Think Tanks, NGOs). Der Besitz eines Diploms des CdE ist für viele eine sehr gute Referenz in der Berufswelt.

Wie die interviewten Experten/-innen bewerten auch die ehemaligen Studierenden am CdE den individuellen Nutzen der Ausbildung am CdE durchwegs positiv. Die Hälfte der Befragten gibt an, dass die in der Befragung vorgeschlagenen Aussagen zum individuellen Nutzen des Studiums am CdE voll und ganz zutreffen, für 40 Prozent der Befragten treffen die Aussagen eher zu. Darstellung D 5.8 gibt einen Gesamtüberblick.

D 5.8: Beurteilung des individuellen Nutzens der Ausbildung am CdE



Legende: Beurteilung verschiedener Aussagen zum individuellen Nutzen der Ausbildung am CdE durch ehemalige Studierende am CdE.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei ehemaligen Studierenden am CdE.

Auch in den s Kommentaren in der Online-Befragung wird der individuelle Nutzen des Studiums am CdE stark hervorgehoben. Erwähnt werden vor allem die sich ergebenden Freundschaften, das aufgebaute «einmalige» Netzwerk und der kulturelle Austausch im Zusammenleben mit Studierenden aus rund 30 verschiedenen Nationen. Ebenfalls wird erwähnt, dass ein Verständnis für die Europäische Union entwickelt werden konnte, wie es in der Schweiz nicht möglich gewesen wäre. Persönliche Entwicklungen, wie erweiterte Sprachkenntnisse oder eine allgemeine Horizonterweiterung, werden positiv hervorgehoben.

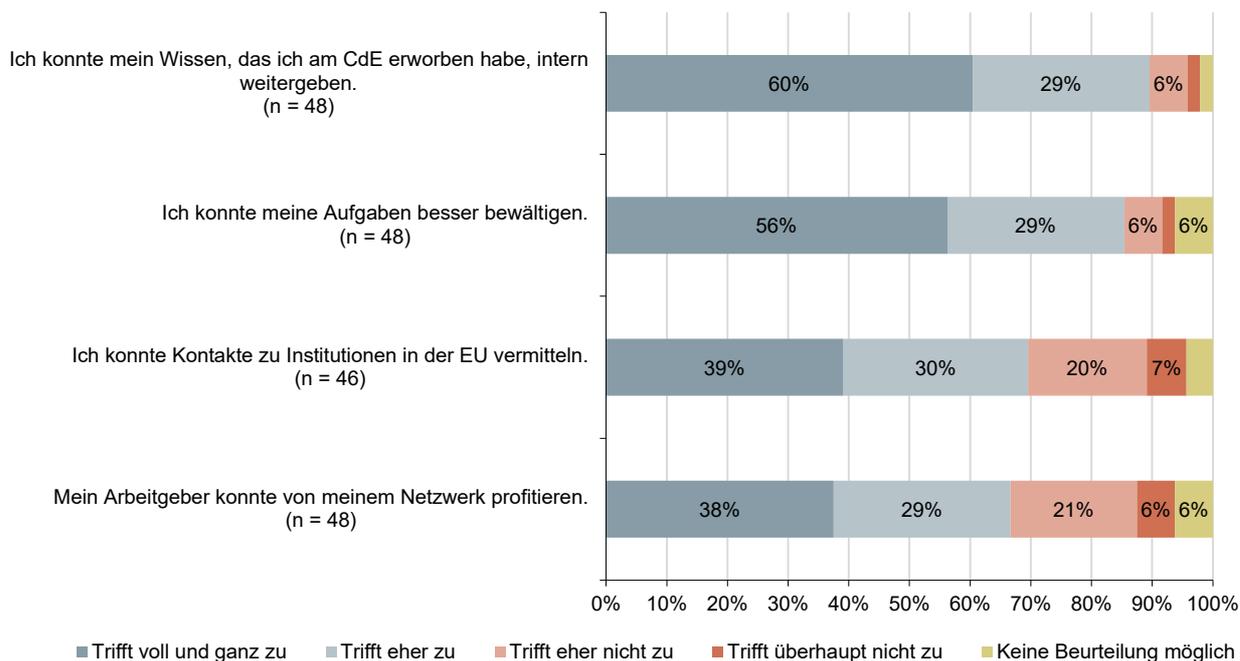
Weniger positiv sind die individuellen Rückmeldungen zum Nutzen des Studiums für die eigene Karriere, die dem Ergebnis der Online-Befragung zwar nicht unbedingt widersprechen, dieses wohl aber kontextualisieren:

- Unbestritten ist, dass das Studium am CdE als Türöffner für eine Karriere bei der europäischen Institution in Brüssel sowie internationalen Organisationen dient. Dies sei für Absolventen/-innen mit einer Schweizer Staatsbürgerschaft kaum möglich, was den Nutzen des Abschlusses reduziere.
- Mehrfach wird betont, dass der Nutzen des Abschlusses im Schweizer Arbeitsmarkt keinen hohen Stellenwert habe. Das CdE sei in der Privatwirtschaft kaum bekannt und deshalb keine gute Referenz. Allgemein seien die Möglichkeiten in der Schweiz begrenzt, beispielsweise die Möglichkeit, im Europarecht zu arbeiten.
- Stark kritisiert wird der Stellenwert der Ausbildung beim Bund. Mehrere befragte ehemalige Stipendiaten/-innen zeigen sich schwer enttäuscht, dass Ihr Abschluss bei Bewerbungen auf Bundesstellen mit unmittelbarer Verbindung zu EU-Fragen offenbar keinen Vorteil brachte. Es sei schade, dass der Bund auf der einen Seite via ein Stipendium in sie investiere, auf der anderen Seite dieses Investment aber offenbar nicht nutzen möchte. In diesem Kontext wird auf andere Länder verwiesen, in denen ein Stipendium am EUI mit einem Praktikum in der Verwaltung verbunden sei (bspw. in Polen). Diesbezüglich wird von einigen befragten ehemaligen Stipendiaten/-innen vorgeschlagen, dass das Stipendium verstärkt mit der diplomatischen Laufbahn und Junior-Professional-Officer-Programmen verknüpft werden sollte.

I Wirkung auf institutioneller Ebene (Nutzen für den Arbeitgeber)

Um Angaben zum spezifischen Nutzen der ehemaligen Studierenden für die heutigen Arbeitgeber zu erhalten, haben wir in der Online-Befragung eine Reihe von potenziellen Wirkungen abgefragt, die den Arbeitgebern der Alumni des CdE zugutekommen könnten. Die folgende Darstellung D 5.9 gibt Aufschluss darüber.

D 5.9: Beurteilung des Nutzens des Abschlusses am CdE bei der heutigen Arbeitsstelle



Legende: Beurteilung verschiedener Aussagen zum Nutzen des Abschlusses am CdE bei der heutigen Arbeitsstelle durch ehemalige Studierende am CdE.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei ehemaligen Studierenden am CdE.

Mehr als vier von fünf befragten ehemaligen Studierenden geben an, dass sie durch ihr Studium am CdE ihre Aufgaben bei der Arbeit besser bewältigen können oder ihr am CdE erworbenes Wissen intern weitergeben konnten (n = 48). Etwas weniger, aber immer noch deutlich mehr als die Hälfte gibt an, dass ihr Arbeitgeber vom eigenen Netzwerk profitieren konnte (n = 48) oder dass sie Kontakte zu Institutionen in der EU vermitteln konnten (n = 46).

5.5 Bewertung des Impacts

Die Stipendien werden in einem breiten politischen Kontext vergeben. Wir haben in diesem Zusammenhang folgende Fragen untersucht:

- *Inwiefern beeinflusste der Abschluss am CdE den Karriereverlauf/den Berufswahlentscheid der ehemaligen Stipendiaten/-innen?*
- *Welchen Nutzen haben die Stipendien für Schweizer Hochschulen, die Verwaltung und die Wirtschaft?*
- *Inwiefern helfen die Stipendien zur Erreichung der an die Stipendien gekoppelten Ziele des SBFI?*

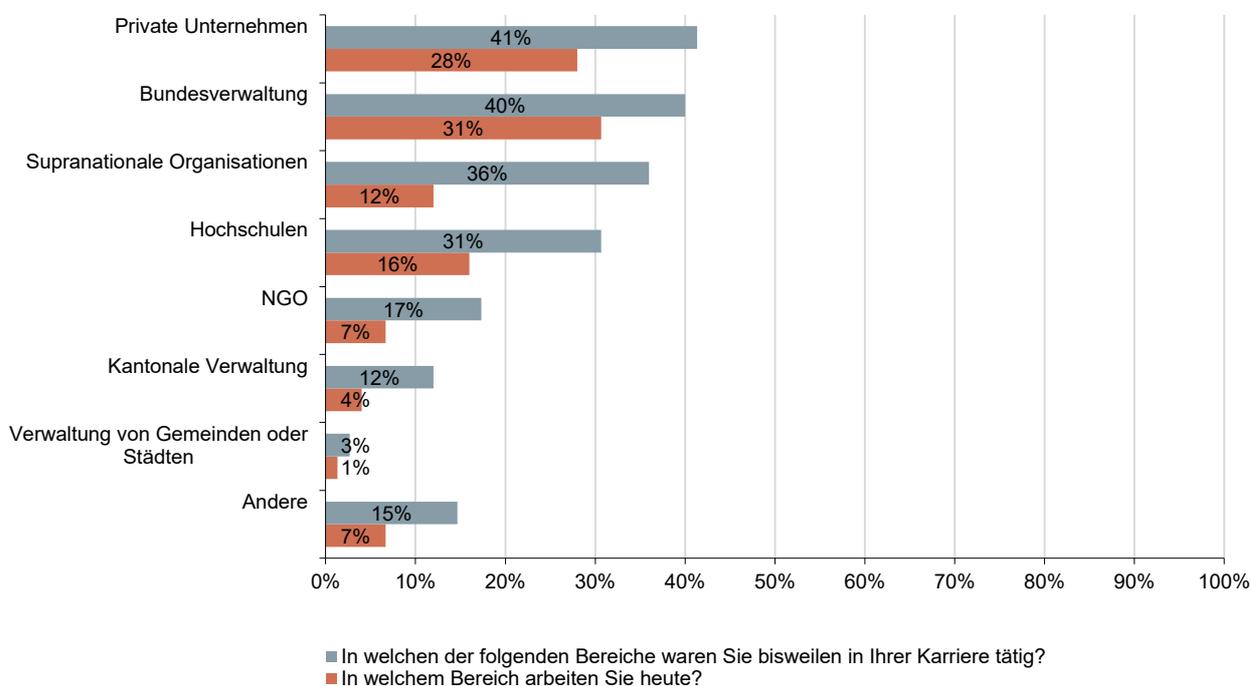
I Karriereverläufe der ehemaligen Stipendiaten/-innen und Nutzen für Schweizer Hochschulen, die Verwaltung und die Wirtschaft

Die Mehrheit der interviewten Experten/-innen betonte, dass die Bundesstipendien zwar ein kleines Instrument darstellen würden, aber ein nach wie vor wichtiger Hebel sei mit mittel- und langfristigen Auswirkungen auf die Wirtschaft und auf die internationale Bildungszusammenarbeit zwischen der Schweiz und der EU. Im Einzelnen wurde dies wie folgt begründet:

- *Wirkung auf die Verwaltung:* Ein CdE-Stipendium habe bei den Bundesbehörden einen guten Ruf. Personen mit Ausbildung beim CdE sind gemäss den Interviewten beispielsweise beim BAKOM, der WEKO und an Gerichten vertreten. Andere Personen arbeiten beim EDA, dem SECO oder anderen wichtigen Bundesämtern oder bei Netzwerken für den Schweizer Zugang zu europäischen Institutionen (z.B. EFTA).
- *Wirtschaft:* Ein Master des CdE sei nützlich bei Anstellungen bei Anwaltskanzleien. Das europaspezifische *Knowhow* sei vor allem bei grossen Wirtschaftskanzleien willkommen. Bei anderen Unternehmen wird die europarechtliche Komponente aber eher als *nice to have* wahrgenommen.
- *Schweizer Hochschulen und Wissenschaft:* Hier ist die Wirkung nach Ansicht der Interviewten am geringsten. Tatsächlich ist das Institut weit weniger forschungsorientiert als beispielsweise das EUI. Im Zentrum steht der Erwerb von spezifischem, praxisorientiertem Wissen über europäische Politik und Institutionen.

Der von den interviewten Experten/-innen vermutete Nutzen der Ausbildung bestätigt sich mit Blick auf die Befragung der befragten ehemaligen Stipendiaten/-innen am CdE. Etwas weniger als ein Drittel der Befragten geben an, in der Bundesverwaltung zu arbeiten und 28 Prozent bei privaten Unternehmen, wie Darstellung D 4.9 zeigt (n = 75). Davon ist über ein Drittel in Anwaltskanzleien aktiv, ebenfalls beliebt ist der Bankensektor und die Vermögensverwaltung. 16 Prozent der ehemaligen Stipendiaten/-innen geben an, heute im Hochschulsektor zu arbeiten. In diesem Bereich zeigt sich auch der grösste Unterschied zum EUI, wo beinahe zwei Drittel der ehemaligen Stipendiaten/-innen heute im Hochschulsektor tätig sind.

D 5.10: Karriereverläufe der ehemaligen Stipendiaten/-innen am CdE



Legende: Angaben der ehemaligen Stipendiaten/-innen am CdE dazu, in welchem/welchen Bereich/-en sie bisweilen in ihrer Karriere tätig waren und in welchem/welchen Bereich/-en sie heute arbeiten; n = 75.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei ehemaligen Stipendiaten/-innen am CdE.

Ebenfalls abgefragt wurde in der Online-Befragung die Reihenfolge der Karrierestationen (n = 43). Interessanterweise starteten die meisten der Absolventen/-innen bei privaten Unternehmen und supranationalen Organisationen. Die Bundesverwaltung ist bei den meisten Absolventen/-innen, die beim Bund gearbeitet haben, die zweite Karrierestation.

Auch den ehemaligen Stipendiaten/-innen am CdE haben wir die Frage gestellt, in welchem Umfang sie sich an ihrem heutigen Arbeitsplatz mit europaspezifischen Themen (Beziehungen Schweiz-EU EFTA, Europarat usw.) befassen (n = 74). 38 Prozent geben an, dass sie sich an ihrem Arbeitsplatz in grossem Umfang mit europaspezifischen Themen befassen, 12 Prozent in eher grossem Umfang. Somit beschäftigt sich die Hälfte der ehemaligen Stipendiaten/-innen mit europaspezifischen Themen, was etwa dem Ergebnis der Online-Befragung bei den ehemaligen Stipendiaten/-innen am EUI entspricht. Überdurchschnittlich hoch ist der Europabezug bei ehemaligen Stipendiaten/-innen, die an Hochschulen, supranationalen Organisationen, der Bundesverwaltung und NGOs arbeiten. Absolventen/-innen des CdE, die in privaten Unternehmen arbeiten, weisen mit 37 Prozent einen deutlich tieferen Europabezug auf. Inhaltlich konkretisiert sich der Europabezug in einer breiten Palette von Themen. Dazu zählen Energierecht, Wettbewerbsrecht, Submissionsrecht, Umweltpolitik, Währungspolitik oder auch Migrationsrecht (Schengen- und Dublin-Abkommen).

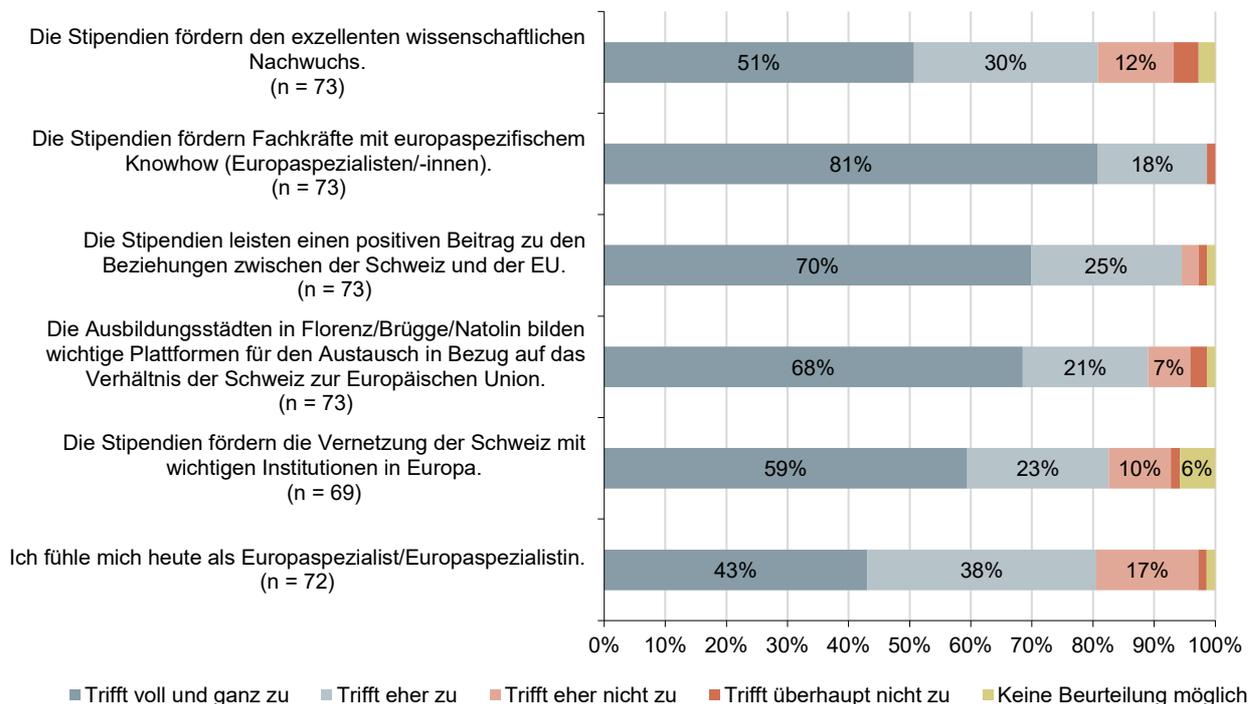
I Wirkungen bezogen auf die Ziele des SBFI

Wie in Kapitel 2 vorgestellt, verfolgt das SBFI mit den Bundesstipendien drei Ziele:

- *Förderung des exzellenten Wissenschaftlichen Nachwuchses (Innovation, Kreativität)*
- *Partizipation an den Plattformen für die Auseinandersetzung mit den Herausforderungen der europäischen Integration.* Durch die Stipendien soll der Bedarf an Fachkräften mit europaspezifischem Knowhow (Europaspezialisten/-innen) befriedigt werden.
- *Leisten eines positiven Beitrags zu den Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union.* Dabei sollen Kontakte und Netzwerke mit den EU/EFTA-Staaten gestärkt werden.

Bei der Online-Befragung wollten wir wissen, wie die (ehemaligen) Stipendiaten/-innen die Zielerreichung durch die Stipendien beurteilen. Angaben dazu finden sich in der folgenden Darstellung D 5.11.

D 5.11: Angaben der (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE in Zusammenhang mit den Zielen des SBF1



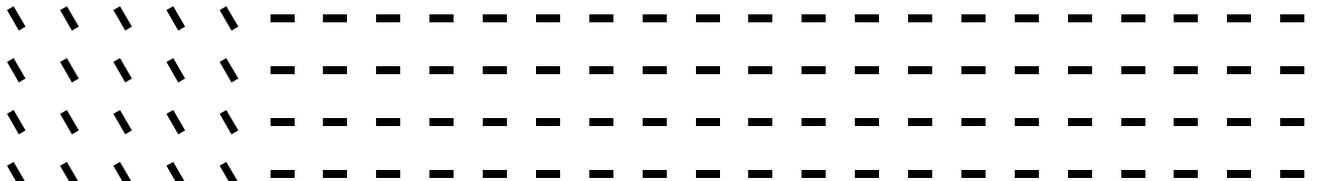
Legende: Beurteilung verschiedener Aussagen im Zusammenhang mit den Zielen des SBF1 durch (ehemalige) Stipendiaten/-innen am CdE.

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf der Online-Befragung bei (ehemaligen) Stipendiaten/-innen am CdE.

Ganze 95 Prozent der befragten (ehemaligen) Stipendiaten/-innen geben an, dass sie glauben, dass die Stipendien einen positiven Beitrag zu den Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU leisten (n = 73) und 99 Prozent denken, dass die Stipendien Fachkräfte mit europaspezifischem Knowhow fördern. Selbst fühlen sich aber weniger Befragte, immerhin aber noch 81 Prozent, als Europaspezialisten/-in (n = 72). Auch glaubt ein hoher Prozentsatz der Befragten, dass die Ausbildungsstätten EUI und CdE eine wichtige Plattform für den Austausch in Bezug auf das Verhältnis der Schweiz zur EU bilden (n = 73), dass die Stipendien den exzellenten wissenschaftlichen Nachwuchs fördern (n = 73) und die Stipendien die Vernetzung der Schweiz mit wichtigen Institutionen in Europa fördern (n = 69).

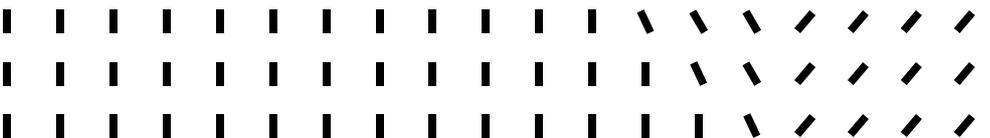
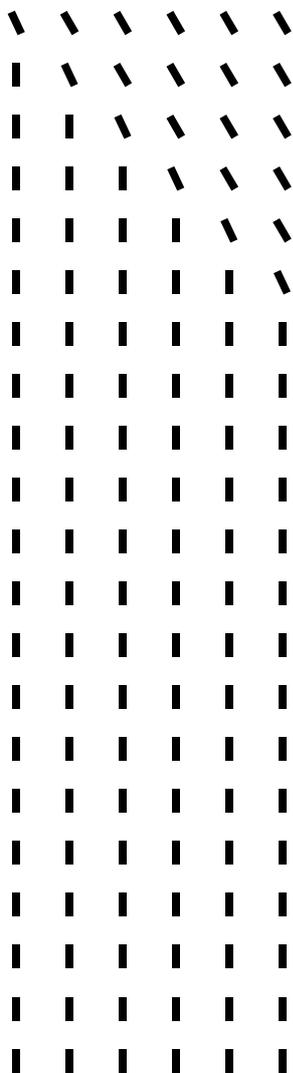
I Subjektive Gesamtbeurteilung durch die (ehemaligen) Studierenden

Wir haben die (ehemaligen) Stipendiaten/-innen zum Abschluss der Online-Befragung gebeten, uns Stichworte anzugeben, die aus ihrer Sicht ihre Zeit am CdE am besten charakterisieren. Die Antworten sind in der folgenden Darstellung D 5.12 ersichtlich.



6. Vergleich mit dem Ausland

Wir vergleichen in diesem Kapitel das Stipendiensystem in der Schweiz mit jenen in Deutschland, Österreich und Luxembourg.



In diesem Kapitel wird die Umsetzung der Bundesstipendien in der Schweiz mit jener in den Ländern Luxemburg, Deutschland und Österreich verglichen. Die Auswahl der drei Länder für diesen Quervergleich wurde mit dem Auftraggeber besprochen und begründet sich durch die ähnliche Struktur der Bildungs- und Forschungslandschaft in diesen Ländern und der Schweiz.

Es standen dabei folgende Fragen im Zentrum:

- *Welche Zielsetzung wird durch die Vergabe der Stipendien angestrebt?*
- *Welche Stelle ist für die Vergabe der Stipendien zuständig? Wie viele Ressourcen werden dafür investiert?*
- *Wie ist die Ausgestaltung des Stipendiums (Anzahl, Umfang, Dauer, Zulagen)?*
- *Wer kann sich für das Stipendium bewerben?*
- *Welche Fachbereiche werden vom Stipendium unterstützt?*
- *Wird eine Unterstützung zur Bewerbung oder sonstige Betreuung angeboten?*
- *Wie gestaltet sich das Selektions- und Vergabeverfahren?*
- *Welche Werbemassnahmen und Informationskanäle werden umgesetzt?*
- *Wie wird die Bekanntheit des Stipendiums beurteilt?*
- *Wie wird die Attraktivität des Stipendiums beurteilt?*

6.1 Vergleich der Stipendiensysteme am European University Institute

I Zielsetzung

Die *Zielsetzung* der Stipendienvergabe unterscheidet sich in den drei Ländern:

- *Deutschland:* Förderung von Dissertationen mit den Schwerpunkten interdisziplinäre Forschung und vergleichende Untersuchungen mit Bezug auf die europäischen Länder.
- *Österreich:* Primär Stärkung des Wissenschafts- und Forschungsstandorts Österreich, mit der damit verbundenen Erwartung, dass Studierende in ihr Land zurückkehren.
- *Luxembourg:* Aus Sicht der Interviewten sollen erstens der europäische Geist gefördert und eine europäische Identität in Luxembourg geschaffen werden und zweitens sollen luxemburgische oder in Luxembourg ansässige Studierende in ihrem Studium unterstützt werden.

I Zuständigkeit und Ressourcen

Die *Zuständigkeiten* sind in den drei Vergleichsländern stark verschieden geregelt:

- Wie in der Schweiz ist in Luxembourg die Zuständigkeit für die Vergabe der Stipendien staatlich beim Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche angesiedelt.
- In Deutschland und Österreich sind hingegen zwei externe Agenturen mit der Betreuung der Stipendien beauftragt: Der Verein Deutscher Akademischer Austauschdienst

DAAD und die österreichische Agentur für Bildung und Internationalisierung OeAD GmbH.

Während sich in Luxemburg zwei Personen mit je einem niedrigen Teilzeitpensum um die Vergabe der Stipendien am EUI kümmern, ist es in Deutschland eine Person (geschätztes Pensum: 20%). Es war nicht möglich zu eruieren, wie viele *Ressourcen* die Agentur in Österreich in diesen Prozess investiert. Allgemein kann jedoch aufgrund des Interviews mit den Verantwortlichen der OeAD fürs CdE darauf geschlossen werden, dass diese Aufgabe eine von sehr vielen anderen im Pflichtenheft der zuständigen Personen in der Austauschorganisation darstellt. Die Agentur ist sowohl national als auch international für Programme im Bereich Bildung und Internationalisierung tätig, wodurch sie Synergieeffekte nutzen kann. Stipendien ans CdE und ans EUI sind zwei Programme von vielen.

I Zielgruppe und Zulassungsvoraussetzungen

Zielgruppe der Stipendien sind in den drei Vergleichsländern wie in der Schweiz herausragende Masterabsolventen/-innen mit einer konkreten Forschungsidee, die sich für ein Doktorat bewerben möchten.

Die *Zulassungsvoraussetzungen* sind in den drei Vergleichsländern ähnlich wie in der Schweiz: Abschluss an einer akkreditierten Hochschule, Staatsangehörigkeit oder Beweis einer «besonderen Verbundenheit an das Land» in Deutschland und Österreich. In Luxemburg müssen die Kandidaten/-innen entweder die luxemburgische Staatsangehörigkeit besitzen, einen luxemburgischen Sekundarschulabschluss oder einen Abschluss der Universität Luxemburg erworben haben oder zum Zeitpunkt der Bewerbung seit mindestens drei Monaten in Luxemburg wohnhaft sein.

I Fachbereiche, Unterstützung zur Bewerbung und Betreuung

Die *Fachbereiche*, in denen ein Stipendium gewährt werden kann, entsprechen in allen Ländern denen der vier Departementen am EUI: Recht, Ökonomie, Geschichte und Politik- und Sozialwissenschaften. Gemäss unseren Recherchen und Interviews existieren weder eine spezifische *Unterstützung zur Bewerbung* noch einer *Betreuung* der Bewerber/-innen. Die Bewerbung erfolgt in der Regel individuell seitens der Bewerber/-innen. Die Situation in den drei Ländern unterscheidet sich somit nicht von jener der Schweiz.

I Selektions- und Vergabeverfahren

Das Selektionsverfahren ist für alle Länder erst durch das EUI gemäss den im Abschnitt 3.1.3 bereits erwähnten Kriterien der wissenschaftlichen Exzellenz sicherzustellen. Vorgängig prüfen die nationalen Stellen, ob die Bewerber/-innen die Bedingungen für die Erteilung eines Stipendiums erfüllen. Während in Deutschland sich Studierende formell über das DAAD-Portal bewerben müssen, übernimmt Luxemburg die Liste der Bewerber/-innen aus Luxemburg, die sie vom EUI zugestellt erhalten.

I Werbemassnahmen und Informationskanäle

Die DAAD-Agentur veröffentlicht jährlich das EUI-Angebot mit den weiteren Stipendienausschreibungen auf ihre Website und betreibt sonst keine expliziten Werbemassnahmen. Ähnlich wird in Österreich seitens der OeAD vorgegangen, mit zusätzlicher Publikation in Newsletter. Das Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche in Luxemburg wendet sich hingegen für die Werbemassnahmen an das International Relation Office (IRO) der Universität Luxemburg und gleichzeitig an Vertretende der Rechts-, Sozial- und Geisteswissenschaftlichen Fakultäten. Vor drei Jahren habe das Ministerium in Zusammenarbeit mit dem EUI eine jährliche Informationsveranstaltung unter Einbezug von Alumni an der Universität Luxemburg lanciert, die auf grosse Resonanz stiess. Weitere wichtige Informationskanäle und Ansatzpunkte für das Bewerben des

Angebotes sind gemäss den Interviewten Kooperationsprogramme mit dem EUI, Summer Schools und, für den Fachbereich Geschichte, die Zusammenarbeit mit dem interdisziplinären Zentrum für digitale Geschichte.

| Anzahl, Höhe und Dauer

Die *Anzahl* jährlich zu vergebenden Stipendien beträgt heutzutage in Deutschland 16, in Österreich 4 und in Luxemburg zwei neu zu vergebende Stipendien jährlich. Die *Höhe* des Stipendiums beträgt gemäss Angaben vom Jahr 2023 (monatlich) in Deutschland 1'500 Euro, in Österreich 1'660 Euro und in Luxemburg 1'800 Euro. Während die Stipendien in allen drei Ländern für eine *Dauer* von drei Jahren gewährleistet werden, wird das vierte Jahr durch das EUI mit einem Fixbetrag von 1'440 Euro finanziert. In Luxemburg wird im vierten Jahr ein Zuschlag von 360 Euro monatlich bezahlt, damit die Höhe des Betrags in diesem Jahr nicht niedriger ausfällt als die vorherigen drei Jahre (top-up). In Deutschland und Österreich gibt es kein solches Top-up.

| Zulagen, Versicherungen

Wie in der Schweiz werden in Luxemburg keine Familien- oder sonstigen Zulagen gedeckt, während Österreich und Deutschland Familienzulagen und gewisse Versicherungen (wie Kranken-, Unfall- oder Privathaftpflichtversicherungen) übernehmen. Zudem sieht Deutschland, zusätzlich zu einer monatlichen Kongress- und Forschungszulage in der Höhe von 102 Euro, auch eine Reisekostenzulage vor.

| Bekanntheit und Attraktivität

Aufgrund der begrenzten Anzahl Interviews beim Quervergleich wurden die Bekanntheit und die Attraktivität für das EUI nur in Luxemburg vertieft analysiert. Das EUI werde in Luxemburg, was Geistes- und Sozialwissenschaften in Europa anbelangt, als immer wichtigeres und bekannteres Institut wahrgenommen. Obwohl das Institut für Luxemburg eine sehr hohe Bedeutung habe, sei es zum Teil schwierig, jedes Jahr genug Bewerbungen zu erhalten. Bis vor kurzem habe der Durchschnitt der Bewerbungen pro Jahr bei zwei gelegen, worauf das Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche seine Werbemassnahmen erhöht habe. In den letzten Jahren seien nun mehr Bewerbungen eingegangen, durchschnittlich fünf bis sechs Bewerbungen pro Jahr. Es ist den Studierenden gemäss den Interviewten bewusst, dass ein Aufenthalt am EUI für die Karriere Vorteile und auch ein gewisses Renommee mit sich bringt. Obwohl es sich bei diesen Stipendien um keine Arbeitsverträge inklusive Sozialversicherungen wie bei anderen Stipendienprogrammen in Luxemburg handle, würden luxemburgische Studierende die Höhe der Stipendien als attraktiv empfinden.

I Gesamtübersicht und Fazit

Betrachten wir die vier Länder im Vergleich, so lassen sich die Stipendiensysteme entlang der geschilderten Eckpunkte wie folgt vergleichend darstellen:

D 6.1: Vergleich ausgewählter Eckpunkte der EUI Stipendien in den vier Ländern

| | <i>Schweiz</i> | <i>Luxembourg</i> | <i>Deutschland</i> | <i>Österreich</i> |
|-------------------------------------|---|--|---|---|
| Zielsetzung | Förderung des exzellenten Wissenschaftlichen Nachwuchses (Innovation, Kreativität), Partizipation an den Plattformen für die Auseinandersetzung mit den Herausforderungen der europäischen Integration, Leisten eines positiven Beitrags zu den Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union | Stärkung des europäischen Geistes und Unterstützung von in LUX ansässigen Studierenden | Förderung der interdisziplinären Forschung und von vergleichenden Untersuchungen mit Bezug auf EU-Länder | Stärkung des Wissenschafts- und Forschungsstandorts Österreich (wiss. Nachwuchs) |
| Zuständigkeit | Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI | Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche MESR | externe Agentur Verein DAAD | externe Agentur OeAD GmbH |
| Ressourcen für Vollzug | eine Person (zusammen mit EUI, Teilpensum) | zwei Personen (zusammen mit EUI, niedriges Teilpensum) | eine Person (zusammen mit EUI, Teilpensum) | eine Person (zusammen mit EUI, Teilpensum) |
| Zielgruppen | Doktoranden/-innen | Doktoranden/-innen | Doktoranden/-innen | Doktoranden/-innen |
| Nationale Zulassungsvoraussetzungen | Abschluss an einer akkreditierten Hochschule, Staatsangehörigkeit oder > 2 Jahre im Schweizer Hochschulsystem oder Sekundarstufe I oder II nach einem Schweizer Lehrplan | Luxemburgischer Sekundarschulabschluss oder Diplom der Universität Luxembourg, Staatsangehörigkeit oder Wohnsitz seit mindestens 3 Monaten in Luxembourg zum Zeitpunkt der Bewerbung | Abschluss an einer akkreditierten Hochschule, Staatsangehörigkeit oder Beweis einer besonderen Verbundenheit mit dem Land | Abschluss an einer akkreditierten Hochschule, Staatsangehörigkeit oder Beweis einer besonderen Verbundenheit mit dem Land |
| Fachbereiche | Recht, Ökonomie, Geschichte und Politik- und Sozialwissenschaften | Recht, Ökonomie, Geschichte und Politik- und Sozialwissenschaften | Recht, Ökonomie, Geschichte und Politik- und Sozialwissenschaften | Recht, Ökonomie, Geschichte und Politik- und Sozialwissenschaften |
| Selektionsverfahren | Inhaltliche Selektion EUI; formale Selektion SBFI | Inhaltliche Selektion EUI; formale Selektion MESR | Inhaltliche Selektion EUI; formale Selektion DAAD | Inhaltliche Selektion EUI; formale Selektion OeAD |
| Werbemassnahmen | primär über IRO und Studienkoordinatoren/-innen der Hochschulen. Publikation auf Webseite und Newsletter. | MESR über IRO Universität LUX zusammen mit dem EUI | keine (ausser Publikation auf Website) | Publikation auf Website und Newsletters |

| | Schweiz | Luxembourg | Deutschland | Österreich |
|--|------------------------|---------------------------------------|---|---|
| Anzahl Stipendien pro Jahr (für alle finanzierten Jahrgänge) | 6 | 4 (seit 2020, davor 2) | 16 | 4 |
| Umfang der Stipendien pro Jahr und Person | 1'850 Euro (seit 2022) | 1'800 Euro | 1'500 Euro | 1'660 Euro |
| Dauer | 4 Jahre | 3 Jahre (plus top-up im vierten Jahr) | 3 Jahre | 3 Jahre |
| Zulagen und Versicherungen | keine | keine | Familienzulage: ja Kranken-, Unfall- und Privathaftpflichtversicherung: ja Kongress- und Forschungszulage: 102 Euro (monatlich) | Familienzulage: ja Kranken-, Unfall- und Privathaftpflichtversicherung: ja |

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf Dokumentenanalysen und Interviews.

Insgesamt lässt sich Folgendes festhalten:

- In der Schweiz und in Luxembourg fällt die *Zuständigkeit des Vergabeverfahrens* in die Kompetenzen der nationalen Stelle für Bildung und Forschung, während in Deutschland und Österreich diese Aufgabe extern an einen Verein respektive an eine Agentur ausgelagert wird.
- Die *Vergabesysteme* sind in den vier betrachteten Ländern sehr ähnlich, wobei die formelle Selektion erst durch die nationalen Vergabestellen erfolgt und danach das EUI die Kandidaturen am Selektionsgespräch inhaltlich prüft.
- Die *Ressourcen* (sowohl die personellen als auch diejenigen für die Werbung), die in den betrachteten Ländern für das EUI-Stipendium investiert werden, sind eher bescheiden.
- Die *Höhe der Beträge* für ein Stipendium am EUI liegen in Deutschland, Österreich, Luxembourg und der Schweiz zwischen 1'500 und 1'850 Euro, wobei die Schweiz und Luxembourg praktisch gleich hohe Beträge zahlen, während Deutschland mit 1'500 Euro am tiefsten liegt. Nicht einbezogen sind in diese Kalkulationen die Familienzulagen und gewisse Versicherungsleistungen, die in Österreich und Deutschland entrichtet werden, sowie die monatliche Kongress- und Forschungszulage und die Reisekostenzulage in Deutschland.

6.2 Vergleich der Stipendiensysteme am Collège d'Europe

I Zielsetzung

Die in den Interviews erwähnten Zielsetzungen können wie folgt zusammengefasst werden:

- *Deutschland*: a) Sprungbrett, um eine Karriere in EU-Institutionen (aber auch in Deutsche Bundesministerien mit EU-Abteilungen) zu fördern, b) guter und qualifizierter Nachwuchs fördern, der über ein internationales Netzwerk verfügt, c) der Zunahme von EU-Gesetzgebung mit entsprechendem *Knowhow* Rechnung tragen.
- *Österreich*: a) Österreichischen Studierenden die Möglichkeit einer postgradualen europäischen Ausbildung bieten, b) die Anzahl Österreicher/-innen an europäischen Hochschulen sowie den Anteil Österreicher/-innen, die in europäischen Institutionen

beruflich tätig werden, erhöhen, c) auf einer etwas übergeordnete Ebene das Bewusstsein für Europa in Österreich erhöhen.

- *Luxembourg*: Aus Sicht der Interviewten sollen erstens der europäische Geist gefördert und eine europäische Identität in Luxembourg geschaffen werden und zweitens sollen luxemburgische oder in Luxembourg ansässige Studierende in ihrem Studium unterstützt werden.

I Zuständigkeit und Ressourcen

Zuständig für das Bewerbungsverfahren und die Vergabe des Stipendiums am CdE in Brügge und in Natolin ist in Deutschland der Verein Europäische Bewegung Deutschland e.V. (EBD), während in Österreich seit 2022²² die Agentur für Bildung und Internationalisierung (OeAD GmbH) zuständig ist. In Luxembourg ist die Europäische Bewegung Luxembourg (EBL) die offizielle Auswahlstelle, jedoch ist eigentlich dieselbe Stelle beim Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche – wie im Prozess für das EUI – für die Vergabe der Stipendien zuständig. Insgesamt kann festgehalten werden, dass die zuständigen Stellen im Bereich der *Ressourcen* etwas unterdotiert sind. Während in Deutschland eine Person bei der EBD zuständig ist und ihre Arbeit zwischen 20 und 50 Prozent einschätzt (abhängig vom Arbeitsvolumen, das nicht jeden Monat gleich gross ist), ist für Österreich eine Person mit plus minus einem 10-Prozent-Stellenäquivalent für die Stipendienvergabe vorgesehen.

I Zielgruppe und Zulassungsvoraussetzungen

Zur *Zielgruppe* gehören in allen drei Vergleichsländern Studierende mit einem bereits abgeschlossenen Masterabschluss. Zusätzlich könnten theoretisch, im Gegensatz zur Schweiz, bei entsprechenden Qualifikationen und in Ausnahmefällen jedoch auch Studierende mit abgeschlossenem Bachelorabschluss (d.h. 180 ECTS) gefördert werden. Gemäss den Interviews in Deutschland ist eine Zunahme der Bewerber/-innen mit Bachelorabschluss festzustellen, wobei diese heute etwa ein Viertel der zugelassenen Stipendiaten/-innen darstellen. In Luxembourg und Österreich gibt es kaum oder keine solche Fälle.

Die *Zulassungsvoraussetzungen* unterscheiden sich ein wenig in den vier analysierten Ländern, was Staatsangehörigkeit, Aufenthalt oder Ort des Hochschulabschlusses angeht. In der Regel müssen Studierende über die Staatsangehörigkeit verfügen oder einen Hochschulabschluss im jeweiligen Land erworben haben. Schliesslich sind in allen drei Ländern, ausser hervorragenden Qualifikationen, auch gute oder sehr gute Französisch- und Englischkenntnisse nachzuweisen.

I Fachbereiche, Unterstützung zur Bewerbung und Betreuung

Die am CdE mögliche Auswahl besteht aus den *Fachbereichen* Recht, Wirtschaftswissenschaften, Politikwissenschaft, Internationale Beziehungen, oder verwandten Studiengängen. Gemäss unserer Recherche gibt es in allen drei Vergleichsländern keine direkte *Unterstützung im Bewerbungsverfahren*. Sowohl von der OeAD in Österreich als auch vom Ministerium in Luxembourg wird die *Betreuung* vom CdE und seine Peer-to-Peer-Gruppen als hinreichend angesehen. Hingegen bietet die EBD in Deutschland eine Online-Sprechstunde an, durch die der Austausch und die Berichte von Studierenden gefördert werden.

²² Österreich hat die Teilnahme am CdE einige Jahre pausiert und ab 2022 wieder aufgenommen. Der Grund für die Unterbrechung war den interviewten Personen vom OeAD nicht bekannt, mutmasslich war eine alternative Prioritätensetzung Grund dafür.

| Selektions- und Vergabeverfahren

- *Deutschland*: Einreichen der Online-Bewerbung am CdE plus eine Kopie per Post an den EBD, danach Vorauswahl der deutschen Auswahlkommission (die vom EBD für je drei Jahre zusammengestellt wird und unter anderem aus Vertretern/-innen des CdE besteht). Die ausgewählten zum Stipendium berechtigten Studierenden werden anschliessend zu einer persönlichen Vorstellung vor der Kommission eingeladen.
- *Österreich*: Ähnlich wie in Deutschland wird in Österreich vorgegangen, wobei das Interview gegenüber dem Auswahlgremium in Wien stattfindet.
- *Luxembourg*: Das CdE trifft eine Vorauswahl, danach findet ein Interview vor einer Kommission bestehend aus Vertretern/-innen des CdE, der Europäischen Bewegung Luxembourg und des Ministeriums statt.

| Werbemassnahmen und Informationskanäle

- *Deutschland*: Der EBD verfügt über ein jährliches Budget für Werbemassnahmen von 18'000 Euro. Zu den Werbemassnahmen gehören der Versand von Infomaterialien an einen E-Mail-Verteiler von rund 1'000 Personen, eigene Flyer und Video- und Fotobeiträge von aktuellen Studierenden, bezahlte Posts auf Social Media (Instagram, Twitter und Facebook), bezahlte Einträge in Online-Suchmaschinen für ausländische Studierende und weitere Kanäle des EBD. Zudem werden Infoabende für Interessierte (an denen Alumni über ihre Erfahrung berichten) und – in Zusammenarbeit mit dem Auswärtigen Amt – drei- bis viermal jährlich Studienmessen organisiert, an denen das CdE vertreten ist. Ein weiterer wichtige Streukanal ist gemäss den Interviewten das Alumni-Netzwerk und die jeweiligen Stammtische, die in Berlin oder in anderen Städten organisiert werden.
- *Österreich*: Ähnlich wie in Deutschland hat die OeAD als zentrale Agentur eine ziemlich grosse Reichweite und kann an bereits existierende Social-Media-Kampagnen und an weitere Kommunikationskanäle anknüpfen. Für die Wiederaufnahme des Stipendiums wurde die Kommunikation stark mit dem CdE abgestimmt.
- *Luxembourg*: Das Ministerium in Luxembourg veröffentlicht die Informationen zu den Stipendien auf seiner Website, die gemäss den interviewten Personen recht häufig von Studierenden besucht wird. Da sie aus ihrer Sicht hinreichend Bewerbungen bekommen und die Tendenz eher zunehmend ist, werden keine zusätzliche Werbemassnahmen vom Ministerium gefördert.

| Anzahl, Höhe und Dauer

Die *Anzahl* jährlich vergebener Stipendien beträgt in Deutschland rund 25 Stipendien der Bundesregierung und einzelner Bundesländer (wie bspw. Nordrhein-Westfalen, bis kurzem auch jeweils Baden-Württemberg und Thüringen). In Österreich sind es drei und in Luxembourg zwei Stipendien. Die *Höhe* der Stipendien fällt in den drei Ländern unterschiedlich aus. Er beträgt als einmaliger Zuschuss der Studienkosten 17'525 Euro in Deutschland, 17'000 Euro in Österreich und 27'000 Euro in Luxembourg, was dem Betrag von einem Vollstipendium entspricht. Die *Dauer* des Studiums und somit des Stipendiums ist zehn Monate, was einem akademischen Jahr entspricht.

| Zulagen, Versicherungen

Sowohl in der Schweiz als auch in allen Vergleichsländern werden keine Zulagen oder sonstige Versicherungen entgeltet.

| Bekanntheit und Attraktivität

Gemäss den Interviewten ist die *Bekanntheit* der Stipendien in Deutschland nicht so gross wie beispielsweise in Frankreich, wo das CdE einen anderen Ruf und Status genießt. Während in Frankreich jährlich etwa 100 Bewerbungen eingehen, sind es in Deutschland maximal 30 bis 35 Bewerbungen pro Jahr. Dies kann aus Sicht der interviewten Personen

daran liegen, dass die sprachlichen Zulassungsvoraussetzungen (gute oder sehr gute Französischkenntnisse) für viele Studierende in Deutschland immer noch eine relativ hohe Hürde darstellen. Die Nachfrage bleibe jedoch relativ konstant. Österreich hat die Stipendien erst 2022 wieder aufgenommen, wodurch die Bekanntheit des CdE durch den OeAD schwierig zu beurteilen ist. Gemäss den Interviewten ist das CdE und das damit verbundene Stipendium vor allem in den europainteressierten Kreisen bekannt. Im Jahr 2023 habe Österreich jedoch 18 Bewerbungen erhalten, was eine relativ hohe Anzahl, gerade auch im Vergleich zur Schweiz, ist. In Luxembourg wird eine ähnliche Tendenz festgestellt, nämlich, dass das Interesse für das CdE eher wachse (für das akademische Jahr 2023/24 sind 15 Bewerbungen eingegangen).

Attraktivität: Was die hohe Qualität und den guten Ruf des CdE anbelangt, unterscheiden sich die Meinungen der Verantwortlichen in den drei Vergleichsländern nicht von denjenigen der befragten Experten/-innen in der Schweiz. Obwohl das Instrument im Vergleich mit anderen bildungspolitischen Massnahmen als klein eingeschätzt wird, sind sich die interviewten Personen einig, dass es von der Symbolik her einen bedeutenden Beitrag im Geiste der europäischen Integration leiste. Weiter wird von den Interviewten in allen drei Ländern bestätigt, dass Brügge bei den Bewerbern/-innen als attraktiver angesehen wird als Natolin.

I Gesamtübersicht und Fazit

Betrachten wir die vier Länder im Vergleich, so lassen sich die Stipendiensysteme entlang der geschilderten Eckpunkte wie folgt vergleichend darstellen:

D 6.2: Vergleich ausgewählter Eckpunkte der CdE Stipendien in den vier Ländern

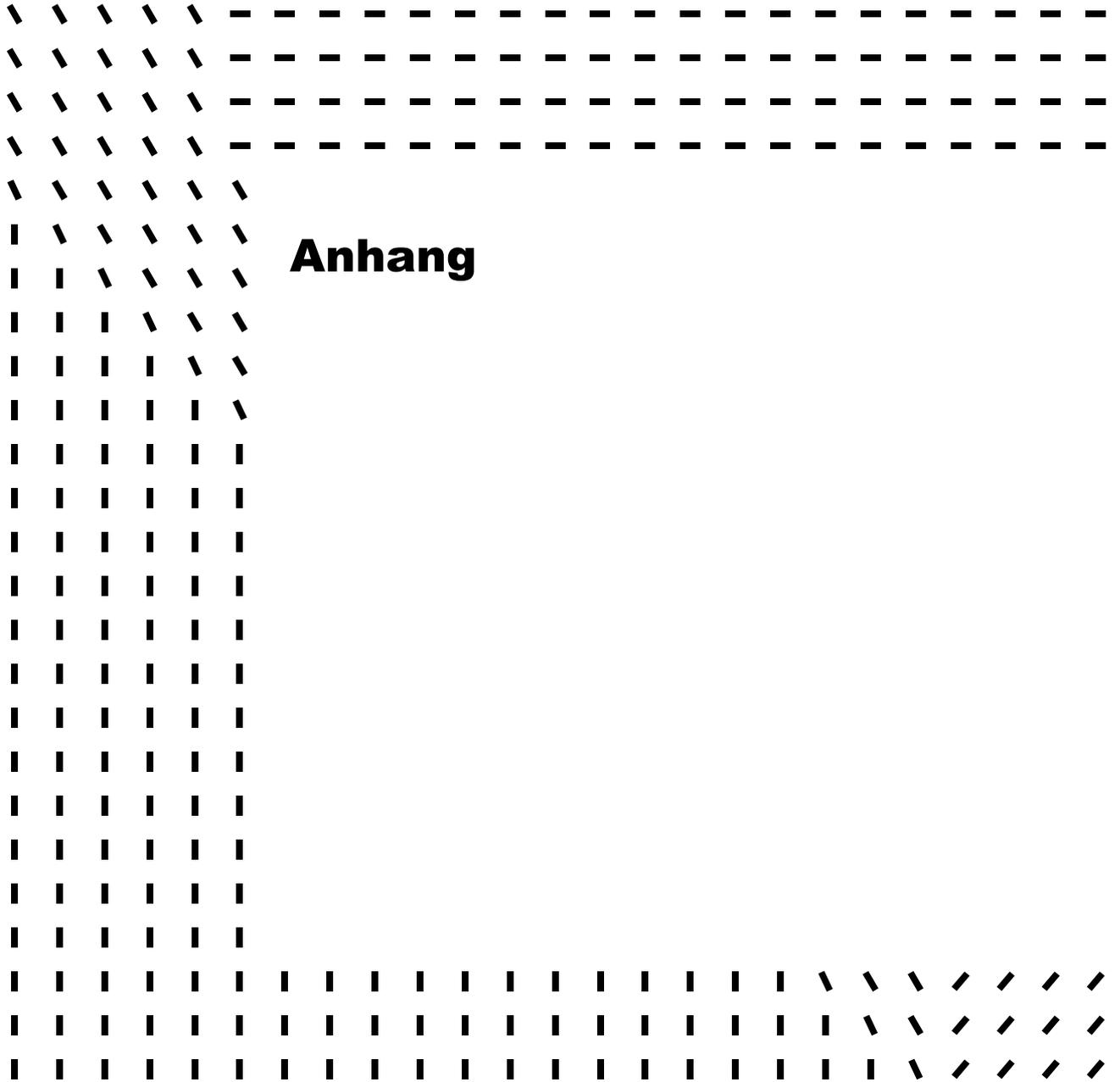
| | <i>Schweiz</i> | <i>Luxembourg</i> | <i>Deutschland</i> | <i>Österreich</i> |
|------------------------|---|--|--|---|
| Zielsetzung | Förderung des exzellenten Wissenschaftlichen Nachwuchses (Innovation, Kreativität), Partizipation an den Plattformen für die Auseinandersetzung mit den Herausforderungen der europäischen Integration, Leisten eines positiven Beitrags zu den Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union | Stärkung des europäischen Geistes und Unterstützung von in LUX ansässigen Studierenden | Förderung einer Karriere in EU oder nationale Institutionen, des gut qualifizierten Nachwuchses und des internationalen Netzwerks und des Knowhows im EU-Recht | Förderung von postgradualen EU-Ausbildungen, Erhöhung Anzahl Studierende an EU-Hochschulen und Berufstätigen an EU-Institutionen, Förderung des europäischen Bewusstseins |
| Zuständigkeit | Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI | Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche MESR mit EBL | Europäische Bewegung Deutschland e.V. EBD | OeAD GmbH |
| Ressourcen für Vollzug | eine Person (zusammen mit CdE Teilpensum) | zwei Personen (zusammen mit CdE, niedriges Teilpensum) | eine Person (Teilpensum, schätzungsweise zwischen 20 und 50%) | eine Person (Teilpensum, um die 10%) |

| | <i>Schweiz</i> | <i>Luxembourg</i> | <i>Deutschland</i> | <i>Österreich</i> |
|---|---|--|---|---|
| Zielgruppen | nur Studierende mit MA-Abschluss | Studierende mit MA-Abschluss (bei entsprechenden Qualifikationen mit BA-Abschluss möglich) | Studierende mit MA-Abschluss (bei entsprechenden Qualifikationen mit BA-Abschluss möglich) | Studierende mit MA-Abschluss (bei entsprechenden Qualifikationen mit BA-Abschluss möglich) |
| Nationale Zulassungsvoraussetzungen | Abschluss an einer akkreditierten Hochschule, > 2 Jahre im Schweizer Hochschulsystem oder Sekundarstufe I oder II nach einem Schweizer Lehrplan, gute Französisch- und Englischkenntnisse | Staatsangehörigkeit, Wohnsitz in Luxembourg oder starke Verbundenheit mit Luxembourg, gute Französisch- und Englischkenntnisse | Abschluss an einer akkreditierten Hochschule, Staatsangehörigkeit oder Studierende mit deutschem Hochschulabschluss, gute Französisch- und Englischkenntnisse | Abschluss an einer akkreditierten Hochschule, Staatsangehörigkeit, gute Französisch- und Englischkenntnisse |
| Fachbereiche | Recht, Wirtschaftswissenschaften, Politikwissenschaft, Internationale Beziehungen oder verwandte Studiengänge | Recht, Wirtschaftswissenschaften, Politikwissenschaft, Internationale Beziehungen oder verwandte Studiengänge | Recht, Wirtschaftswissenschaften, Politikwissenschaft, Internationale Beziehungen oder verwandte Studiengänge | Recht, Wirtschaftswissenschaften, Politikwissenschaft, Internationale Beziehungen oder verwandte Studiengänge |
| Selektionsverfahren | Online-Bewerbung CdE; Vorauswahl CdE; formale Selektion SBFI gegenüber Selektionskomitee | Online-Bewerbung CdE; Vorauswahl CdE; formale Selektion gegenüber Selektionskomitee CdE mit MESR und EBL | Online-Bewerbung CdE; Vorauswahl DAAD; formale Selektion gegenüber Selektionskomitee | Online-Bewerbung CdE; Vorauswahl OeAD; formale Selektion gegenüber Selektionskomitee |
| Werbemassnahmen | primär über IRO und Studienkoordinatoren/-innen der Hochschulen | MESR-Webseite, keine weiteren Kanäle | primär über bestehende Kanäle von EBD, in Zusammenarbeit mit dem Auswärtigen Amt, Alumni-Netzwerk | primär über bestehende Kanäle von OeAD, in Zusammenarbeit mit CdE |
| Anzahl Stipendien pro Jahr | 4 | 2 | 25 | 3 (seit 2022, davor keine) |
| Umfang der Stipendien pro Jahr und Person | 27'000 Euro (Vollstipendium) | 27'000 Euro (Vollstipendium) | 17'525 Euro (Teilstipendium) | 17'000 Euro (Teilstipendium) |
| Dauer | 1 Jahr | 1 Jahr | 1 Jahr | 1 Jahr |
| Zulagen und Versicherungen | keine | keine | keine | keine |

Quelle: Darstellung Interface, basierend auf Dokumentenanalysen und Interviews.

Insgesamt können wir Folgendes aus dem Quervergleich der Stipendiensysteme für das CdE in den vier Vergleichsländern festhalten:

- Das *Selektions- und Vergabeverfahren* wird sowohl in der Schweiz als auch in allen Vergleichsländern durch ein Auswahlkomitee von Vertretern/-innen des CdE und den nationalen beteiligten Akteuren formell durchgeführt.
- Die *Höhe des jährlichen Betrags* der Stipendien in der Schweiz und Luxembourg ist wesentlich höher mit 27'000 Euro (Vollstipendium) als in Deutschland und Österreich, der nur die Studiengebühren deckt (rund 17'000 Euro).
- Die Förderagenturen betreiben *Werbemassnahmen* über verschiedene Kanäle und können von ihren bestehenden Strukturen und Synergien mit vergleichbaren Stipendienprogrammen profitieren.
- Die *Bekanntheit* der Stipendien ist gemäss den Interviews in den Vergleichsländern unterschiedlich. Während in Luxembourg und in Österreich (seitdem sie wieder gefördert werden) im Gegensatz zur Schweiz die Anzahl Bewerbungen wächst, ist in Deutschland gemäss der Interviewten die Nachfrage ziemlich konstant. Das Stipendium leiste einen positiven Beitrag zur europäischen Integration und sei äusserst attraktiv, auch wenn es sich nur um ein kleines Instrument handle.



A 1 Interviewpartner/-innen

DA 1: Interviewpartner/-innen Experteninterviews

| | <i>Name</i> | <i>Vorname</i> | <i>Titel</i> | <i>Funktion</i> | <i>Organisation</i> |
|----------------------------|-------------|-------------------|--------------|--|--|
| Kick-off-Interview | | | | | |
| | Lippuner | Claudia | | Projektverantwortliche Internationale Bildungszusammenarbeit und Berufsqualifikationen | Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI |
| Externe Experteninterviews | | | | | |
| 1 | Epiney | Astrid | Prof. Dr. | Rechtswissenschaftliche Fakultät, Internationales Recht und Handelsrecht, Europarecht, Völkerrecht, und öffentliches Recht | Universität Freiburg |
| 2 | Häusermann | Silja | Prof. Dr. | Philosophische Fakultät, Institut für Politikwissenschaften, Schweizer Politik und Vergleichende politische Ökonomie GESS, Staatswissenschaften, Europäische Politik | Universität Zürich |
| 3 | Keller | Helen | Prof. Dr. | Rechtswissenschaftliche Fakultät, Institut für Völkerrecht und ausländisches Verfassungsrecht, Öffentliches Recht, Völkerrecht und Europarecht, Wirtschaftsrecht | Universität Zürich |
| 4 | Lehmkuhl | Dirk | Prof. Dr. | School of Economics and Political Science, Center for Governance and Culture in Europe | Universität St. Gallen |
| 5 | Lavenex | Sandra | Prof. Dr. | Faculté des Sciences de la Société, Département de Science politique et relations internationales (GSI), Relations Internationales et politiques européennes | Université de Genève |
| 6 | Zbinden | Marc | | Head of Careers | Schweizerischer Nationalfonds SNF |
| 7 | Hahn | Michael | Prof. Dr. | Leiter Institut für Europa- und Wirtschaftsvölkerrecht, Departement Wirtschaftsrecht | Universität Bern |
| 8 | Schenk | Frithjof Benjamin | Prof. Dr. | Philosophisch-Historische Fakultät, Departement Geschichte (Osteuropäische Geschichte) | Universität Basel |
| 9 | Mamane | David | | Partner Präsident der CH-Alumni vom CdE | Schellenberg Wittmer |

| | <i>Name</i> | <i>Vorname</i> | <i>Titel</i> | <i>Funktion</i> | <i>Organisation</i> |
|----|-------------|----------------|--------------|--|--|
| 10 | Reich | Philippe | | Partner | Baker McKenzie |
| 11 | Ruchti | Franziska | | Stv. Stabschefin Staatssekretariat (STS) | Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten EDA |
| 12 | Kriesi | Hanspeter | Prof. Dr. | Part-time Professor (ehem. Verantwortlicher für das Auswahlverfahren), Department of Political and Social Sciences | European University Institute |

Legende: Angegeben wird die jeweilige Funktion zum Zeitpunkt des Interviews.

Quelle: Darstellung Interface.

DA 2: Interviewpartner/-innen Quervergleich

| | <i>Name</i> | <i>Vorname</i> | <i>Funktion</i> | <i>Organisation</i> |
|----|-------------|----------------|---|--|
| 13 | Schott | Stéphanie | Attachée Responsable du Service Relations internationales et interrégionales | Luxembourg : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche |
| 14 | Kerger | Robert | Conseiller | Luxembourg : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche |
| 15 | Guth | Kristina | Projekt- und Organisationsmanagerin | Deutschland: Europäische Bewegung Deutschland e.V. |
| 16 | Lemke | Melanie | Programm Officer | Deutschland: DAAD Deutscher Akademischer Austauschdienst |
| 17 | Knapp | Vanja | International Liaison Officerin | Österreich: OeAD GmbH, Austria's Agency for Education and Internationalisation |
| | Volz | Gerhard | Leiter Abteilung für Internationale Hochschulkooperation | Österreich: OeAD GmbH, Austria's Agency for Education and Internationalisation |

Legende: Angegeben wird die jeweilige Funktion zum Zeitpunkt des Interviews.

Quelle: Darstellung Interface.

DA 3: Interviewpartner/-innen Europäische Hochschulinstitutionen

| | <i>Name</i> | <i>Vorname</i> | <i>Funktion</i> | <i>Organisation</i> |
|----|------------------|----------------|---|-------------------------------|
| 18 | Ośniecka-Tamecka | Ewa | Vice-Rector of the College of Europe | Collège d'Europe Natolin |
| | Filippin | Mattia | Office Manager, Equality, Diversity and Inclusion Officer, Counsellor | Collège d'Europe Natolin |
| | Dobromirski | Lukasz | Director of Public Relations and Recruitment | Collège d'Europe Natolin |
| 19 | Gerards | Carsten | Principal Coordinator and Assistant to the Rector | Collège d'Europe Brügge |
| | Bachelier | Pierre | Director, Admissions Office | Collège d'Europe Brügge |
| | Gstöhl | Sieglinde | Director of Studies, EU International Relations and Diplomacy Studies Dep. | Collège d'Europe Brügge |
| 20 | Dehousse | Renaud | President | European University Institute |
| | Del Panta | Marco | Secretary General | European University Institute |
| 21 | Huber | Sébastien | Head of Strategy and Development, Central Coordination Unit – Strategy, Development and Academic Governance Interim Director of Academic Service | European University Institute |

Legende: Angegeben wird die jeweilige Funktion zum Zeitpunkt des Interviews.

Quelle: Darstellung Interface.

A 2 Rücklauf Online-Befragung

DA 4: Beschreibung Stichprobe Online-Befragung

| | | |
|--|--|---------------|
| Anzahl Antworten total | Eingeladen: | n = 170 |
| | <i>Rücklaufquote (Befragung abgeschlossen)</i> | n = 110 (65%) |
| Studienort (n = 110) <i>Einige Befragte gaben an, an mehreren Instituten studiert zu haben.</i> | European University Institute | n = 31 (28%) |
| | Collège d'Europe in Brügge | n = 67 (61%) |
| | Collège d'Europe in Natolin | n = 11 (10%) |
| | Keiner der obigen ²³ | N = 4 (4%) |
| Erhalt Bundesstipendium nach Institution (n = 110) <i>Eine Person gab an, an zwei Instituten ein Stipendium erhalten zu haben.</i> | European University Institute | n = 30 (27%) |
| | Collège d'Europe in Brügge | n = 63 (57%) |
| | Collège d'Europe in Natolin | n = 12 (11%) |
| | Kein Bundesstipendium erhalten | n = 6 (5%) |
| Rückzug vom Stipendium? (n = 104) | Nein | n = 94 (90%) |
| | Ja, direkt nach dem Zuschlag | n = 3 (3%) |
| | Ja, während des Studiums | n = 0 (0%) |
| | Weiss nicht | n = 7 (7%) |
| Fachbereiche in der Ausbildung vor Erhalt Bundesstipendium und/oder Antritt Studium (n = 109) | Politik- und Sozialwissenschaften | n = 32 (29%) |
| | Internationale Beziehungen | n = 22 (20%) |
| | Geschichte | n = 7 (6%) |
| | Wirtschaft | n = 10 (9%) |
| | Recht | n = 37 (34%) |
| | Andere | n = 1 (1%) |
| Studienbeginn (n = 99) <i>Eine Person gab an, an zwei Instituten zu unterschiedlichen Zeiten das Studium begonnen zu haben.</i> | 1994–1999 | n = 22 (22%) |
| | 2000–2004 | n = 15 (15%) |
| | 2005–2009 | n = 23 (23%) |
| | 2010–2014 | n = 14 (14%) |
| | 2015–2019 | n = 14 (14%) |
| | 2019–2023 | n = 12 (12%) |

²³ Umfasst Personen, die ein Bundesstipendium erhalten haben, sich aber vom Stipendium zurückgezogen haben und das Studium nicht angetreten haben.

| | | |
|--|--|---------------|
| Anzahl Antworten total | Eingeladen: | n = 170 |
| | <i>Rücklaufquote</i> <i>(Befragung abgeschlossen)</i> | n = 110 (65%) |
| Höchster Bildungsabschluss (n = 106) | Master | n = 63 (59%) |
| | Doktorat | n = 35 (33%) |
| | Privatdozent/-in | n = 1 (1%) |
| | Professor/-in | n = 7 (7%) |
| Staatsangehörigkeit (n = 110) <i>Mehrere Personen gaben an, mehrere Staatsangehörigkeiten zu besitzen.</i> | Schweiz | n = 104 (76%) |
| | Deutschland | n = 8 (6%) |
| | Italien | n = 7 (5%) |
| | Frankreich | n = 6 (4%) |
| | Belgien | n = 2 (1%) |
| | Polen | n = 2 (1%) |
| | Weitere | n = 8 (6%) |
| Geschlecht (n = 109) | Männlich | n = 59 (54%) |
| | Weiblich | n = 50 (46%) |
| | Divers | n = 0 (0%) |
| | Ohne Angabe | n = 0 (0%) |
| Geburtsjahr (n = 108) | 1960–1969 | n = 7 (6%) |
| | 1970–1979 | n = 40 (37%) |
| | 1980–1989 | n = 41 (38%) |
| | 1990–1999 | n = 20 (19%) |